

Engagements pris lors des auditions des commissaires désignés

Commission Von der Leyen, 2019 – 2024



Le présent document est une compilation des points essentiels évoqués par les vice-présidents et commissaires désignés ainsi que des principaux engagements pris par ceux-ci au cours de leurs auditions respectives devant le Parlement européen. Il vise à constituer un outil pratique et concis de suivi des efforts et des actions de la future Commission.

Pour obtenir une liste complète de l'ensemble des engagements pris et des positions adoptées par les candidats, le compte rendu in extenso de chaque audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions](#) du Parlement européen, de même que les questions et les réponses écrites.



Engagements pris lors des auditions des commissaires désignés

Commission Von der Leyen

2019 – 2024

Sommaire

Frans Timmermans Vice-président exécutif désigné Un Green Deal européen	ENVI ITRE TRAN	7
Margrethe Vestager Vice-présidente exécutive désignée Une Europe adaptée à l'ère du numérique	ITRE IMCO ECON JURI	11
Valdis Dombrovskis Vice-président exécutif désigné Une économie au service des personnes	ECON EMPL BUDG	15
Josep Borrell Fontelles Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / vice-président Une Europe plus forte sur la scène internationale	AFET	19
Maroš Šefčovič Vice-président désigné Relations interinstitutionnelles et prospective	JURI AFCO ITRE PETI	23
Věra Jourová Vice-présidente désignée Valeurs et transparence	LIBE AFCO JURI	27
Dubravka Šuica Vice-présidente désignée Démocratie et démographie	AFCO EMPL	31
Margaritis Schinas Vice-président désigné Promouvoir le mode de vie européen	CULT LIBE EMPL	35
Johannes Hahn Commissaire désigné Budget et administration	BUDG CONT JURI	39
Phil Hogan Commissaire désigné Commerce	INTA	43
Mariya Gabriel Commissaire désignée Innovation, recherche, culture, éducation et jeunesse	ITRE CULT	47
Nicolas Schmit Commissaire désigné Emploi et droits sociaux	EMPL ECON	51

Paolo Gentiloni Commissaire désigné Économie	ECON BUDG EMPL	55
Janusz Wojciechowski Commissaire désigné Agriculture	AGRI ENVI	59
Elisa Ferreira Commissaire désignée Cohésion et réformes	REGI BUDG ECON	63
Oliver Várhelyi Commissaire désigné Voisinage et élargissement	AFET	67
Stella Kyriakides Commissaire désignée Santé et sécurité alimentaire	ENVI AGRI	71
Didier Reynders Commissaire désigné Justice	JURI LIBE IMCO	75
Adina-Ioana Vălean Commissaire désignée Transports	TRAN ENVI	79
Helena Dalli Commissaire désignée Égalité	FEMM EMPL LIBE	83
Thierry Breton Commissaire désigné Marché intérieur	IMCO ITRE CULT JURI	87
Ylva Johansson Commissaire désignée Affaires intérieures	LIBE	91
Janez Lenarčič Commissaire désigné Gestion des crises	DEVE ENVI	95
Jutta Urpilainen Commissaire désignée Partenariats internationaux	DEVE	99
Kadri Simson Commissaire désignée Énergie	ITRE ENVI	103
Virginijus Sinkevičius Commissaire désigné Environnement, océans et pêche	ENVI PECH	107

Engagements pris lors de l'audition de **Frans Timmermans** Vice-président exécutif désigné Un Green Deal européen



Le vice-président exécutif désigné, Frans Timmermans, s'est exprimé devant le Parlement européen le 8 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI). Durant l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- un Green Deal européen, et
- l'action pour le climat.

Veuillez noter que les citations incluses dans le présent document font uniquement référence aux engagements pris oralement au cours de l'[audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le vice-président exécutif désigné avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles il a répondu [par écrit](#).



Un Green Deal européen

«[...] Le Green Deal européen doit mettre l'Europe dans la bonne voie afin de parvenir à un avenir durable, et garantir qu'aucun citoyen européen ne soit laissé de côté. Notre ambition est de faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre au monde. Nous pouvons y parvenir d'ici 2050 si nous planifions correctement cette mission et nous y attelons immédiatement.»

«C'est à nous qu'il incombe de démontrer clairement et concrètement à nos citoyens que le Green Deal peut contribuer à résoudre les problèmes et à améliorer leur vie dès à présent, et non uniquement d'ici vingt ou trente ans.»

«Des initiatives nationales et des emplois à l'échelle locale, appuyés par des financements publics et privés et par les programmes de soutien européens, en vue du partage des connaissances et des capacités, voilà comment, à mon avis, nous pouvons mettre en place un Green Deal européen qui soit directement au service des personnes.»

«[...] Je crois que l'une des tâches les plus compliquées que j'aurai à accomplir sera de garantir la cohérence de nos politiques [...]. Je ne me fais pas d'illusion, je ne pourrai parvenir à cette cohérence d'ici cent jours. En revanche, je peux identifier les incohérences, puis déterminer les législations, les mesures ou autres démarches à engager pour éliminer ces incohérences. Cela reste, somme toute, l'une des tâches les plus compliquées, mais aussi l'une des plus importantes de mon portefeuille.»

«[...] Réduire les émissions à effet de serre, réduire l'augmentation de la température, réduire les menaces qui pèsent sur la biodiversité sont des choses qui vont de pair. Ce sont des choses que nous devons faire ensemble et de toute urgence.»

«Nous travaillerons certainement sur une stratégie en matière d'hydrogène, car j'estime également que l'Europe peut vraiment prendre les rênes dans ce domaine. L'accélération de nos démarches à cet égard nous permettrait de conserver un avantage par rapport à d'autres parties du monde. L'autre raison pour laquelle je crois au bien-fondé de cette démarche est que l'énergie stockée sous forme d'hydrogène n'entraîne aucune perte d'énergie.»

Objectif de réduction des émissions pour 2030

«Je commencerai en outre à œuvrer immédiatement en vue de relever le niveau d'ambition pour 2030. Dès que possible, je présenterai des propositions législatives qui nous aideront à réduire les émissions d'au moins 50 % ou, mieux, de 55 %.»

«Je pense toutefois que ma position sera plus solide si je suis en mesure de l'étayer de l'analyse que nous sommes en train de réaliser. [...] Permettez-moi cependant d'insister sur le fait que je serais extrêmement surpris si la réduction ainsi obtenue était inférieure à 55 % d'ici à 2030.»

À la pointe des négociations internationales

«Nous devons œuvrer à convaincre les autres émetteurs de relever eux aussi leur ambition. Je prends le ferme engagement de renforcer notre diplomatie internationale en

matière de climat et de mettre en œuvre les objectifs de développement durable.»

Un Fonds pour une transition juste

«Nous avons besoin d'un Fonds pour une transition juste dédié afin d'aider les personnes et les communautés les plus touchées, notamment dans les régions industrielles, fortement dépendantes du charbon et à forte intensité d'énergie.»

«[...] Chacun d'entre nous doit se baser sur des plans homogènes et cohérents. [...] Il nous faut apporter des financements, y compris dans les secteurs [...] dépourvus des forces du marché qui permettraient d'assurer ceux-ci et dans lesquels nous devons intervenir.»

«Voici par conséquent ce que nous souhaitons inclure dans le Fonds pour une transition juste: une combinaison d'argent frais et de cofinancement à l'échelle nationale, qui sera également liée aux différents fonds dont nous disposons déjà – qu'il s'agisse du Fonds européen agricole pour le développement rural, des Fonds structurels ou du Fonds de cohésion – et visera en outre à garantir, avec l'aide de la Banque européenne d'investissement (BEI), qui s'est révélée extrêmement fructueuse dans le cadre du programme InvestEU, un très large accès aux fonds afin de faire cette transition vers une économie verte.»

«Il ne fait aucun doute que cette transition, en particulier dans les pays qui dépendent encore fortement du charbon, requiert des fonds nettement plus importants que même un Fonds pour une transition juste permet de rassembler. Mais il est également très clair à mes yeux qu'il n'y a pas d'avenir dans le charbon.»

Protection de la biodiversité

«[...] Nous présenterons une stratégie solide et ambitieuse en matière de biodiversité pour 2030 et [...] l'Union devra appuyer des engagements aussi ambitieux que possible lors de la prochaine conférence des parties à la convention des Nations unies sur la diversité biologique qui se tiendra en Chine en 2020.»

«Je souhaite collaborer avec la communauté économique afin de garantir l'établissement d'un certain nombre de références en fonction desquelles nous pourrions ensuite élaborer nos politiques; nous devons nous atteler à cette tâche avant de nous rendre à Pékin.»

«Je tiens par conséquent à ce que l'Union soit extrêmement bien préparée, grâce à un dialogue intensif avec ce Parlement, en vue de la prochaine conférence sur la diversité biologique [...] de manière à présenter des propositions concrètes visant à convaincre le reste du monde qu'il nous faut à présent prendre des mesures urgentes afin de préserver notre diversité biologique.»

«Nous avons besoin d'une stratégie en matière de reforestation qui ne soit pas en contradiction avec d'autres objectifs. [...] Nous devons donc faire preuve de pertinence à cet égard, et il me semble que la seule manière de procéder consiste à disposer d'une stratégie d'aide à la reforestation à l'échelle européenne.»

«[...] Les consommateurs doivent être mieux informés. [...] Je veux être en mesure de leur dire, à un moment donné: "ce [produit] n'est à l'origine d'aucune déforestation". Aujourd'hui, nous ne sommes pas en mesure d'affirmer cela. Nous devons donc travailler avec nos partenaires internationaux afin de faire de cette ambition une réalité à l'avenir car, pour l'heure, 80 % de la déforestation est due à la quête de nouvelles terres arables en vue de créer de nouveaux produits alimentaires et, parfois, nous importons directement la nourriture. Parfois même, ce sont les aliments que nous donnons à nos animaux qui sont produits en Europe. Nous avons donc beaucoup à faire afin d'informer nos consommateurs, et il nous faudra également réglementer ce domaine.»

L'ambition d'éliminer toute pollution

«[...] L'Europe doit progresser sur la voie d'un environnement dénué de pollution afin de lutter contre la dégradation et la pollution de l'environnement ainsi que d'aborder les problèmes de la qualité de l'air et de l'eau, des produits chimiques dangereux, des émissions industrielles, des pesticides, des perturbateurs endocriniens et des microplastiques.»

«Un air pur dans nos villes et une eau propre dans nos cours d'eau et nos océans – voilà ce dont nous avons besoin afin d'être à même de mener des vies plus saines sur une planète qui peut nourrir l'humanité tout entière et sur laquelle l'économie croît pour le bénéfice d'une majorité, et non d'une minorité, et offre des emplois à tous.»

Transports

«[...] Le secteur des transports est l'un des plus polluants de notre économie. Nous devons aborder ce défi de front. Dans toute l'Europe, les personnes sont tributaires de leur voiture en ce qui concerne la qualité de leur vie quotidienne et, souvent, tirent même leurs ressources de celle-ci. J'en suis conscient, et je ne veux pas d'une Europe sans voitures; je veux des voitures sans émissions en Europe, et je veux que les personnes utilisent des transports publics propres.»

«Nous devons réduire les émissions dans les secteurs maritime et de l'aviation, surtout si nous voulons atteindre nos objectifs climatiques. À cet effet, il est nécessaire de recourir à un savant mélange d'instruments. Il nous faut par exemple investir dans nos chemins de fer.»

«Je veux que l'Europe dispose des meilleurs systèmes de transport au monde.»

«[...] Le SEQUE [système d'échange de quotas d'émission] devrait être étendu au transport maritime. Mais nous devons également appliquer une plus large panoplie de mesures. Nous devons disposer de ports verts. Nous devons être capables de contraindre le transport maritime à se procurer l'électricité qui leur est proposée dans les ports au lieu de brûler du carburant extrêmement nocif lorsque les navires se trouvent dans les villes.»

«Nous devons mettre en place des biocarburants de troisième génération. Ils peuvent constituer une part constructive de notre bouquet énergétique dans la mesure où nous aurons probablement besoin de davantage de biocarburants dans certains domaines, comme par exemple l'aviation. Il se peut que je manque d'imagination, mais je ne pense pas que l'aviation électrique à grande échelle devienne une réalité dans un avenir proche.»

Économie circulaire

«Nous devons apporter une nouvelle dimension à notre travail sur l'économie circulaire, en mettant l'accent sur les produits durables et la prévention des déchets. Il nous faut réduire, réutiliser et recycler afin d'exploiter pleinement le potentiel d'une économie à faible intensité de carbone. Nous proposerons un nouveau plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire, qui mettra l'accent sur les produits durables et l'utilisation des ressources, notamment dans les secteurs à forte intensité d'utilisation des ressources tels que les textiles et la construction.»

Stratégie «de la ferme à l'assiette» en faveur d'une alimentation durable

«[...] Je souhaite souligner ceci: sans nos agriculteurs, nous n'atteindrons pas nos objectifs en matière de durabilité; nous devons par conséquent définir une politique agricole commune qui favorise cet aspect et établisse des conditions de concurrence loyales pour nos agriculteurs, y compris à l'échelle internationale. J'estime que les réformes mises en place par Phil Hogan nous permettent d'effectuer de grands progrès dans cette direction; voyons à présent si l'application du principe de la ferme à l'assiette peut apporter des améliorations.»

«[...] Nous devons considérer la politique agricole commune dans ce contexte [de financement de l'agriculture intensive] et chercher à garantir un avenir pour les agriculteurs européens ainsi qu'à produire des aliments qui ne polluent plus. [...] Ces objectifs figuraient déjà dans les réformes mises en place par la Commission Juncker, mais ils constitueront également le centre de la politique de la ferme à l'assiette.»

«Nous devons garantir l'accès des consommateurs à une alimentation durable. Il nous faut garantir que les agriculteurs puissent préserver nos zones rurales et entretenir une relation constructive entre les zones rurales et les zones plus métropolitaines de l'Union. Nous ne pouvons pas y parvenir sans les agriculteurs.»

«Mon intention est de veiller à ce que la politique soit dotée d'un cadre, [...] à ce que l'élevage puisse être et soit pratiqué d'une manière qui soit davantage respectueuse de l'environnement. Je suis disposé à tout mettre en œuvre afin de garantir que le bien-être animal fasse l'objet d'une plus grande attention et connaisse des améliorations, que ce soit dans le cadre de l'élevage, du transport ou de l'abattage des animaux. Voilà les mesures que [...] les autorités européennes doivent effectivement prendre.»

Politiques fiscales en vue de la réalisation des objectifs en matière de climat

«De mon point de vue, il convient de parler à nos partenaires internationaux en ces termes: nous effectuons cette transition vers un continent climatiquement neutre d'ici à 2050. À cet effet, nous prendrons les mesures suivantes. De toute évidence, ces mesures auront une incidence sur notre économie. Si vous prenez les mêmes mesures, ou des mesures similaires allant dans la même direction, nous ferons ce voyage ensemble. Dans le cas contraire, nous n'aurons bien entendu pas d'autre choix que de protéger notre société et notre économie: il nous faudra mettre en place une taxe carbone aux frontières.»

«Il est absolument indispensable de réduire et de supprimer les subventions qui continuent de favoriser les énergies fossiles. Il faut pour cela avoir un projet très concret et fixer des étapes que nous pouvons discuter avec les États membres. Mais c'est effectivement l'une des contradictions les plus manifestes qu'il faut essayer d'éviter.»

«Notre directive sur la taxation de l'énergie est loin de répondre à nos attentes et nous devons réexaminer cet aspect. En outre, je souhaite avoir ne serait-ce que la possibilité d'envisager la taxation du kérosène, car je ne vois pas pour quelle raison cette source d'énergie ne devrait pas être imposée.»

Respect des règles et mise en œuvre

«Les règles [incluses dans la directive sur la qualité de l'air ambiant et d'autres mesures législatives similaires] sont très claires, et nous devrions, à mon avis, œuvrer davantage en vue de les faire appliquer dans nos États membres. [...] Ces mesures législatives s'imposent de toute urgence, mais ne sont pas appliquées dans de nombreux États membres. J'estime que la Commission devra faire preuve de davantage de détermination pour entamer des procédures d'infraction et il est de ma responsabilité personnelle de veiller à ce que cela se produise.»

«[...] Nous ferons respecter la législation en matière d'émissions en recourant à tous les instruments dont nous disposons. Il me semble que l'industrie automobile a cessé d'être dans une position confortable. Elle doit à présent tenir ses promesses. Elle ne l'a pas fait dans le passé, elle doit le faire et la Commission fera appliquer les promesses qu'elle doit tenir.»

«[...] [Voici les éléments] que je ferai appliquer afin d'éliminer les contradictions dont pâtissent nos politiques. La décision prise par l'actuelle Commission nous a déjà permis, il me semble, d'effectuer un grand pas dans la bonne direction en ce qui concerne l'huile de palme, mais il nous faudra examiner un plus grand nombre de ces matières premières afin de garantir l'élimination des actions qui accentuent la déforestation. Nous devons établir davantage de transparence afin de déterminer précisément l'orientation de ce processus, mais il nous faut également, pour ce faire, engager un dialogue avec les pays d'origine. Ceux-ci ont, bien entendu, leurs propres revendications en ce qui concerne le commerce équitable et la relation qu'ils entretiennent avec l'Union.»

Action pour le climat

Législation européenne sur le climat

«Au cours des cent premiers jours de mon mandat, je proposerai une loi sur le climat qui consacrera l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. Cette loi définira la

direction à suivre à long terme pour que toutes nos politiques convergent vers cet objectif.»

«[...] Je souhaite présenter au Parlement un projet de loi sur le climat qui, de manière aussi approfondie que possible, précisera non seulement les objectifs à atteindre d'ici à 2050, mais également les étapes intermédiaires nécessaires à la réalisation de ceux-ci dans ce délai.»

«Je suis sincèrement convaincu que cette loi sur le climat nous fournira le cadre dont nous avons besoin de toute urgence pour pousser les États membres à présenter des plans suffisamment concrets qui nous permettront de visualiser les étapes que nous aurons à franchir afin d'atteindre nos objectifs en 2050. Certains États membres ont déjà réalisé une partie de ces travaux, mais nombre d'entre eux doivent encore le faire. En ce sens, j'estime donc qu'il s'agit du meilleur cadre pour notre avenir commun.»

Mise en œuvre des instruments législatifs

«Nous réexaminerons et mettrons à jour la législation en vigueur dans les domaines du climat et de l'énergie. Il est en outre évident que nous devons envisager de prendre des mesures supplémentaires afin de réaliser nos objectifs concernant des transports plus propres, des bâtiments moins énergivores et un système alimentaire plus durable. L'excès d'optimisme est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre.»

«Je suis d'avis que nous devons étendre le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) à d'autres domaines tels que l'aviation et le secteur maritime, mais il me semble également que la législation en vigueur peut nous permettre d'établir, si nécessaire, des normes plus sévères, des normes relatives aux émissions dans d'autres secteurs. Il nous faudra également revoir nos directives relatives à l'énergie ainsi que d'autres directives.»

«Par conséquent, j'estime en effet que la réglementation peut être améliorée, qu'elle peut être davantage adaptée. Je suis également d'avis que la réalisation d'analyses d'impact adéquates et l'évaluation de celles-ci par un comité d'examen de la réglementation nous permettraient déjà de disposer d'une meilleure réglementation. J'estime également qu'il nous faut examiner un grand nombre de règlements en vigueur dans une multitude de domaines afin de vérifier si ceux-ci sont adaptés à leur finalité.»

Pacte européen pour le climat

«Le Pacte pour le climat rassemblera les initiatives et les engagements des communautés, des entreprises et des voisinages, et permettra à ceux-ci de partager des connaissances et des données ainsi que de s'aider et de s'inspirer les uns les autres au moyen de bonnes pratiques et de résultats concrets.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsable: Georgios AMANATIDIS, Zsuzsanna LAKY; assistante éditoriale: Jolanta RUNGEVICA KISELOVA.

Contact: poldep-economy-science@europarl.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
IP/A/ENVI/2019-12

Version imprimée ISBN 978-92-846-5562-5 | doi:10.2861/89178 | QA-01-19-737-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5561-8 | doi:10.2861/68044 | QA-01-19-737-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

MARGRETHE VESTAGER

Vice-présidente exécutive désignée

Une Europe adaptée à l'ère du numérique



La vice-présidente exécutive désignée, Margrethe Vestager, s'est exprimée devant le Parlement européen le 8 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés des commissions de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE), du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) et des affaires économiques et monétaires (ECON). Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- une Europe adaptée à l'ère du numérique, et
- la concurrence.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La vice-présidente exécutive désignée avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles elle a répondu [par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Auteurs: Frédéric Gouardères, Mariusz Maciejewski, Drazen Rakic

Direction générale des politiques internes

PE 642.342 – novembre 2019



Une Europe adaptée à l'ère du numérique

Stratégie à long terme pour l'avenir industriel de l'Europe

«Nous avons besoin d'une stratégie pour l'avenir industriel de l'Europe qui soit basée sur les points forts de l'Europe: notre ouverture et notre diversité. La stratégie industrielle doit par conséquent être pensée pour tous: elle doit être verte et reposer sur la concurrence loyale.»

«Nous ne pouvons pas adopter une stratégie industrielle qui ne tienne pas compte de l'écologisation de notre économie ni de la transition vers un continent neutre en carbone. Ces deux aspects sont indissociables.»

«Pour réaliser l'immense potentiel que présente la numérisation pour améliorer notre qualité de vie, nous avons besoin de règles appropriées qui instaurent la confiance de nos citoyens dans la transformation numérique. Elle doit être au service des citoyens. Elle doit respecter nos valeurs fondamentales.»

«Si nous stimulons l'innovation, notamment en ce qui concerne notre propre organisation, nous pourrions faire une bien meilleure utilisation de la technologie que celle que nous avons faite jusqu'ici, et cela nous aidera à renforcer notre lutte contre le changement climatique. Les outils numériques, qui permettent désormais le suivi des ressources à une plus grande variété de niveaux, peuvent contribuer à cette démarche.»

«Nous rassemblerons des chaînes de valeur entières – les universités, les fournisseurs, les fabricants – et les relierons à ceux qui recyclent les matières premières utilisées dans la fabrication.»

«La portée de cette stratégie [...] doit s'étendre au-delà du marché unique.»

«Une bonne stratégie industrielle permettra également d'adapter l'Europe à l'ère numérique.»

Nouvelle stratégie en faveur des PME

«Ces travaux [sur la stratégie industrielle] incluront la présentation d'une nouvelle stratégie visant à soutenir le cœur de l'économie européenne: les petites et moyennes entreprises (PME).»

«Le premier point, bien entendu, consiste à garantir qu'une telle stratégie ne concerne pas uniquement les grandes entreprises, car l'Europe n'est pas uniquement constituée de grandes entreprises, elle compte également de nombreuses petites et moyennes entreprises, y compris dans le secteur industriel. De nombreuses entreprises recourent à plusieurs sous-traitants, ce qui donne une idée de l'importance du tissu industriel européen; l'ensemble de l'industrie est donc concernée.»

«Nous devons également veiller à disposer d'instruments prévoyant un financement. Le plan d'investissement pour l'Europe (plan Juncker) prévoyait un financement en faveur de 900 000 petites et moyennes entreprises, et il me semble qu'il convient de poursuivre cette démarche afin de veiller à être

réellement en mesure de fournir un financement et de permettre aux personnes de progresser.»

Intelligence artificielle (IA)

«[...] Nous avons besoin d'établir des règles afin de garantir une utilisation éthique de l'intelligence artificielle, en soutien à la prise de décision humaine et non à son détriment. Je présenterai des propositions pour élaborer la stratégie européenne en matière d'intelligence artificielle au cours des cent premiers jours de mon mandat.»

«Nous pouvons en effet tirer parti de l'intelligence artificielle et de l'informatique quantique, non seulement afin de combler des lacunes, mais également dans la perspective de nouveaux développements. Nos programmes européens devront à l'évidence être financés. Par conséquent, je vous invite une fois encore à nous aider à adopter le budget afin de ne pas perdre de temps en ce qui concerne ces investissements essentiels.»

«[...] L'unique manière de réussir consiste à construire une intelligence artificielle dans laquelle nous pouvons avoir confiance, une intelligence artificielle qui repose sur des valeurs fondamentales.»

«[...] Cette question de savoir comment éviter les préjugés joue un rôle essentiel dans le débat concernant la mise en place d'un cadre qui nous permette d'avoir confiance dans la technologie.»

«Nous obtiendrons les résultats [de l'évaluation des lignes directrices en matière d'éthique pour une intelligence artificielle digne de confiance] d'ici le mois de décembre. Cela confèrera bien entendu une orientation aux travaux que nous réalisons [...]»

«Car, de toute évidence, davantage d'investissements sont nécessaires. L'Europe accuse un retard équivalent à un facteur de trois ou quatre, je crois, en matière de recherche sur l'intelligence artificielle [...]»

Législation sur les services numériques

«[...] Nous devons prendre en compte les préoccupations des citoyens au sujet de la technologie et, dans ce cadre, instaurer la confiance. Je travaillerai à une législation sur les services numériques renforçant les règles en matière de responsabilité et de sécurité pour les plateformes, les services et les produits numériques. Nous devons peut-être également réglementer le processus appliqué par les entreprises en matière de collecte, d'utilisation et de partage des données, afin que celui-ci bénéficie à l'ensemble de la société.»

«[...] Compte tenu du fait que nous devons agir vite, il est essentiel de tirer le meilleur parti de ce dont nous disposons. Il est nécessaire de faire répertorier ce que je qualifierais de droits des citoyens en matière numérique – le règlement général sur la protection des données (RGPD) – afin de faire pleinement appliquer ceux-ci par les autorités nationales et, avec un peu de chance, d'obtenir une réaction du marché, ce qui permettrait de bénéficier d'une protection de la vie privée dès la conception [...]»

Fiscalité numérique, assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (ACIS), déclaration pays par pays

«Notre première tentative de mettre en place une taxe sur les services numériques s'est révélée infructueuse. Les États membres se sont alors chargés eux-mêmes de cette tâche. Je les admire, car ils font assurément un travail extraordinaire. Voilà qui, je l'espère, devrait exercer une pression extrêmement nécessaire afin de parvenir à une solution globale, à un accord global concernant les modalités de cette taxe. Dans le cas contraire, il me semble qu'il nous faudra le faire nous-mêmes. Nous nous engageons bien entendu à présenter une proposition si aucun accord global n'a été trouvé d'ici la fin de l'année 2020.»

«[...] Deux des textes législatifs que nous avons proposés n'ont pas été adoptés. Le premier, qui concerne l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, revêt une grande importance car, quand bien même nous commencerions à évoquer un impôt minimum pour les sociétés, la possibilité de toucher à la base d'imposition privera le niveau minimal d'imposition de toute signification; il est donc nécessaire de considérer ces deux éléments pour progresser dans ce domaine. La déclaration pays par pays est le second élément qui continue de nous faire défaut. Elle fonctionne dans le secteur financier. La dernière fois que j'ai examiné la question, nous avions encore un secteur financier, elle semble donc n'être pas si nuisible. N'importe quel PDG, il me semble, serait fier d'indiquer le nombre de ses employés, ses activités, son chiffre d'affaires, ses bénéfices et les impôts qu'il a payés. Cela nous confèrera en outre un point de vue complètement différent sur l'imposition, y compris en tant que particuliers.»

«Oui, j'estime qu'il est en effet possible de recourir à l'article 116. Selon le processus en vigueur, chaque État membre est invité à se prononcer; cependant, l'article 116 énonce la chose suivante: si un ou plusieurs États membres ont mis en place des dispositions qui sont nuisibles à la concurrence, il est possible d'entamer des négociations avec ceux-ci afin de les amener à modifier ces dispositions. Si cela s'avère infructueux, des propositions peuvent être présentées, sur lesquelles il peut être statué dans le cadre d'une procédure décisionnelle législative normale ou ordinaire, et je suis convaincue que nous devrions commencer à examiner quelles en seraient les conséquences. Je ne pense pas que la réussite de cette démarche soit acquise, mais il me semble que nous devons tenir compte des divers instruments que nous fournit le traité et utiliser ceux-ci le cas échéant.»

Concurrence

Renforcer la mise en œuvre des règles de concurrence

«Les marchés évoluent rapidement, tandis que la loi évolue à sa manière. Cela témoigne de toute évidence d'un déséquilibre intrinsèque. Il y a une limite à la vitesse de l'application des lois, car nous ne transigerons jamais sur le respect de la légalité. Par ailleurs, nous devrions être capables de travailler aussi vite que possible. De fait, nous travaillons à l'heure actuelle sur une affaire où nous tentons de recourir à ce que nous appelons des mesures intermédiaires. Cela consiste à dire à une entreprise: vous devez cesser ce que vous êtes en train de faire, car nous estimons que vous nuisez à la concurrence, et lorsque vous aurez cessé, nous effectuerons

bien entendu une enquête complète afin de démontrer le préjudice qui a été causé. Évidemment, il s'agit de la première procédure de ce type depuis vingt ans, mais j'estime qu'elle reflète de manière adéquate le fait que nous accordons à la nécessité d'accélérer nos travaux une priorité extrêmement élevée.»

«Le démembrement des entreprises est un outil auquel nous pouvons recourir: cela peut être fait. J'ai toutefois pour obligation de recourir à l'instrument le moins intrusif possible pour rétablir des conditions de concurrence loyales et, dans la mesure où ce n'est pas une petite chose que de démembrer une entreprise, je dois évidemment tenter d'utiliser tout autre instrument qui pourrait s'avérer adéquat afin de remédier à la situation donnée.»

Réexamen des règles de concurrence

«Nous traversons une période difficile, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre des règles de concurrence, car les marchés évoluent rapidement – et des changements encore plus importants se profilent à l'horizon. En revanche, la nature humaine – et ses motivations fondamentales, telles que l'avidité et la peur – ne change pas. Les principes qui orientent nos règles de concurrence sont par conséquent tout aussi pertinents à l'heure actuelle qu'ils l'étaient à la signature du traité de Rome, il y a plus de soixante ans. Mais il nous faut veiller à ce que la manière dont nous appliquons ces principes soit adaptée à un monde qui évolue rapidement. Je vais par conséquent faire avancer le réexamen que nous avons entamé de nos règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles, aux concentrations et aux aides d'État. Dans ce cadre, nous serons guidés et aidés par les connaissances que nous avons acquises en examinant les répercussions de la numérisation sur la concurrence – notamment le rapport indépendant réalisé et présenté au début de cette année par trois conseillers spéciaux.»

«[...] Nous avons entamé un bilan de qualité complet, puis le réexamen d'un nombre considérable de nos lignes directrices. Un élément a de l'avance par rapport à ce programme: il s'agit des lignes directrices relatives au système d'échange de quotas d'émission, le SEQUE. La raison à cela est que nous voulons être prêts lorsque la nouvelle période d'échanges commencera. Il convient donc d'avoir conscience du fait que nous entamerons une consultation publique à ce sujet à très brève échéance.»

«[...] Nous poursuivrons dans cette direction. Nous avons encore des affaires en cours et nous venons de demander à tous les États membres de nous fournir un état d'avancement de leur application des décisions fiscales afin de mettre à jour tout le matériel dont nous disposons depuis que nous avons effectué cette procédure il y a quelques années.»

Stratégie industrielle

«[...] Nous sommes face à un double défi: d'une part, nous devons assurer des conditions de concurrence équitables au sein de notre marché unique, pour le bénéfice des clients et des consommateurs; dans le même temps, il nous faut également défendre nos entreprises européennes lorsqu'elles sont confrontées à des conditions de concurrence déloyales hors de l'Europe.»

«Les marchés publics en Europe représentent de 14 à 15 % du PIB européen, ce qui correspond à un montant de 2 000 milliards d'euros. Il s'agit d'un 2, suivi de 12 zéros en euros. C'est une somme considérable. Nous invitons les gens à venir faire des affaires et l'on ne nous rend pas l'invitation. Et là d'où je viens, si les gens ne vous rendent pas une invitation, on cesse de les inviter.»

Propriété publique étrangère et subventions

«Bien entendu, nous nous réjouissons d'accueillir les investisseurs, mais ils devraient venir ici pour des raisons commerciales. L'un des problèmes en suspens consiste à veiller à ce que, si une entreprise d'État étrangère acquiert une entreprise européenne, aucune aide d'État étrangère ne soit introduite en Europe, ce qui déstabiliserait les conditions de concurrence équitables sur place. Sur ce point, nous collaborons avec des collègues qui travaillent sur le commerce et le marché unique afin d'obtenir un instrument fonctionnel dont, malheureusement, nous ne disposons pas encore, mais qui constitue une priorité élevée.»

Gestion d'un double portefeuille

«[...] L'indépendance en matière d'application des lois n'est pas négociable, car elle repose sur les preuves juridiques d'une affaire, les faits, la jurisprudence, et non sur le pays dans lequel vous vous trouvez, sa taille ou un quelconque autre élément.»

«[...] Nous bénéficions des conseils de notre chef économiste indépendant et du service juridique.»

«Je conserve une responsabilité à l'égard de mes collègues. Lorsqu'une décision est importante, elle est bien entendue prise par le collège. Jusqu'ici, le collège n'a tenu aucun débat approfondi sur les décisions relatives à la concurrence, mais nous suivons naturellement toutes les procédures. Nous passons par toutes les étapes de la réunion hebdomadaire des chefs de cabinet avant de parvenir à ce stade; il s'agit donc bien de véritables décisions collégiales, car c'est la manière dont il convient de procéder.»

«[...] Le portefeuille qui m'est attribué me semble considérable. Mais ce sont mes collègues qui travailleront sur les propositions législatives. Ce sont mes collègues du marché unique, des affaires intérieures. Ce n'est pas mon stylo qui servira à rédiger ces propositions. Je travaillerai avec eux, en effet, mais ce sont mes collègues qui rédigeront la [les] proposition[s] individuelle[s].»

«Je fais également appel à votre patience et vous demande d'attendre que je revienne vers vous et vous demande: "Qu'est-ce que vous en pensez?" Car nous ne serons pas en mesure de répondre à l'avance à certaines de ces questions. Nous vous consulterons, de même que nous consulterons les ONG, la société civile et l'industrie.»

«[...] Je continuerai d'appliquer cette méthode de travail ouverte et coopérative avec [le Parlement européen] à toutes les étapes du processus législatif.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsable: Frédéric GOUARDÈRES, Mariusz MACIEJEWSKI, Drazen RAKIC; assistante éditoriale: Janetta CUJKOVA.

Contact(s): poldep-economy-science@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
IP/A/ITRE/2019-06

Version imprimée ISBN 978-92-846-5633-2 | doi:10.2861/017245 | QA-04-19-613-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5634-9 | doi:10.2861/16099 | QA-04-19-613-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

VALDIS DOMBROVSKIS

Vice-président exécutif désigné

Une économie au service des personnes



Le vice-président exécutif désigné, Valdis Dombrovskis, s'est exprimé devant le Parlement européen le 8 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés des commissions des affaires économiques et monétaires (ECON) et de l'emploi et des affaires sociales (EMPL). Durant l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- une économie au service des personnes;
- la gouvernance économique, et
- les services financiers, la stabilité financière et l'union des marchés des capitaux.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le vice-président exécutif désigné avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles il a répondu [par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Unité d'assistance à la gouvernance économique

Auteurs: Radostina Parenti, Jérôme Deslandes, Aoife Kennedy

Direction générale des politiques internes

PE 638.440 – novembre 2019



Une économie au service des personnes

Objectifs

«[...] Nous souhaitons mettre fortement l'accent sur la croissance inclusive et durable. Nous voulons associer étroitement le développement économique, les préoccupations sociales et la durabilité. Il est vrai que nous n'avons pas besoin de la croissance économique en elle-même, mais pour le bien-être des personnes.»

Le socle européen des droits sociaux – plan d'action

«Nous présenterons un plan d'action visant à mettre en œuvre de manière efficace le socle européen des droits sociaux dans l'ensemble de l'Union.»

«Permettez-moi par conséquent de mentionner un certain nombre de propositions concrètes qui sont en voie d'élaboration. [...] Une initiative législative relative à des salaires minimums équitables, et ce au cours des cent premiers jours de mon mandat; une garantie européenne pour l'enfance; le renforcement de la garantie pour la jeunesse; un régime européen de réassurance des prestations de chômage[...]; la mise à jour de la stratégie en matière de compétences; l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes [...] ainsi qu'une nouvelle stratégie européenne en matière d'égalité des sexes, comprenant des mesures contraignantes relatives à la transparence des rémunérations.»

Le rôle du dialogue social

«[...] Nous avons l'intention de poursuivre le développement du dialogue social.»

«Bien entendu, nous sommes disposés à débattre d'éventuels amendements législatifs à ce sujet, mais [...] les partenaires sociaux se consacrent déjà au Semestre européen [...]»

«[...] La participation des partenaires sociaux au Semestre européen aux niveaux européen et national, les consultations au sujet de propositions politiques clés [...], le soutien en faveur du renforcement des capacités, et nous poursuivrons dans ces directions.»

«[...] Nous avons toujours fortement mis l'accent sur le fait que nous entendons respecter les modèles de négociation collective des différents États membres, en particulier ceux dans lesquels ces modèles fonctionnent très bien, comme les pays nordiques. [...] Il s'agit de notre principe directeur, et il en ira de même à l'avenir.»

«Nous devons également renforcer l'efficacité et le fonctionnement du dialogue social interprofessionnel et sectoriel [...]»

«[...] Nous avons l'intention de travailler en étroite collaboration avec le comité européen de dialogue social pour la construction.»

Systèmes de sécurité sociale

«[...] Nous devons garantir que [...] les personnes, y compris dans le cadre de l'économie et des plateformes numériques, [...] contribuent aux systèmes sociaux et bénéficient de ceux-ci.»

«[En ce qui concerne] [...] la transférabilité des retraites dans des situations transfrontalières [...], les travailleurs mobiles devraient bénéficier de ce droit. Nous sommes donc disposés à œuvrer à améliorer la situation pratique sur le terrain.»

Non-discrimination et égalité des chances

«[...] Nous continuerons à promouvoir un revenu adéquat et une aide au revenu [...] pour ceux qui en ont besoin. [...] C'est là que réside le principe de l'égalité des chances, et la Commission continuera de l'appliquer rigoureusement.»

«En ce qui concerne l'égalité des sexes, nous adopterons une stratégie dédiée, entre autres choses, qui tiendra par exemple compte de l'accès des femmes aux marchés du travail et de l'écart de rémunération.»

«[...] Le renforcement du soutien en faveur des personnes handicapées figurera également à l'ordre du jour de la Commission.»

Justice fiscale

«[...] Il n'y a pas de justice sociale sans justice fiscale.»

«La lutte contre l'évasion fiscale demeurera au premier rang de mes priorités [...]. Les entreprises multinationales doivent faire l'objet d'une imposition effective, de sorte que nos citoyens et les PME ne soient pas soumis à une charge fiscale injuste.»

Soutien en faveur de la transformation verte et numérique

«Mon [...] objectif consistera à recourir aux politiques fiscales, économiques et financières afin de soutenir la transformation verte et numérique.»

«La transformation verte et numérique ne peut aboutir que si elle est considérée comme socialement équitable. [...] Mon [...] objectif est donc de garantir que nos politiques sociales évoluent afin d'accompagner ces transformations.»

«Cette [fracture numérique] constitue une partie importante de notre stratégie en matière de compétences, car il est de toute évidence nécessaire de disposer de compétences numériques afin d'armer les personnes pour l'ère numérique, et celles-ci font clairement défaut.»

«[...] Nous contribuerons à aider les personnes et les régions qui sont les plus touchées par la transformation verte au moyen d'un nouveau Fonds pour une transition juste.»

«[...] Nous travaillerons en étroite coopération avec le Parlement européen [...] afin de déterminer les éléments supplémentaires nécessaires ainsi que la manière d'intégrer ceux-ci dans le cadre financier pluriannuel (CFP) – par exemple, le Fonds pour une transition juste.»

Plan d'investissement pour une Europe durable

«[...] Nos travaux seront répartis sur plusieurs axes. Le premier est d'ordre financier: un financement provenant du budget de l'Union et de la Banque européenne d'investissement (BEI) afin d'attirer les investissements ainsi qu'un soutien consultatif visant à créer une réserve de projets éligibles. Car il n'est pas seulement nécessaire de mobiliser de l'argent, nous avons également besoin de projets de bonne qualité qui permettent réellement une transition durable.»

«[...] L'objectif est de mobiliser 1 000 milliards d'euros d'investissements durables en rassemblant des fonds privés par l'intermédiaire du programme InvestEU et de la BEI dont, comme vous le savez, nous avons l'intention d'élever l'objectif en matière de financement de l'action climatique, en le faisant passer de 25 à 50 %. Il s'agira d'argent frais, et qui proviendra d'autres contributions dans le budget de l'Union.»

«[...] Les objectifs de prêt de la BEI que j'ai mentionnés constituent de l'argent frais par rapport à la situation actuelle, et il s'agit d'un montant de plusieurs dizaines de milliards d'euros.»

«Nous encouragerons en outre les États membres à affecter jusqu'à 5 % de leurs fonds en gestion partagée au programme InvestEU, ce qui nous permettra de collecter des montants substantiels d'argent frais.»

La BEI en tant que banque du climat

«[...] En faisant de la BEI la banque du climat, nous visons principalement à augmenter la proportion de son financement consacré au climat, qui est actuellement de 25 %, à 50 % [d'ici à 2025]. Il s'agit d'un premier pas important, et la suppression progressive du financement de l'énergie fossile fait partie de cette stratégie.»

«En ce qui concerne les estimations, vous avez évoqué 50 milliards d'euros par an. En principe, un financement supplémentaire de la BEI permet d'en obtenir, au minimum, les deux tiers auprès des partenaires de projet, ce qui représente au moins 45 milliards par an. Si nous nous basons sur une période de dix ans, cela nous rapporte déjà 450 [milliards] d'euros.»

Gouvernance économique

Réorientation du Semestre européen

«Nous devons continuer de nous appuyer sur le Semestre européen. Les considérations sociales représentent déjà près de la moitié de nos recommandations par pays. J'ai l'intention de maintenir cet objectif dans le cadre de notre future gouvernance économique. Nous intégrerons en outre les objectifs de développement durable des Nations unies dans ceux du Semestre afin de promouvoir la croissance inclusive et durable.»

«Les progrès réalisés sur la voie des objectifs de développement durable doivent faire l'objet d'un suivi régulier et constituer des objectifs dans le cadre du Semestre. Nous présenterons également des réflexions systémiques dans les politiques pertinentes en matière de transition verte, comme par exemple un investissement écologique, l'économie circulaire, l'efficacité des ressources et la transition juste dans tous les secteurs stratégiques.»

«[...] Nous examinerons la possibilité d'intégrer la durabilité dans la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques, mais nous avons également des objectifs contraignants en matière de durabilité, comme par exemple des objectifs de réduction des émissions dans d'autres politiques telles que l'union de l'énergie, et nous maintiendrons nos engagements de mettre en œuvre l'accord de Paris.»

Simplification du pacte de stabilité et de croissance

«[...] Nous baserons nos travaux sur le rapport du comité budgétaire européen, qui énonce un certain nombre d'idées quant à la simplification des règles relatives au pacte de stabilité et de croissance, de manière à les rendre plus faciles à appliquer et plus simples à expliquer au grand public car, actuellement, ces règles sont – comme nous le savons – trop complexes.»

«[...] En ce qui concerne les règles budgétaires de l'Union, nous pouvons en effet baser nos réflexions sur les travaux du comité budgétaire européen portant sur la référence d'ajustement pour les dépenses avec un ancrage de la dette et, ainsi que je l'ai formulé, une "règle d'or limitée". Il sera bien entendu essentiel d'établir un large consensus afin de convenir des modalités d'ajustement et de simplification de nos règles budgétaires.»

«[En ce qui concerne les limites à ne pas franchir en matière de flexibilité dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance], il me semble que l'Europe devrait, par principe, éviter de définir trop de limites à ne pas franchir et plutôt travailler dans un esprit de compromis. Voilà comment travaille l'Union.»

Mécanisme européen de stabilisation

«[...] Nous avons présenté deux propositions. L'une porte sur le programme d'appui aux réformes, sur la base duquel nous discutons à présent d'un instrument budgétaire de convergence et de compétitivité. [...] L'autre proposition concerne le mécanisme de stabilisation: nous avons présenté une proposition concrète de mécanisme européen de stabilisation des investissements [...]. Nous cherchons à présent à déterminer dans quelle mesure nous pouvons définir une synergie avec la [...] proposition de mécanisme de stabilisation et un régime européen de réassurance des prestations de chômage.»

Services financiers, stabilité financière et union des marchés des capitaux

Achever l'union bancaire

«[...] L'achèvement de l'union bancaire figurera parmi les priorités de la Commission.»

«Du côté de la Commission [...], nous continuerons à chercher le moyen de sortir de l'impasse actuelle, ou de la situation actuelle de très lent progrès, concernant le SEAD [système européen d'assurance des dépôts] au Conseil mais également, il convient de le dire, au sein du Parlement. [...] Nous serons disposés à présenter, si nécessaire, de nouveaux éléments afin de faciliter les discussions.»

«[...] Nous devons trouver une solution à ce problème de liquidité dans la résolution, et nous travaillerons donc de concert sur ce sujet, y compris avec les États membres et la BCE.»

«Concernant les actifs sûrs, la Commission a, comme vous le savez, présenté une proposition législative sur les titres adossés à des obligations souveraines. Malheureusement, il n'a pas vraiment été donné suite à ces travaux au sein du Conseil, il nous faudra donc examiner les possibilités de relancer cette discussion.»

Technologies financières et actifs cryptographiques

«Je présenterai une nouvelle stratégie permettant à l'Europe de tirer le meilleur parti possible de la technologie financière et d'être compétitive au niveau international dans ce domaine.»

«[...] Nous devons faire face aux risques que représentent la concurrence déloyale, la cybersécurité et les menaces à l'encontre de la stabilité financière. L'Europe doit par exemple adopter une approche commune au sujet des actifs cryptographiques tels que Libra. J'ai l'intention de proposer de nouvelles mesures législatives à ce sujet.»

«[...] Il nous faudra réglementer Libra afin de superviser celle-ci au niveau de l'Union, dans la perspective de la stabilité financière et de la protection des investisseurs [...].»

Accès des PME aux financements

«La nouvelle Commission proposera un nouveau fonds visant à aider les PME à s'inscrire en bourse. Avec mes collègues, je proposerai une stratégie visant à aider les PME à faire face aux défis liés à la transition verte, à la numérisation et à l'évolution des modèles d'échanges commerciaux.»

«Nous avons par conséquent l'intention de présenter une nouvelle initiative concrète, [...] qui consistera en un fonds public-privé dédié visant à soutenir les émissions publiques initiales des PME [...]; bien entendu, nous devons également examiner les conditions et le coût de l'accès des PME aux marchés des capitaux réguliers.»

Nouvelle stratégie en matière de finance verte

«[...] Nous maintiendrons le cap sur nos ambitions dans le domaine de la finance durable, que nous considérons comme faisant partie, en tant qu'outil de réglementation, de notre transition verte.»

«La taxinomie constituera la base de nombreuses autres actions, parmi lesquelles le déploiement de normes applicables aux obligations vertes, de labels écologiques et de nombreux autres éléments. [...] Nous étendrons également la taxinomie à d'autres domaines.»

«[En ce qui concerne] la création d'une norme de l'Union applicable aux obligations vertes, qui serait proposée à tous les émetteurs cotés ou non cotés européens et internationaux [...] j'appuierai ces travaux et les présenterai dans le cadre du mandat de la prochaine Commission.»

«En ce qui concerne la transparence, les émetteurs devront fournir des informations détaillées sur l'ensemble des utilisations proposées des produits ainsi que sur leur stratégie et leurs procédures en matière d'obligations vertes.»

«Nous publierons prochainement un bilan de qualité concernant l'information des entreprises, qui inclura une révision de la directive relative à l'information non financière, et [...] nous avons l'intention d'étendre le champ d'application de celle-ci à d'autres institutions financières ainsi que de simplifier les publications réalisées par les institutions financières.»

«Nous travaillons également à l'élaboration de mesures ciblant des acteurs financiers plus durables et intégrés, ce qui nous permettra de considérer sous un angle nouveau l'inclusion des risques ESG [risques environnementaux, sociaux et de gouvernance] dans les devoirs des gestionnaires d'actifs et des investisseurs institutionnels.»

Lutte contre le blanchiment de capitaux

«[...] L'application des règles européennes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux est inégale dans l'Union. Nous devons par conséquent reconsidérer le fonctionnement de notre cadre. Dans ce contexte, nous sommes très favorables à l'idée de conférer à un organe de l'Union certaines tâches en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ainsi que leur coordination.»

«Nous constatons que davantage de coordination peut assurément être mise en place à l'échelle de l'Union, grâce à l'échange d'information et à l'usage de bonnes pratiques; toutefois, dans le cas d'une approche non coopérative, les autorités [de l'Union] doivent également avoir la possibilité d'agir directement.»

Réglementation prudentielle bancaire

«[...] Lorsque nous mettrons en œuvre la dernière série de réformes de Bâle III, nous devons tenir compte des spécificités européennes. [...] Nous continuerons d'appuyer le facteur supplétif pour les PME.»

«Comme l'a précisé le Comité de Bâle, la finalisation de l'accord de Bâle ne devrait entraîner aucune augmentation généralisée significative des exigences de fonds propres.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. [L'enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administrateurs responsable: Radostina PARENTI, Jérôme DESLANDES, Aoife KENNEDY; assistant éditorial: Roberto BIANCHINI
Contact(s): poldep-economy-science@ep.europa.eu; egov@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

IP/A/EMPL/2019-16

Version imprimée ISBN 978-92-846-5573-1 | doi:10.2861/34016 | QA-03-19-708-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5574-8 | doi:10.2861/166822 | QA-03-19-708-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

JOSEP BORRELL FONTELLES

Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité /vice-président désigné de la Commission européenne



Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président désigné de la Commission européenne, Josep Borrell, s'est exprimé devant le Parlement européen le 7 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés. Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont soulignés dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a envoyée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne.

Veillez noter que les citations incluses dans le présent document font uniquement référence aux engagements pris oralement au cours de l'[audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#).



Une Europe plus stratégique, plus présente et plus unie sur la scène internationale

«Il convient de mettre en commun les souverainetés nationales afin de renforcer l'influence de chaque État membre [...]. [...] Nous devons définir une politique étrangère véritablement intégrée qui réunisse la force de l'action conjointe des États membres siégeant au Conseil, l'ensemble des politiques gérées par la Commission et la légitimité démocratique de cette assemblée.»

«Si je suis confirmé dans mes fonctions de vice-président et haut représentant, j'axerai mes travaux sur la coordination de la politique étrangère des États membres et de l'action extérieure de la Commission.»

«[...] Afin de jouer un rôle sur le plan géopolitique, nous devons faire preuve de bien plus d'unité qu'aujourd'hui. Je travaillerai à cette fin avec tous les États membres, y compris les plus petits.»

«[...] Il est nécessaire d'adapter le mode de fonctionnement de l'Union afin d'éviter le double emploi et la routine bureaucratique, en procédant à des analyses stratégiques plus éclairées et plus approfondies. J'estime que nos efforts actuels sont insuffisants à cet égard. Nous devons recouvrer notre esprit d'initiative et notre volonté d'agir. Vous pouvez vous attendre à ce que je mette tout en œuvre pour atteindre cet objectif.»

Prendre des décisions plus rapidement et plus efficacement

«Le Conseil des affaires étrangères, rappelons-le, est un organe décisionnel qui a certes pour mission d'orienter les débats, mais il serait préférable de parvenir à des résultats concrets et de lancer des actions conjointes. Je suis membre du Conseil européen. À ce titre, il m'incombe de soulever les principales questions de politique étrangère au sein de cette institution. Il s'agit d'un privilège exceptionnel et d'une mission dont je m'acquitte avec grand plaisir.»

«[...] Le rôle du haut représentant ne consiste pas seulement à intervenir en qualité de médiateur, [...] mais aussi à adopter une attitude proactive afin d'aplanir les divergences qui surviennent inévitablement entre nous. [...] Par conséquent, je ne me contenterai pas d'opter pour le plus petit dénominateur commun. [...]»

«Je suis prêt à faire des propositions susceptibles d'être rejetées par le Conseil. Je prendrai le risque d'adopter une position minoritaire parmi mes collègues. Dans certains cas, je m'efforcerai par exemple d'appliquer les dispositions du traité afin de contourner la règle de l'unanimité. Dans les domaines des sanctions, des droits de l'homme et des missions de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), nous ne sommes pas nécessairement contraints de nous fonder sur une décision unanime [...] en raison de la marge de manœuvre que nous confère le traité. [...]»

«[...] Commençons par recourir à la règle de la majorité qualifiée en ce qui concerne les sanctions, notamment à l'égard de la Russie, le respect des droits de l'homme et les missions de maintien de la paix. Ensuite, à condition de parvenir à mettre sur pied une culture stratégique commune, nous pourrions appliquer cette approche dans le cadre des

débats liés à la souveraineté. [...] Il y a lieu d'avancer graduellement, mais, à terme, l'objectif final est de prendre les décisions à la majorité qualifiée.»

Renforcer les liens entre les aspects intérieurs et extérieurs de nos politiques

«[...] Il nous faut assurer la cohérence de nos politiques intérieures et extérieures. Nous disposons par ailleurs d'instruments nous permettant de mener une politique de pouvoir. L'enjeu est de les mettre au service d'une stratégie unique.»

«Selon moi, l'un des principaux problèmes de la politique étrangère européenne est son fonctionnement compartimenté, qui découle de la structure institutionnelle de l'Union: la Commission exerce certaines fonctions, le Conseil en remplit d'autres, et ainsi de suite. Toutefois, le monde dans lequel nous vivons [...] nous contraint à unir toutes nos capacités.»

«L'article 18 du traité me charge expressément de coordonner l'action extérieure de la Commission. Il convient de distinguer les politiques purement extérieures et les politiques intérieures dotées d'un volet extérieur. Eu égard à ces dernières, je serai naturellement tenu de coopérer avec la Présidente.»

Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

«[...] L'égalité entre les hommes et les femmes est l'une des pierres angulaires de l'action de l'Union. [...] Dans le domaine de la politique étrangère, il ne s'agit pas uniquement de désigner un nombre égal d'hommes et de femmes aux plus hauts postes. Il importe de réaliser cet objectif. [...] Pour être honnête, je pense qu'il sera impossible d'atteindre la barre des 50 % [à l'horizon 2024]. [...] Il serait plus réaliste de viser un taux de 40 %. N'oublions pas qu'un tiers des fonctionnaires du SEAE sont issus des contingents diplomatiques nationaux, lesquels sont également tenus de recruter un certain nombre de femmes. Par conséquent, les femmes diplomates hautement qualifiées constituent une ressource rare que se disputent les diverses institutions.»

«Il convient d'élever l'égalité hommes-femmes au rang de valeur dans le cadre de nos activités diplomatiques et militaires.»

«Selon mon analyse, et je tiens à souligner qu'il ne s'agit pas d'une critique, la structure institutionnelle du SEAE et de la Commission met fortement l'accent sur les procédures et non sur les mesures politiques. J'estime que nous devons nous efforcer d'apporter une réelle valeur ajoutée en vue de répondre aux besoins des États membres.»

Relations avec les États membres

«Les ministres des affaires étrangères pourraient apporter une aide précieuse au haut représentant. Je ne possède pas le don d'ubiquité, mais je compte 28 – ou, du moins, peut-être bientôt 27 – ministres qui seraient susceptibles de m'assister et d'intervenir à l'étranger en qualité de chefs de file dès lors que des questions relevant de leur champ d'expertise sont soulevées. Une innovation de cette nature pourrait favoriser l'appropriation de la politique étrangère européenne par les États membres.»

Coopération avec le Parlement européen

«Le Parlement a un rôle essentiel à jouer. [...] C'est à vous qu'il appartient d'élaborer les politiques de l'Union. Votre assemblée façonne notre politique étrangère et il est indispensable de faire en sorte que nos décisions reflètent réellement vos prises de position. [...] Il m'incombe de poursuivre la dynamique positive qui a résulté de l'adoption de la déclaration sur la responsabilité politique en 2010, ce qui suppose de consulter le Parlement en plénière, en commission et en commission spéciale afin de vous expliquer les aspects les plus sensibles de la politique étrangère, de sécurité et de défense.»

«Je m'engage également à détailler aux députés toutes les étapes des négociations relatives aux accords internationaux, comme le prévoit le traité, à organiser des réunions conjointes de consultation sur l'exécution du budget de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) au moins cinq fois par an et à relancer les négociations, qui sont actuellement au point mort, sur l'échange d'informations sur les accords internationaux, conformément à l'article 40 de l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer".»

«Je me réjouis à la perspective d'une coopération étroite avec le Parlement européen, car je crois fermement au potentiel de la diplomatie parlementaire et je suis convaincu que vos résolutions, travaux de médiation et missions d'observation électorale ont un rôle fondamental à jouer en vue de définir une politique étrangère européenne crédible.»

Sécurité et défense

«Notre force réside dans notre capacité à allier diplomatie, médiation, gestion des crises et aspects tant intérieurs qu'extérieurs de la politique de sécurité [...].»

La défense est une composante de cette politique et les menaces surviennent parfois loin de nos frontières. Nous avons récemment mis sur pied des instruments visant à développer des capacités de défense plus exploitables. Il nous faut aller plus loin.»

«[...] Il nous manque une culture stratégique commune. Nous avons avancé dans cette voie, sur le plan politique avec la coopération structurée permanente (CSP), sur le plan industriel avec le Fonds européen de la défense, sur le plan opérationnel aussi avec les missions de la politique de sécurité et de défense. Nous avons avancé dans ces trois domaines. Ce n'est pas assez.»

«[...] L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) constitue et demeurera la pierre angulaire de notre alliance, de notre politique collective de défense. Si nous développons la défense européenne, nous renforcerons l'OTAN, tandis qu'en prenant davantage l'initiative au sein de cette organisation, nous serons en mesure d'équilibrer les relations transatlantiques.»

«[...] Il convient de rendre opérationnel l'article [42, paragraphe 7, du traité de Lisbonne] [...] Cet article, aussi bien que l'autre article – je pense qu'il s'agit du 212 – qui traite de la réponse commune face à des attaques terroristes ou à des catastrophes naturelles [...] devraient être protocolisés. Il faudrait préciser de quelle manière les appliquer et, naturellement, comme je l'ai dit précédemment, vous [le

Parlement européen] êtes des "façonneurs" de la politique extérieure [...]. Il faudrait avoir des orientations claires.»

«Les États membres déploient actuellement 35 000 femmes et hommes dans le cadre d'une diversité de missions internationales. Cet engagement est impressionnant, mais nous devons en faire davantage.»

«Nos dépenses militaires représentent environ la moitié du produit intérieur brut (PIB) de la Belgique. C'est plus que la Chine et beaucoup plus que la Russie. Seuls les États-Unis consacrent un budget plus important à la défense. [...] Or, notre capacité d'action est bien moindre en raison d'une fragmentation importante et de doubles emplois. Il convient de coordonner nos dépenses.»

«Nous devons renforcer nos capacités opérationnelles sur le terrain. Nous devons déployer des forces, en particulier dans notre voisinage.»

«[...] Nous avons adopté un plan de développement des capacités comptant onze priorités en matière de défense. Celles-ci comprennent [...] les opérations de réponse à un cyberincident, le ravitaillement en vol et la défense antimissile balistique. [...]» «[...] Ces capacités sont nécessaires à notre engagement opérationnel et il convient de tenir compte de leur compatibilité et de leur complémentarité avec les priorités de l'OTAN.»

«Le manque de coopération entre les États membres dans le domaine de la sécurité et de la défense nous coûte environ 30 000 millions d'euros par an. Il importe de poursuivre le développement de la CSP et du Fonds européen de la défense.»

«Nous devons également prêter attention au volet civil, qui, selon moi, revêt la même importance que les missions militaires et exige de disposer d'autres profils (agents de police, juges, procureurs et autres experts).»

«[...] Les [...] groupements tactiques [...] demeurent notre principal instrument militaire de réaction rapide et constituent les seules forces capables de se déployer à brève échéance au sein de l'Union européenne. J'estime qu'il convient de mettre l'accent sur le financement en commun, ce point étant actuellement débattu dans le contexte de la facilité européenne pour la paix [...] à titre de mesure incitative en vue des déploiements futurs [...].»

Non-prolifération et contrôle des exportations d'armes

«[...] Nous nous dirigeons vers une période d'instabilité nucléaire étant donné que les accords qui avaient établi un filet de sécurité contre la prolifération et l'utilisation éventuelle de ces armes ont été démantelés les uns après les autres. À cet égard, l'Union européenne doit continuer de contribuer à étendre l'application du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous soutenons les trois piliers de cet accord: la non-prolifération, le désarmement et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.»

«En ce qui concerne les exportations d'armes, j'estime non seulement qu'il convient de conserver [la position commune] de 2008, mais aussi de l'actualiser en profondeur. En effet, cette norme commune visant le contrôle des exportations d'armes a été définie il y a longtemps et doit faire l'objet d'une révision.»

Il sera question de renégocier l'accord de 2008 afin, tout d'abord, d'échanger des informations. Dès lors que des États membres exportent des armes, il importe de savoir quelle est la destination de celles-ci et dans quelles conditions la vente a été conclue, ainsi que de garantir le suivi de l'utilisation de ces armes, comme le font certains pays.»

Menaces

«Nous faisons face à des menaces hybrides, y compris des campagnes de désinformation et des cyberattaques qui mettent notre démocratie en péril. Je prends toute la mesure de leur gravité et j'entends continuer à les contrer.»

«Naturellement, le terrorisme constitue une menace considérable. [...] Quelles mesures l'Union [...] peut-elle prendre pour la combattre? Nous disposons d'un large éventail d'instruments, y compris les relations diplomatiques avec les pays où cette menace de premier plan est survenue par le passé. En effet, il nous sera impossible de la circonscrire uniquement par nos propres moyens.»

«[...] On observe une tendance à la désinformation qui porte gravement préjudice à la santé démocratique de nos États. Par ailleurs, la désinformation sera l'un des principaux défis [...] posés par l'intelligence artificielle. [...] Notre dispositif de réponse se compose de trois volets, dont le premier est consacré à l'Europe de l'Est. Nous avons également mis sur pied un mécanisme d'intervention rapide contre la désinformation. Enfin, nous disposons d'une capacité limitée d'intervention. Il nous faudra consentir bien davantage d'efforts, car ce problème ne fera que s'aggraver.»

Droits de l'homme

«[...] Plus que tout autre entité au monde, l'Union européenne est une référence dans le domaine de la défense des droits de l'homme. Cette question doit faire partie intégrante de nos politiques. La promotion des droits de l'homme ne doit pas seulement être une question de politique externe que l'on relègue dans un coin, elle doit être au centre.»

«[...] Les pays qui bénéficient de préférences commerciales doivent se conformer aux conventions sur les droits de l'homme et sur le droit du travail.»

«[...] Je vous l'assure: pour moi, les droits de l'homme, ce n'est pas la fleur qui couronne un traité commercial. C'en est une partie intégrante, non seulement durant l'élaboration de l'accord mais aussi au niveau de la surveillance de son application. [...] Je vais faire que cette clause relative aux droits de l'homme soit intégrée dans tous les accords commerciaux

bilatéraux [...]» «Nous avons un plan d'action [relatif aux droits de l'homme] pour la période 2020 à 2024. [...] Maintenant, il faut voir de quelle manière nous pouvons décliner ces plans plus concrètement. Et je demande au Parlement de travailler avec moi pour faire en sorte qu'il en soit ainsi et que l'Union européenne soit vraiment un phare pour la défense des droits humains dans le monde.»

Enjeux et priorités

Voisinage et élargissement

«Permettez-moi tout d'abord de souligner que j'entends favoriser les processus de réforme et d'intégration dans les Balkans occidentaux, soutenir la démocratie et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, répondre aux enjeux auxquels fait face notre voisinage méridional [...], élaborer une nouvelle stratégie globale à l'égard de l'Afrique, donner lieu à une stratégie politique bien définie à l'égard de l'Asie, renforcer notre coopération avec l'Amérique latine et donner un nouvel élan aux relations transatlantiques.»

«Je pense vraiment que les Balkans, et la frontière orientale de l'Europe, sont les grandes priorités de notre politique extérieure. On ne peut pas dire qu'on est géopolitique si l'on n'est pas capable de résoudre les problèmes qui sont dans notre voisinage immédiat. [...] On ne se rend pas compte, peut-être, de l'énorme menace que représente une Afrique du Nord déstabilisée.»

«[...] Eu égard aux Balkans, notre première mesure devrait être d'ouvrir les frontières [...]»

«Une chose est claire: le Kosovo et la Serbie doivent parvenir à un accord. [...] Je ferai tout mon possible pour atteindre cet objectif. En effet, je me rendrai à Pristina dans le cadre de ma première visite officielle.»

Migration et changement climatique

«Les deux principaux sujets de préoccupation des citoyens européens sont le changement climatique et la migration. Ces deux enjeux sont de nature géopolitique, car il nous sera impossible d'y répondre seuls. [...] Le changement climatique [...] est le moteur de l'instabilité et des pressions migratoires et concerne tant l'Europe que les autres continents. Voilà pourquoi il s'agit de questions géopolitiques.»

«La migration et l'asile ont de profondes répercussions géopolitiques. [...] Il convient d'intégrer pleinement la politique migratoire dans notre action extérieure.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administrateur responsable: Jesper TVEVAD; assistante éditoriale: Eva ASPLUND
Contact(s): poldep-expo@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

DG EXPO/B/PolDep/Note/2019_6

Version imprimée ISBN 978-92-846-5641-7 | doi:10.2861/134231 | QA-02-19-809-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5642-4 | doi:10.2861/90224 | QA-02-19-809-EN-N

Engagement pris lors de l'audition de

MAROŠ ŠEFČOVIČ

Vice-président désigné chargé des relations interinstitutionnelles et de la prospective



Le vice-président désigné, Maroš Šefčovič, s'est exprimé devant le Parlement européen le 30 septembre 2019 afin de répondre aux questions des députés de la commission des affaires juridiques, de la commission des affaires constitutionnelles, de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie et de la commission des pétitions. Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont soulignés dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- les relations interinstitutionnelles et l'amélioration de l'élaboration des politiques, et
- mettre l'accent sur la prospective en vue de l'amélioration de l'élaboration des politiques.

Veuillez noter que les citations incluses dans le présent document font uniquement référence aux engagements pris oralement au cours de l'[audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le vice-président désigné avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles il a répondu [par écrit](#).



Relations interinstitutionnelles

Renforcement du partenariat spécial avec la Commission

«Ma priorité sera de renforcer notre coopération afin de donner lieu à un partenariat privilégié fondé sur la confiance mutuelle et celle de nos citoyens. Je proposerai notamment d'étendre nos relations au-delà du domaine purement législatif. Il conviendra de développer notre partenariat tout au long du cycle institutionnel.»

Renforcement de la coopération dans le cadre de la programmation des travaux

«[...] Je m'attends à ce que nos institutions coopèrent étroitement au stade de programmation des travaux. Comme vous le savez, il m'appartiendra de soutenir la présidente élue en élaborant le programme de travail de la Commission. Il s'agira là de ma priorité [...]. Dès le premier jour, je coopérerai avec mes collègues de la Commission ainsi qu'avec votre assemblée, les groupes politiques et la Conférence des présidents des commissions du Parlement. Dans ce contexte, il y aura lieu d'adopter une déclaration conjointe sur les priorités législatives de nos trois institutions.»

Engagement en faveur des résolutions sur les initiatives législatives adoptées par le Parlement en vertu de l'article 225 du traité FUE

«[...] L'octroi d'un droit d'initiative au Parlement européen marquerait le début d'une nouvelle ère institutionnelle. Comme l'a annoncé la présidente élue, dès lors que le Parlement, statuant à la majorité, demandera une proposition législative, la Commission y répondra dans le plein respect des principes de proportionnalité, de subsidiarité et d'amélioration de la réglementation.»

«Afin d'agir efficacement, je proposerai que nos institutions coopèrent dès les premières étapes de l'élaboration des résolutions parlementaires et tout au long de leur conception. Je souhaite créer un mécanisme d'alerte rapide visant à garantir la tenue d'un dialogue constant entre la Commission et le Parlement.»

«Dès qu'une résolution parlementaire est adoptée, je ferai en sorte que le collège des commissaires organise un débat politique sur la question soulevée [...].»

Engagement concernant la reprise des négociations interinstitutionnelles sur le droit d'enquête du Parlement

«[...] J'encouragerai la relance des discussions relatives aux dossiers institutionnels, notamment le droit d'enquête du Parlement. Je comprends pleinement le fait que le Parlement souhaite réviser le règlement encadrant ce pouvoir. Étant donné que les débats sont au point mort en raison de préoccupations d'ordre institutionnel et juridique, je suis disposé à engager des discussions trilatérales.»

Encourager le Conseil à participer à l'accord-cadre de 2010

«[...] Je compte m'adresser à nouveau au Conseil. L'accord-cadre ayant été adopté, il convient de se pencher sur le texte afin de déterminer [...] la mesure dans laquelle il doit faire l'objet d'une actualisation et la manière d'obtenir la coopération plus étroite du Conseil, y compris sur la base des dispositions existantes.»

Le rôle du Parlement dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe

«[...] En ce qui concerne la conférence sur l'avenir de l'Europe, il est manifestement nécessaire de mettre en commun nos travaux. La présidente élue a déclaré très clairement qu'elle était disposée à collaborer étroitement avec le Parlement européen et à permettre à cette institution et à ses députés de diriger cette conférence.»

Transparence

Négociations internationales

«En ce qui concerne les négociations internationales, je travaillerai avec les commissaires compétents afin de garantir que le Parlement européen soit tenu informé de l'avancée des travaux, notamment avant les manifestations importantes et aux étapes clés des débats.»

Amélioration de la transparence au sein du Conseil

«Il est essentiel de garantir un degré élevé de transparence [...]. Concernant la position du Conseil, je veux appeler celui-ci à discuter de ce sujet avec le Médiateur européen.»

Registre de transparence

«[...] J'estime qu'il convient d'achever les travaux relatifs au registre de transparence. Cela suppose d'obtenir la participation du Parlement européen et du Conseil et je suis prêt à m'engager pleinement à cette fin, à débattre de cette question avec vous et à chercher la meilleure solution possible.»

Comitologie - registre des groupes d'experts

«Nous nous efforçons actuellement de mettre sur pied le registre des groupes d'experts et le registre de comitologie. [...] J'espère que nous parviendrons à lancer ces nouveaux outils l'année prochaine afin que vous puissiez juger de leur efficacité.»

Pétitions

Engagement en faveur de l'amélioration du traitement des pétitions par la Commission

«Étant donné qu'il importe de se reposer sur la participation des citoyens pour détecter les violations du droit de l'Union, je travaillerai en étroite coopération avec la commission des pétitions tout au long de l'année et j'assisterai naturellement à la présentation de son rapport annuel.»

Par ailleurs, dès lors qu'un nombre considérable de pétitions portent sur un même sujet, j'encouragerai les commissaires compétents à débattre de la manière de remédier aux préoccupations soulevées.»

Rapidité des réponses de la Commission

«À condition de [...] nous faire parvenir les pétitions pour lesquelles la Commission est réellement compétente et peut prendre des mesures, je ferai tout mon possible pour garantir un délai de réponse de trois mois et mettre les commissaires compétents à votre disposition.»

Amélioration de la réglementation

Engagement en vue de l'adoption du programme pluriannuel

«Je proposerai [...] l'adoption du premier programme pluriannuel, comme le prévoit l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer" de 2016.»

Coordination des travaux de la Commission relatifs à l'amélioration de la réglementation

«[...] J'entends travailler avec vous afin d'améliorer la réglementation et de garantir son application efficace et transparente. Notre objectif devrait être d'adopter et de mettre en œuvre une législation qui soit à l'épreuve du temps, n'impose pas une charge excessive et produise des résultats à moindre coût. À cette fin, je souhaite approfondir le programme relatif à l'amélioration de la réglementation.»

Relations avec les Parlements nationaux et respect du principe de subsidiarité

«Au cours des deux premières années de mon mandat, je prévois de visiter l'ensemble des parlements nationaux afin de me faire une idée plus précise de leurs travaux importants eu égard aux principes de subsidiarité active et de proportionnalité, et j'aborderai avec eux la question de notre programme pluriannuel.»

«J'ai évoqué la notion de subsidiarité active. Il convient de trouver des manières de consulter les parlements nationaux, les autorités régionales et, le cas échéant, les parlements régionaux, ou de faire participer ces entités aux débats tenus à l'échelon européen à un stade précoce.»

«J'explique actuellement à nos collègues, et je suis disposé à m'engager plus résolument à cet égard d'un point de vue politique, que la Commission renoncera à présenter toute proposition susceptible de faire face à l'opposition de plus de 50 % des parlements nationaux.»

Alléger la charge réglementaire pour les citoyens et pour les entreprises

Application du nouveau principe «one-in, one-out»

«J'entends appliquer le principe "one-in, one-out", [...], qui suppose que chaque proposition législative représentant une nouvelle charge pour les acteurs concernés soit compensée par un allègement de nature équivalente.

Cette approche est particulièrement importante pour les petites et moyennes entreprises (PME) et je veillerai à ce qu'elle soit appliquée dans tous les domaines. En revanche, [...] je refuse clairement toute automatisation de ce principe et toute mesure susceptible de compromettre nos normes élevées, en particulier en matière sociale et environnementale.»

Engagement en faveur d'une coopération étroite avec les États membres en vue d'éviter toute lourdeur administrative supplémentaire

«Je compte également dialoguer plus activement avec les États membres afin de veiller à ce qu'ils n'alourdissent pas inutilement la charge administrative lorsqu'ils transposent la législation de l'Union.»

«Il convient d'avertir les institutions de l'Union dès lors qu'un État membre adopte des mesures allant au-delà des exigences du droit de l'Union; j'impliquerai la Commission dans cette procédure et je ferai en sorte que les députés européens soient tenus dûment informés de son déroulement.»

Combattre la surréglementation à laquelle sont confrontées les PME

«Je suis prêt à coopérer avec vous à cet égard afin d'apporter des modifications satisfaisantes pour notre secteur des PME.»

Plateforme REFIT

Transformation de la plateforme REFIT en une plateforme «Fit for the Future»

«Je proposerai que la plateforme REFIT soit renommée "Fit for the Future". Je suis convaincu que notre législation devrait être adaptée, entre autres, à l'administration en ligne et à l'ère numérique. Je ferai régulièrement rapport au Parlement sur les conclusions de la plateforme.»

Intégration de la dimension de l'intelligence artificielle dans la plateforme REFIT

«[...] Nous souhaitons également introduire de nouvelles règles concernant le développement de l'intelligence artificielle en Europe. Toutefois, dans le même temps, je tiens à garantir que nous accorderons le plus grand soin aux considérations liées à la réduction de la charge administrative. Il s'agit d'une priorité absolue et nous veillerons à maintenir des normes élevées en tout état de cause.»

«[...] Il est essentiel de veiller à protéger nos données, à respecter les droits fondamentaux, à savoir quels acteurs ont engagé leur responsabilité et à garder à l'esprit le fait que les êtres humains doivent constamment garder le contrôle.»

Interventions en qualité de représentant de la Commission au sein du Conseil des affaires générales et dans le cadre des discussions relatives aux questions transversales au sein du Parlement

«J'entends collaborer aussi étroitement avec le Parlement européen qu'avec le Conseil, car j'estime que cela me permettra de mieux détailler les doléances exprimées par le Parlement à l'égard du Conseil et, inversement, d'expliquer plus précisément la position du Conseil au Parlement [...]»

Renforcement des travaux d'élaboration des politiques fondées sur des données probantes

Mise en place d'un registre commun des données probantes

«Je [...] souhaite garantir la qualité des données et renforcer leur transparence. Dans la pratique, j'examinerai, conjointement avec les autres institutions, la possibilité de créer un registre commun des données probantes ouvert au public, dans lequel nous partagerions les données sur lesquelles se fondent nos propositions législatives.»

«Il vous appartiendrait [...] de contrôler ce registre, qui serait doté d'un caractère interinstitutionnel [...]»

Amélioration des analyses d'impact de la Commission

«Il conviendra de tenir compte de bon nombre d'éléments nouveaux afin de moderniser les analyses d'impact; par conséquent, nous souhaitons les associer au volet de la prospective dans la mesure du possible [...]»

«Il est manifestement nécessaire d'améliorer encore davantage la qualité et la transparence des analyses d'impact.»

Renforcement des consultations publiques ciblées

«[...] Il nous incombera de mener plus fréquemment des consultations publiques dans nos États et dans nos régions, ainsi que de dialoguer avec les associations professionnelles, afin de bénéficier de leur participation accrue.»

Soutien apporté au comité d'examen de la réglementation

«J'entends soutenir [les experts externes] [...] en leur accordant davantage de ressources afin de leur permettre de

travailler encore plus efficacement. Je compte également mettre à profit le potentiel du centre commun de recherche quant à certaines questions nécessitant de se fonder sur des données scientifiques [...]»

Prospective stratégique

Engagement visant à renforcer les capacités en matière de prospective

«[...] Pour mieux servir nos objectifs politiques, je proposerai de mettre sur pied un cadre de gouvernance anticipative de premier ordre en renforçant les capacités prévisionnelles de la Commission, et j'estime que les ressources du centre commun de recherche joueront un rôle clé à cet égard.»

Création d'un réseau européen de la prospective stratégique

«Il convient de mettre en place un réseau européen de la prospective stratégique, en associant les forces des institutions de l'Union et des États membres.»

Rédaction d'un rapport annuel sur la prospective

«[...] La lettre de mission de la présidente élue me charge de préparer un rapport annuel sur la prospective examinant les nouvelles tendances les plus pertinentes. Le discours sur l'état de l'Union et nos travaux de programmation se fonderont sur ce rapport. En m'appuyant sur ses conclusions, j'encouragerai la tenue de débats stratégiques au sein du Parlement européen et du Conseil européen. Je souhaite que nous convenions d'une approche stratégique à l'égard des grandes tendances et que nous élaborions une vision à long terme pour l'Europe [...]»

Coordination des travaux de la Commission relatifs à l'alliance européenne pour les batteries

Lier l'alliance européenne pour les batteries à d'autres secteurs stratégiques

«[...] J'entends tirer parti de mes responsabilités en matière de prospective pour vous indiquer quels autres secteurs stratégiques bénéficieraient de la conclusion d'un pacte industriel de même nature, afin d'évoluer réellement au même rythme que nos principaux concurrents mondiaux.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsable: Roberta PANIZZA, Giorgio MUSSA; assistante éditoriale: Sandrina MARCUZZO

Contact: poldep-citizens@ep.europarl.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

Version imprimée ISBN 978-92-846-5550-2 | doi: 10.2861/186654 | QA-02-19-778-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5549-6 | doi: 10.2861/376032 | QA-02-19-778-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

VĚRA JOUROVÁ

Vice-présidente désignée

Valeurs et transparence



La vice-présidente désignée, Věra Jourová, s'est exprimée devant le Parlement européen le 7 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés de la commission des affaires constitutionnelles, de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et de la commission des affaires juridiques. Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- renforcer la démocratie et la transparence, et
- défendre les valeurs et les droits européens

Veuillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant l'audition. Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La vice-présidente désignée avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles elle a répondu [par écrit](#).



Renforcer la démocratie et la transparence

Avancer sur les questions liées au processus des Spitzenkandidaten et aux listes transnationales

«[...] Il convient d'améliorer le système des Spitzenkandidaten, y compris en résolvant le problème des listes transnationales. Je mettrai à profit mon rôle de présidente du groupe de commissaires pour un nouvel élan pour la démocratie européenne en vue de garantir que la Commission contribue largement aux travaux relatifs à ces questions dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe et intervienne en tant que médiatrice neutre entre les institutions.»

Création d'un groupe de travail sur la conférence sur l'avenir de l'Europe

«[...] Dans le cadre de mes fonctions, je mettrai sur pied le groupe de travail sur la conférence sur l'avenir de l'Europe, au sein duquel nous examinerons les diverses initiatives et nous comparerons les options envisagées pour la révision du processus des Spitzenkandidaten et des listes transnationales. Je m'efforcerai de concevoir un mécanisme respectant le critère essentiel de la répartition des votes, afin qu'aucun État membre ne soit défavorisé ou ne se trouve dans une position susceptible de compromettre l'équilibre du système électoral.»

Spitzenkandidaten

«Le Spitzenkandidat devrait être le candidat à la présidence de la Commission. Je ferai tout mon possible à cet égard. Le débat d'experts se tiendra préalablement au débat politique. Afin de fixer un calendrier réaliste, je compte présenter mes premières propositions à l'été 2020.»

Listes transnationales

«Je m'intéresserai également à la faisabilité et à l'exploitabilité du système de listes transnationales.»

Droit électoral

«[...] Dans le cadre du nouvel élan pour la démocratie, nous aborderons les questions des élections et, dès lors, du droit électoral, de la désinformation et, à nouveau, du pluralisme des médias dans une plus large mesure.»

Publicités politiques payées et financement des partis politiques européens

«[...] Je chercherai des solutions visant à améliorer la transparence des publicités politiques payées et du financement des partis politiques européens.»

Renforcer la résilience de nos systèmes démocratiques

«Ensuite, il y a les questions de la résilience de notre société et du calendrier, notamment à l'approche des élections. [...] Diverses enquêtes ont conclu que les partis politiques étaient une source majeure de fausses nouvelles et de désinformation, [...] C'est pourquoi nous souhaitons réviser les règles applicables aux campagnes électorales. Selon moi, la voie à suivre est on ne peut plus claire.»

Code de bonnes pratiques contre la désinformation

«[...] J'évaluerai également avec soin le respect des obligations souscrites par les plateformes en vertu du code de bonnes pratiques contre la désinformation.»

Approche globale de lutte contre la désinformation

«Dès lors, afin de lutter efficacement contre la désinformation et de renforcer notre résilience, il convient d'adopter une approche globale comptant sur la participation des gouvernements, des partis politiques, des plateformes, de journalistes, de chercheurs, d'éducateurs et de la société civile. Au cours de l'élaboration de cette politique essentielle, je m'efforcerai de dialoguer étroitement avec vous et je tiendrai dûment compte de vos commentaires.»

Plan d'action pour la démocratie européenne

«[...] Je concevrai le plan d'action pour la démocratie européenne [...] de manière à relancer efficacement le débat sur cette question et à renforcer la résistance de notre démocratie. Cela suppose de mettre en place un cadre réglementaire intelligent et des structures cohérentes et liées entre elles.»

Impliquer les citoyens

«[...] J'estime que mon rôle est de défendre vigoureusement les intérêts des citoyens. Qu'il s'expriment à titre personnel ou collectivement, je souhaite qu'ils soient entendus et non ignorés. Je souhaite que leurs droits soient respectés et non bafoués.»

Citoyenneté européenne

«J'entends m'intéresser de très près aux travaux de conception du programme de promotion des valeurs et de la citoyenneté [...]. Il est essentiel que les fonds disponibles soient utilisés à bon escient.»

Initiative citoyenne européenne

«Je tirerai parti des meilleurs éléments de la nouvelle version législative de l'initiative citoyenne européenne, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier. [...] Il importe d'accélérer le fonctionnement du système électronique de communication avec les organisateurs et d'envisager de mettre en place des services d'assistance et des mesures de soutien actif, de telle sorte que les personnes qui souhaitent présenter une initiative sachent quelles étapes elles doivent entreprendre pour se conformer aux obligations juridiques. Je m'engage à mettre pleinement en œuvre ces changements.»

Pluralisme des médias

«[...] Il y a lieu de continuer à financer les projets indépendants qui veillent au pluralisme des médias, cartographient les violations de la liberté de la presse et soutiennent les journalistes dont la sécurité est menacée. Je mettrai à profit l'ensemble des outils politiques et juridiques à ma disposition afin d'appuyer les initiatives telles que le rapport du groupe de haut niveau sur la liberté et le pluralisme des médias.»

Liberté d'expression

«[...] Ce droit est inaltérable, sauf dans le cas de contenus illicites. Nous appliquons ce principe dans le cadre de la lutte contre les discours de haine en ligne, par exemple. Je refuse de promouvoir toute solution ou proposition consistant à permettre à une entité de décider ce que les médias peuvent ou ne peuvent pas publier ou diffuser. Il n'y aura ni ministère ni commissaire de la vérité, rien de tel.»

Journalistes poursuivis en justice pour diffamation

«[...] Je m'efforcerai de cartographier toutes les actions en justice potentiellement abusives intentées contre des journalistes. [...] Nous envisagerons de créer un service d'aide juridique ou de financement afin d'assister les journalistes faisant l'objet d'abus de droit.»

Législation contre les «poursuites-bâillons» au niveau de l'Union

«Au cours de la première année de mon mandat, je travaillerai sans relâche afin de concevoir comme il se doit le mécanisme de financement relevant du programme "Europe créative" qui vise à soutenir le journalisme indépendant. [...] Il convient d'élaborer des mesures systématiques et applicables dans l'ensemble des États membres afin de parvenir à un meilleur niveau de protection, et ce, non seulement face aux risques systémiques qui pèsent sur le milieu du journalisme, mais aussi dans le cas de menaces dirigées contre la personne d'un journaliste. Par conséquent, nous viserons à garantir l'utilisation optimale des ressources disponibles.»

Amélioration de la transparence

«[...] En ce qui concerne la transparence, j'espère présenter mes propositions initiales au Parlement et au Conseil dès cette année. Il convient d'entamer les travaux à cet égard aussitôt que possible.»

Transparence du processus législatif

«[...] Il s'agit de l'une de mes principales missions, et je vais m'y atteler sans délai en vue, si possible, d'obtenir des résultats partiels au cours du prochain semestre. [...] Il est essentiel d'améliorer la transparence au plus vite. Je m'empresse dès lors de me mettre au travail.»

Accès aux documents

«[...] Il convient d'examiner la possibilité d'améliorer l'accès aux documents, compte tenu, en particulier, de la proposition de la Médiatrice. [...] Il est indispensable d'aborder ces éléments dans le cadre de la reprise du dialogue. Nous devons poser un regard neuf sur ces questions.»

Transparence de la procédure de décharge

«[...] Je viserai à [...] obtenir l'avis d'experts quant à la conditionnalité juridique qui permet au Conseil de mettre pleinement à disposition les informations et documents y afférents. [...] S'il n'existe aucune entrave d'ordre juridique, je

ne vois pas pourquoi le Conseil ne serait pas tenu de diffuser ces informations.»

Amélioration de la transparence du processus législatif

«[...] Il convient d'examiner l'ensemble des étapes ainsi que la procédure de comitologie.»

Transparence des trilogues

«[...] Les trilogues devraient être aussi transparents que possible, en particulier au cours de la dernière étape de la procédure d'adoption de la législation. [...] Nous reviendrons au débat concernant le renforcement de la transparence des trilogues en tenant compte des propositions précédentes de la Commission. Je le répète, il convient de s'atteler avec énergie à la réalisation de cet objectif ou de concevoir un modèle plus efficace.»

Registre commun de transparence

«[...] Nous devrions mettre en place un registre commun de transparence [...]»

Droit d'initiative

«[...] Je suis consciente du fait que le Parlement souhaite que ce droit soit encadré par une procédure formelle, et j'entends soutenir cette demande, conformément à la promesse de la présidente élue.»

Rapport d'exécution sur l'amélioration de la réglementation

«Il nous incombera de consentir davantage d'efforts et de publier le rapport d'exécution. Il s'agit selon moi d'une solution tout à fait réalisable.»

Adoption de normes élevées en matière de transparence et d'éthique applicables à toutes les institutions

«[...] Je veux restaurer la confiance des citoyens dans l'Europe en améliorant la manière dont nous désignons les dirigeants de l'Union et en mettant en place des normes élevées en matière de transparence et d'éthique applicables à toutes les institutions.»

Comité d'éthique indépendant commun à toutes les institutions

«[...] J'examinerai le mode de fonctionnement, les statuts et les codes de conduite des institutions européennes et je m'efforcerai de déterminer quelles questions relèveraient de la compétence du comité d'éthique. Selon moi, cette entité pourrait prendre la forme d'un organe consultatif chargé de détailler la marche à suivre dans des cas concrets ou lorsque des sanctions risquent d'être prononcées contre les institutions. Toutefois, cette procédure n'en n'est qu'à ses balbutiements. Je souhaite simplement confirmer que je suis résolue à entamer les travaux relatifs à cette question dans un avenir proche.»

Aborder conjointement les politiques pertinentes

«Je coopérerais par ailleurs très étroitement avec mes collègues, en particulier le commissaire à la justice, et j'utiliserai mon rôle transversal pour abattre les cloisonnements et fusionner les politiques pertinentes.»

Coopération avec le Parlement

«[...] Je resterai disposée à m'entretenir avec le Parlement, et notamment avec ses commissions, à tous les stades du processus d'élaboration des politiques et du dialogue politique, dans un esprit de loyauté, de confiance et de totale transparence.»

Défendre les valeurs et les droits européens

Un état de droit fondé sur le respect mutuel

«[...] C'est pourquoi nous devons donner lieu à une culture de l'état de droit fondée sur le respect mutuel. Il convient tout autant de mettre l'accent sur le dialogue et de prévenir les situations de crise que de remédier aux problèmes existants. J'entends me fonder sur des principes et agir avec détermination, le cas échéant, en recourant à tous les outils disponibles.»

Cycle d'examen annuel sur l'état de droit

«[...] Je coopérerais avec le commissaire à la justice afin de renforcer encore davantage l'ensemble d'instruments visant à promouvoir l'état de droit, notamment dans le cadre du cycle d'examen annuel sur l'état de droit.»

Rôle du Parlement dans le cadre de la procédure relative à l'article 7

«Il me paraît impossible d'envisager que le Parlement européen ne participe pas à la procédure relative à l'article 7 étant donné qu'il se trouve à l'origine de cette initiative, voilà ce que je peux vous dire à cet égard.»

Corruption

«En ce qui concerne tout d'abord la corruption, il est vrai que nous souhaitons inclure une évaluation annuelle de la corruption dans le rapport sur l'état de droit au regard du lien manifeste entre ces considérations. [...] Dès lors, nous aborderons le problème de la corruption de manière systémique.»

Convention européenne des droits de l'homme

«[...] J'entends faire en sorte que l'Union adhère à la Convention européenne des droits de l'homme. Cela témoignerait de notre attachement aux droits fondamentaux.»

Défense des droits fondamentaux

«Je comprends parfaitement la nécessité de défendre les citoyens et leurs droits fondamentaux à tout moment et certainement à chaque fois qu'ils sont confrontés à des menaces. Personne ne sera laissé pour compte.»

Charte des droits fondamentaux

«Je continuerai [...] à promouvoir la charte des droits fondamentaux. [...] Je tiens à mettre l'accent sur les droits fondamentaux dans tout ce que nous entreprenons. Je souhaite que ces droits fassent partie intégrante des travaux d'élaboration des politiques de la Commission, que ce soit dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la transformation numérique ou des mesures égalitaires.»

Actualisation de la stratégie relative aux droits fondamentaux

«La troisième question que nous aborderons sera l'actualisation de la stratégie relative aux droits fondamentaux. Il s'agit de ma Sainte Trinité: les droits fondamentaux, l'état de droit et la démocratie, autant d'éléments dont nous traiterons dans le cadre de trois axes de travail en nous appuyant, je l'espère, sur la participation résolue du Parlement.»

Engagement contre toutes les formes d'antisémitisme

«À cet égard, il convient de s'unir pour faire passer un message sans équivoque, à savoir que nous ne tolérerons aucune forme d'antisémitisme.»

Dialogue avec des églises ou des associations ou communautés religieuses

«Je me réjouis du fait que le traité contienne une disposition relative au dialogue avec les églises et avec les groupes philosophiques et non confessionnels. [...] Nous envisageons d'organiser de tels échanges deux fois par an. Il me reste à arrêter les modalités pratiques de ces réunions, mais je serai ravie de m'entretenir avec tous les acteurs concernés.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsable: Eeva PAVY, Ottavio MARZOCCHI; assistante éditoriale: Fabienne VAN DER ELST

Contact: poldep-citizensx@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

Version imprimée ISBN 978-92-846-5576-2 | doi:10.2861/925051 | QA-03-19-717-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5575-5 | doi:10.2861/1957 | QA-03-19-717-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

Dubravka Šuica

Vice-présidente désignée Démocratie et démographie



La vice-présidente désignée, Dubravka Šuica, s'est exprimée devant le Parlement européen le 3 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés de la commission des affaires constitutionnelles et de la commission de l'emploi et des affaires sociales. Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- la conférence sur L'avenir de l'Europe, et
- soutenir l'Europe face à la transition démographique

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La vice-présidente désignée avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles elle a répondu [par écrit](#).



Conférence sur l'avenir de l'Europe

Définition de l'objet, de la structure, du calendrier et de la portée

«La présidente élue a fixé un calendrier ambitieux selon lequel la conférence sur l'avenir de l'Europe sera lancée en 2020 pour une durée de deux ans. Voilà pourquoi [...] j'entends travailler avec cette assemblée, avec le Conseil et avec toutes les autres parties prenantes en vue de définir l'objet, la structure, le format, le calendrier et la portée de cette conférence. Je présenterai mes propositions très tôt dans mon mandat et je tiens à souligner toute l'importance que j'accorde à la coopération avec les députés au Parlement européen.»

Format de la conférence

«[...] le conseil consultatif présidera la conférence. Cette manifestation consistera en réalité en [...] une série de conférences organisées dans toute l'Europe. Telle est la nature de notre projet.»

Conseil consultatif

«Absolument, un conseil consultatif sera mis en place et j'en assurerai la présidence, tandis que la coprésidence reviendra à un député du Parlement.»

Définition des thèmes à aborder

«[...] j'estime qu'il convient de s'en tenir aux six ambitions établies dans les orientations politiques de la présidente élue, qui sont les suivantes: un pacte vert pour l'Europe; une Europe adaptée à l'ère du numérique; une économie au service des personnes; une Europe plus forte sur la scène internationale; et protéger notre mode de vie européen. Sans oublier le dernier objectif: un nouvel élan pour la démocratie européenne. Selon moi, les débats devraient exclusivement porter sur ces six piliers, mais cette décision ne me revient pas. Au cours des 100 premiers jours de mon mandat, ma mission sera de fixer le programme définitif avec vous. Ainsi, je m'exprimerai devant cette assemblée et nous définirons la marche à suivre. Naturellement, il sera également nécessaire de coopérer avec le Conseil, mais le Parlement devrait être consulté en premier lieu.»

Rôle et participation du Parlement à tous les stades

«Il sera impossible de renforcer la démocratie européenne sans impliquer l'institution la plus importante de l'Union, à savoir le Parlement européen, qui repose sur la participation active de nos citoyens. Je m'engage pleinement à coopérer avec vous et avec le Conseil à toutes les étapes de la conférence.»

Visites dans les États membres

«[...] Nous devons nous rendre dans tous les États membres durant la première partie de notre mandat.»

Participation des parlements nationaux, des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile

«D'abord les parlements nationaux, bien évidemment, puis les ONG. [...] La société civile joue également un rôle très important et je n'entends pas la négliger. Soyez certains que je favoriserai la participation de toutes ces parties prenantes en m'appuyant sur votre participation; je ne perds pas de vue le fait que vous coprésiderez la conférence et je compte vous consulter avant de prendre chacune de mes décisions. Comme je l'ai indiqué, qu'il s'agisse de définir l'objet, la portée ou encore le calendrier de cette manifestation, nous avancerons main dans la main à chaque étape.»

Participation des collectivités locales et régionales

«Il sera nécessaire d'entamer un dialogue avec toutes les parties prenantes, y compris les ONG, les collectivités locales et régionales et les parlements nationaux. Toutefois, nos interlocuteurs les plus importants seront les collectivités locales et régionales, car elles nous permettront d'atteindre directement les citoyens, et nous tenons à toucher quiconque est intéressé par notre avenir commun.»

Participation des citoyens

«[...] nous ne désignons personne, le processus sera tout à fait ouvert et inclusif. Par conséquent, nous nous adresserons aux citoyens, nous écouterons ce qu'ils ont à nous dire et alors, seulement, nous nous entendrons sur les résultats.»

Atteindre les habitants des zones rurales

«[...] J'estime qu'il convient de se rendre dans les zones rurales pour atteindre tous les citoyens.»

Rendre la participation en personne ou en ligne aussi facile et accessible que possible

«[...] Il nous appartient de nous entretenir avec les citoyens de toute l'Union afin d'être attentif à leurs espoirs, à leurs attentes et à leurs préoccupations, qui sont liés aux facteurs affectant leur mode de vie, tels que le changement climatique, l'économie, la transition numérique, les mutations mondiales ou les changements démographiques. La présidente élue m'a chargée de trouver les moyens de rendre la participation en personne ou en ligne aussi facile et accessible que possible. Je ferai de cet objectif un enjeu prioritaire.»

Garantir le suivi des accords

«[...] cette conférence doit aboutir à des résultats. S'il est essentiel d'écouter les citoyens, il ne s'agit pas d'une fin en soi. Il convient de se fonder sur leur apport pour prendre des mesures concrètes. Nous devons veiller à mettre en œuvre les accords convenus. Dans ses orientations politiques, la présidente élue s'est formellement engagée à atteindre cet objectif, et je travaillerai avec l'ensemble de mes collègues au sein de la Commission ainsi qu'avec cette assemblée, avec toutes les commissions [...] intéressées et avec les autres institutions en vue de garantir le suivi des accords.»

Modification éventuelle du traité à titre d'action de suivi

«S'il se révèle nécessaire de modifier le traité, je serai, tout comme vous, disposée à débattre de cette possibilité. Je constate que cette idée a été lancée par votre commission et il est indispensable que le Parlement joue un rôle plus fort et plus important; en tant qu'ancienne députée, je serais dès lors prête à marquer mon accord avec une telle initiative. Toutefois, vous n'êtes pas sans savoir que la Commission travaille de manière collégiale; nous formerons une équipe. Par conséquent, à condition de convenir d'une approche unanime, j'apporterai mon soutien à toute éventuelle tentative de modification. Néanmoins, commençons par nous adresser aux citoyens et par vérifier si nous avons tiré parti de toutes les possibilités offertes par le traité. Dans le cas contraire, il sera question de débattre des changements à y apporter.»

Rapports de la commission AFCO sur l'avenir de l'Europe

«Bien entendu, j'approuve ces rapports. Je m'étais prononcée en faveur de leur préparation lors des sessions plénières et j'ai même participé aux débats y afférents. Je prévois dès lors naturellement de partager leur contenu.»

Un droit d'initiative pour le Parlement européen

«[...] la commission AFCO traite de la question du droit d'initiative depuis de longues années, comme en témoignent vos rapports. [...] Moyennant l'accord de la présidente élue, je suis disposée à conférer un droit d'initiative au Parlement européen le cas échéant. [...] Je ne m'opposerai pas à cette mesure étant donné que j'ai siégé au Parlement et que, tout comme vous, j'estime important de permettre à cette institution de jouer un rôle plus fort. Par conséquent, je travaillerai avec cette assemblée afin d'examiner l'évolution de la situation.»

Subsidiarité

«[...] Je suis pleinement favorable au principe de subsidiarité [...], et j'entends veiller à son application. Bien évidemment, en ce qui concerne le pilier social, qui relève de ma responsabilité, je me dois de respecter les compétences des États membres. Néanmoins, dès lors que nous sommes susceptibles de fournir une assistance, pourquoi ne pas débloquer des fonds ou prendre des mesures efficaces, en particulier en Europe centrale et de l'Est et dans les pays accusant un retard de développement?»

Proportionnalité

«Il est d'ores et déjà tenu compte des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Il convient de garder cela à l'esprit. Naturellement, j'accorde également une grande importance à la proportionnalité des mesures et il n'y a pas lieu de créer une charge supplémentaire pour qui que ce soit, et certainement pas pour les collectivités locales et régionales.»

Création d'un système de «carte rouge» à l'intention des parlements nationaux en cas d'atteinte éventuelle au principe de subsidiarité

«[...] Le système de «carte jaune» a été utilisé à trois ou quatre reprises à ce jour. Cela signifie qu'il convient d'examiner toutes les possibilités, de la «carte verte» à la «carte rouge». Je suis incapable de vous répondre à ce stade, mais pourquoi ne pas aborder cette question dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe? Si nous en arrivons à cette conclusion, je ne m'y opposerai pas. Nous sommes tout à fait ouverts et inclusifs. Il s'agit là de l'esprit du nouveau collègue et de la nouvelle Commission.»

Droits des citoyens de l'Union installés au Royaume-Uni et des citoyens britanniques résidant dans l'Union

«[...] Il est essentiel de prendre en considération la question de la citoyenneté, notamment dans le contexte des relations entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. Naturellement, il ne suffira pas de faire preuve de générosité. Nous devons en faire plus pour aider tant les citoyens du Royaume-Uni résidant en Europe que les Européens installés au Royaume-Uni.»

Valeurs fondamentales de l'Union

«J'ai l'intention de promouvoir une Union garantissant le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'état de droit et le respect des droits de l'homme, dont les droits des personnes appartenant aux minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les hommes et les femmes. Je veillerai à tout moment au plein respect des dispositions de l'article 2 [...].»

Processus des Spitzenkandidaten et listes transnationales

«De nombreuses lettres de mission, et non seulement celle qui m'a été adressée, nous intiment de mettre ce thème à l'ordre du jour, et il sera nécessaire de trouver une solution définitive. La première question abordée dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe sera dès lors celle du processus des Spitzenkandidaten et des listes transnationales. Il conviendra de clore le débat et de décider de la marche à suivre d'ici à la fin de l'été 2020.»

Soutenir l'Europe dans le contexte de la transition démographique

Incidence des changements démographiques sur différents groupes

«[...] je me pencherai sur chaque aspect des mutations démographiques et sur la manière dont elles affectent les groupes concernés.»

Travaux de cartographie fondés sur les données d'Eurostat

«[...] l'ensemble de mon action se fondera sur des travaux de cartographie [...], j'aurai recours aux données d'Eurostat et je ne tiendrai compte que des données probantes. Ainsi, nous attendrons de disposer de données concrètes, fournies par Eurostat, avant de lancer cette procédure et d'adopter tout texte législatif.»

Calendrier des efforts de cartographie

«[...] Il m'incombe [...], au cours des six premiers mois de mon mandat, de mener à bien les travaux de cartographie et de définir les étapes à venir. Mon premier rapport portera sur les progrès réalisés à cet égard.»

Vision à long terme pour les régions rurales

«Je souhaite mettre l'accent sur les régions rurales, qui se caractérisent souvent par une population en déclin, un manque de possibilités donnant lieu à une fuite des cerveaux, une grave pénurie de services de première ligne et un risque plus élevé de pauvreté. Je coordonnerai également les travaux relatifs à la vision à long terme pour les régions rurales, en coopération intime avec les collectivités locales et régionales. Il convient de permettre à ces régions de tirer pleinement parti de leur potentiel et de les aider à faire face aux difficultés qui se présentent à elles.»

Lutte contre la pauvreté

«Je mettrai tout en œuvre pour accomplir les tâches qui m'ont été confiées dans ma lettre de mission et pour aider les personnes dans le besoin, pauvres ou laissées pour compte à vivre décemment.»

Fuite des cerveaux

«J'accorderai une importance particulière au problème de la fuite des cerveaux en soutenant les régions les plus touchées au moyen, notamment, de la garantie pour la jeunesse.»

Livre vert sur le vieillissement

«Je proposerai un livre vert sur le vieillissement afin de définir les mesures qui peuvent et qui doivent être prises pour favoriser, notamment, le vieillissement actif et pour évaluer l'adéquation de nos systèmes de sécurité sociale avec les besoins d'une population vieillissante. Dans ce contexte, je coopérerai étroitement avec le Parlement et, bien entendu, avec les États membres, qui détiennent la plupart des compétences dans ces domaines.»

Socle européen des droits sociaux

«[...] dans le cadre de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, je coordonnerai les travaux visant à mieux concilier la vie professionnelle et la vie familiale.»

Concilier vie professionnelle et vie familiale

«Il convient de revoir les horaires de travail et les infrastructures destinées aux parents [...]. Pourquoi ne pas aider les familles et définir une politique adaptée à leurs besoins? Je suis donc favorable à cette initiative. Il s'agit de l'un des aspects fondamentaux du socle européen des droits sociaux.»

Promouvoir les droits de l'enfant

«C'est le Parlement qui a décidé de mettre en place [...] le Fonds social européen plus. Votre assemblée a demandé de consacrer 5,9 millions d'euros à la protection des droits de l'enfant et à la garantie pour l'enfance dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel. Je suis favorable à cette initiative. Je tenterai, si possible, d'obtenir un financement plus important, mais il conviendra de demander l'avis du commissaire Hahn à cet égard. [...] Je tiendrai compte des décisions du Parlement en tout état de cause [...].»

Investir davantage dans l'avenir de nos enfants

«Je dirigerai les travaux visant à investir dans l'avenir de nos enfants. [...] Il s'agit de l'investissement le plus important que nous puissions réaliser [...]. Je coordonnerai les efforts relatifs à l'élaboration d'une nouvelle garantie pour l'enfance et je présenterai une stratégie globale pour la protection des droits de l'enfant.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.
Administratrice responsable: Eeva PAVY; assistante éditoriale: Fabienne VAN DER ELST.
Contact(s): poldep-citizens@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.
Version imprimée ISBN 978-92-846-5568-7 | doi:10.2861/722530 | QA-03-19-706-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5567-0 | doi:10.2861/773307 | QA-03-19-706-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **MARGARITIS SCHINAS** Vice-président désigné Promouvoir notre mode de vie européen



Le vice-président désigné, Margaritis Schinas, s'est exprimé devant le Parlement européen le 3 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et de la commission de l'emploi et des affaires sociales. Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont soulignés dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- compétences, éducation et intégration;
- trouver un terrain d'entente sur la migration; et
- une Union de la sécurité.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le vice-président désigné avait également reçu un certain nombre de questions écrites préalablement à l'audition, auxquelles il a répondu [par écrit](#).

Département thématique des droits des citoyens
et des affaires constitutionnelles

Département thématique des politiques structurelles et de cohésion

Auteurs: Ina Sokolska, Katarzyna Anna Iskra, Pierre Heriard

Direction générale des politiques internes de l'Union

PE 621.920 - octobre 2019



Compétences, éducation et intégration

Une Union de l'égalité et de la diversité

«Ma mission consistera à garantir la mise en commun des expertises dans tous les domaines d'action, en mettant l'accent sur les citoyens et sur les résultats concrets.»

«J'estime que l'expression et la liberté culturelles font partie intégrante de notre mode de vie européen [...]. Conjointement avec Mariya Gabriel et nos services, je serai heureux de me pencher sur les cas [de censure et de répression des artistes] relevant de notre compétence, car il serait intéressant de disposer d'une vue d'ensemble de l'état des lieux actuel afin d'élaborer notre réponse.»

Culture et sport/Corps européen de solidarité et DiscoverEU

«Je suis d'accord avec nombre d'avis exprimés, selon lesquels prendre part au corps européen de solidarité ou au programme DiscoverEU ne devrait pas se résumer à partir en voyage. Les participants devraient acquérir de l'expérience, des compétences et des connaissances qu'ils seraient susceptibles de mettre au service de la société, et j'ai l'intention de m'engager à cette fin.»

«Il ne fait aucun doute que la mobilisation des jeunes change profondément la manière dont nous abordons les questions climatiques et la protection de l'environnement [...]. Dès lors, par l'intermédiaire de nos programmes jeunesse (le corps européen de solidarité et DiscoverEU), je ferai tout mon possible pour promouvoir le mouvement en faveur de la durabilité animé par les jeunes européens.»

«Ne perdons pas de vue le fait que notre patrimoine culturel constitue un véritable trésor, qu'il convient de continuer à financer et à promouvoir tant au sein qu'en dehors de nos frontières.»

«J'entends tirer pleinement parti des synergies entre les travaux de Mariya Gabriel sur le sport et ceux de Stella Kyriakides en faveur de modes de vie sains [...]. Il convient de soutenir les acteurs actifs sur le terrain dans le domaine du sport, notamment sur le plan financier [...].»

Éducation/Espace européen de l'éducation

«Nous ferons en sorte de concrétiser l'espace européen de l'éducation et d'inciter les États membres à réformer et à moderniser leurs systèmes éducatifs et de formation, y compris en ce qui concerne l'apprentissage numérique. J'entends garantir que les programmes Erasmus+ et DiscoverEU ainsi que le corps européen de solidarité contribuent à autonomiser les jeunes et leur offrent de nouvelles possibilités en matière de mobilité.»

«Il est essentiel de mettre sur pied l'espace européen de l'éducation à l'horizon 2025. Il s'agit de notre plus grande priorité. Afin de réaliser cet objectif, il nous faudra aborder l'ensemble des niveaux d'enseignement, de l'école à l'université. Nous devons créer une carte d'étudiant européen. Nous devons par ailleurs consolider les alliances d'ores et déjà mises en place entre les universités européennes. Il convient enfin de valoriser les enseignants.»

«Le fonds Erasmus+ [...] est l'un des programmes les plus performants de l'histoire de l'Union et nous soutenons pleinement votre proposition visant à tripler ses ressources [...]. Certains aspects d'Erasmus+ freinent la participation de citoyens qui ne disposent pas de moyens suffisants, par exemple [...]. J'aborderai ce point avec mon collègue, M. Schmit, [...] afin de déterminer s'il sera possible de bénéficier de financements au titre du Fonds social européen (FSE) pour aider les jeunes issus de milieux défavorisés à participer également à Erasmus+.»

«Afin de ne négliger aucun citoyen, nous mettrons en place une garantie européenne pour l'enfance visant à permettre aux enfants confrontés à un risque de pauvreté ou d'exclusion de bénéficier des services les plus fondamentaux, tels que les soins de santé et l'éducation.»

«Je vous promets que vous me verrez souvent sur le terrain [...], que ce soit dans des centres d'entraînement, dans des écoles ou dans des universités.»

Mesures visant à identifier les pénuries de compétences et initiatives de reconversion professionnelle

«Dans le domaine des compétences, j'estime que nous devons poursuivre deux objectifs en parallèle. Tout d'abord, [...], il convient de continuer à investir dans le renforcement des compétences facilitant l'accès au marché du travail et à lutter contre les inégalités. [...] Toutefois, il existe un second aspect sur lequel il importe de progresser. Je veux parler des compétences non techniques relevant du domaine de l'inclusion, des aptitudes qui ne permettent pas nécessairement de trouver un emploi, mais qui favorisent l'intégration dans la société. Il peut s'agir de dialoguer avec d'autres personnes, de faire du sport, de visiter des musées ou encore de participer à des activités organisées par la société civile. Avec Mariya Gabriel et Nicolas Schmit, nous sommes déterminés à aller de l'avant sur ces deux questions sur le plan juridique, étant donné que nous disposons d'ores et déjà d'une législation en la matière, au moyen de nos instruments, et grâce au FSE, à Erasmus+, au corps européen de solidarité et à DiscoverEU.»

«Nos travaux doivent s'axer sur deux objectifs [...]: premièrement, le perfectionnement professionnel permettra aux sphères de la société actuellement incapables d'accéder à certaines fonctions de mieux appréhender les technologies numériques [...]. Voilà pour le volet social du programme. Deuxièmement, il sera question de combler le déficit de compétences. En d'autres termes, il conviendra de définir une stratégie nous permettant de trouver 250 000 travailleurs dotés des compétences numériques appropriées dès l'année prochaine [...]. Et c'est là qu'entre en jeu la migration légale visée par le plan d'action en matière d'éducation numérique qu'a évoqué Mariya Gabriel. Il s'agira de mettre l'accent sur la création des compétences qui font défaut au sein de l'espace européen de l'éducation.»

«À cet égard, il sera essentiel de favoriser l'apprentissage tout au long de la vie. Pour ce faire, nous devons recourir à un ensemble exhaustif d'instruments, à la nouvelle stratégie en matière de compétences, à Erasmus+ et au FSE. Il nous appartient dès lors très clairement d'aider les États membres à recenser leurs besoins spécifiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie [...]. Je répète mon attachement à une approche ascendante.»

Nous devons nous adresser aux États membres, définir leurs besoins et mobiliser les politiques et instruments de l'Union en conséquence.»

«Les stages ne peuvent pas être considérés comme un moyen de permettre aux jeunes d'accéder au marché de l'emploi s'ils se déroulent dans des conditions précaires et non conformes à la notion de formation. Dès lors, ils devraient être limités dans le temps et viser à développer certaines compétences préalablement identifiées. J'estime qu'il est également essentiel d'aborder la question de la rémunération. Dès lors que ces conditions ne sont pas respectées, les stages ne sauraient être décrits comme tels. Je pense que la Commission approfondira la question avec Nicolas Schmit en vue de définir les principes applicables à l'ensemble des périodes de stage.»

«Je ne me réjouis pas du fait que les thèmes dont nous venons de discuter, tels que l'apprentissage tout au long de la vie, les compétences ou le perfectionnement professionnel, soient répartis entre différents portefeuilles de la Commission. Par conséquent, il importe d'aborder ces questions simultanément, et j'estime qu'il s'agit de ma tâche, conjointement avec le commissaire à l'emploi, la commissaire pour l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport, la commissaire à l'égalité et la commissaire à la santé.»

Améliorer l'intégration des migrants et des réfugiés

«J'ai l'intention de revisiter le plan d'action de 2016 sur l'intégration des migrants et des réfugiés. [...] J'ai été heureux de constater que l'intégration à long terme des migrants et des réfugiés comptera parmi les domaines couverts par le nouveau Fonds social européen plus. Cela nous permettra de disposer de davantage d'outils et de ressources afin de soutenir les initiatives en matière d'inclusion.»

«Une possibilité serait de réviser notre législation applicable aux travailleurs-résidents de longue durée [...], dont l'actualisation est manifestement nécessaire. Nous avons prévu de nous mettre à la tâche à cette fin. [...] Je suis pleinement disposé à envisager la modification de cette législation afin, justement, que les personnes résidant légalement sur le territoire de l'Union puissent bénéficier des dispositions relatives à la libre circulation des travailleurs.»

Trouver un terrain d'entente sur la migration

Nouveau pacte sur l'immigration et l'asile

«La mise en œuvre du nouveau pacte sur l'immigration et l'asile [...] est un défi de taille, mais je pense que nous pouvons le relever en mobilisant nos forces et en tirant des enseignements du passé. Ce nouveau pacte doit être transversal et conjuguer les politiques aussi bien internes qu'externes. En ce qui concerne la réforme de notre régime d'asile européen commun, la première action que nous entreprendrons, en collaboration avec la commissaire aux affaires intérieures, sera un dialogue avec nos États membres et avec vous-mêmes. [...] Nous vous présenterons rapidement les options dont nous aimerions discuter et pour lesquelles nous souhaiterions parvenir à un consensus, mais ce n'est qu'alors que nous proposerons officiellement des solutions.»

Nous devons, selon moi, commencer à nous concentrer sur la réforme de Dublin et les procédures correspondantes, mais pour débloquer la situation, nous devons intégrer tous les autres éléments qui forment le tableau complet, à savoir: les retours, les nouveaux accords et dispositifs de réadmission, Schengen, les frontières [...]. Nous devons préserver les progrès réalisés dans les cinq textes législatifs que vous avez très bien élaborés au Parlement européen. [...] Ensuite, nous devons nous concentrer sur les deux textes manquants: celui de Dublin et celui relatif aux procédures. [...] Pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les États membres qui bloquent ce processus, nous devons être en mesure de fournir de nouveaux éléments [...]. Tout d'abord, les dispositions en matière de retour et de réadmission [...]. Ensuite, nous devons réexaminer la proposition de Schengen, car la liberté intérieure est liée à notre manière de protéger nos frontières.»

«Nous avons l'intention, avec le commissaire désigné concerné, de dévoiler, d'ici la fin de l'année, un panorama [...] qui exposera les principales questions devant être abordées [...]. Et ensuite, [...] nous saurons insuffler cette nouvelle dynamique avec le soutien de l'ensemble du collège des commissaires et de la présidente élue au début de l'année prochaine.»

«En guise de solution provisoire, [...] jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau véritable régime d'asile, nous devons aider les États membres à intégrer des dispositions temporaires en matière de débarquement. À mon avis, une partie de ce travail doit consister à poursuivre un dialogue approprié avec les nombreuses organisations non gouvernementales qui mènent des activités de recherche et de sauvetage louables dans la Méditerranée.»

«Toutes les propositions et initiatives du nouveau pacte auront pour objectif, parallèle, de lever les contrôles aux frontières intérieures et de revenir à un espace Schengen pleinement opérationnel.»

«Je mènerai une nouvelle campagne visant à organiser le retour des personnes n'ayant pas le droit de rester: premièrement, par l'achèvement de la réforme des règles internes de l'Union en matière de retour et, deuxièmement, par la conclusion d'accords et d'arrangements de réadmission avec les pays prioritaires de transit et d'origine.»

Créer des voies de migration légales

«Par conséquent, l'adoption de mesures significatives en matière de migration légale ne dépend pas de la lutte contre la migration irrégulière. Il s'agit d'une procédure que nous devons organiser convenablement, positivement. [...] Ces projets pilotes qui permettent à certains de nos États membres, avec notre concours, de commencer à se lancer dans une sorte de migration légale constituent un bon début. Nous devons redoubler d'efforts dans ce sens. Alors, c'est nouveau pour moi, mais je suis très heureux de réexaminer notre proposition de carte bleue. Voyons ce qui a mal tourné à cet égard.[...] nous devons maintenir ces corridors humanitaires assortis de réinstallations, car c'est une autre façon ordonnée de faire entrer des personnes par voie légale.»

«Sur la base des projets pilotes en cours sur la migration légale, je soutiendrai des programmes modernes et ciblés de migration légale qui répondent aux besoins de l'économie, du marché du travail et aux défis démographiques de l'Union européenne, et nous veillerons à ce que des corridors humanitaires soient mis en place sur le modèle des mécanismes de transit d'urgence vers le Niger et maintenant aussi le Rwanda.»

Cohérence des dimensions externe et interne des migrations

«L'une de mes priorités serait, conjointement avec Jutta Urpilainen [...], de lancer, au début du mandat, une nouvelle vague d'accords de réadmission avec les pays de transit et d'origine.»

«Il est essentiel de discuter avant tout [...] avec les pays tiers. [...] Nous devons rechercher des accords mondiaux, des solutions gagnant-gagnant. Et dans ces accords, nous devons nous pencher sur la cause profonde du problème et nous y attaquer. Nous devons également examiner les besoins de ces pays en matière de développement. Nous devons examiner les possibilités qui s'offrent aux jeunes de vivre chez eux et de mener une vie décente [...]. Telle est mon ambition et l'objet de nos discussions avec Ylva Johansson.»

«Il est vrai que la déclaration commune UE-Turquie a porté ses fruits jusqu'à récemment [...]. Il est également vrai que certains aspects de l'accord ont été laissés en suspens [...]. Je pense que nous devons revoir l'accord, le mettre à jour [...] Nous allons en discuter avec le gouvernement turc [...]. La Grèce ne sera pas abandonnée à son sort pour ce qui est de la gestion des flux migratoires, nous ne pouvons pas la laisser toute seule [...]. J'espère qu'au cours des prochaines semaines, nous serons en mesure de jeter un regard neuf et positif sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie.»

Union de la sécurité

Union européenne de la sécurité

«C'est la même Union qui fixe des normes mondiales en matière de protection des données et de vie privée, et [...] ma

mission consiste également à veiller à ce que toutes nos actions en matière de sécurité respectent les droits fondamentaux. Le respect des droits fondamentaux doit être inscrit dès le départ dans les politiques. Cela orientera également les efforts que je mène dans la mise en œuvre des propositions relatives à l'interopérabilité, lesquelles seront particulièrement importantes au moment où nous nous apprêtons à lancer nos nouveaux systèmes d'information.»

Mieux coordonner les travaux de la Commission en matière de sécurité intérieure et extérieure

«Ces travaux sur la conservation des données se poursuivront au sein de la Commission. Nous continuerons d'évaluer la situation après les décisions de la Cour de justice, mais je comprends également que de nombreuses autres affaires judiciaires sont en cours. J'ai discuté avec les services et j'ai compris qu'ils se sentiraient plus en sécurité s'ils acceptaient que ces affaires en suspens se règlent avant que nous ne prenions les prochaines mesures.»

Renforcer la stabilité de l'Union afin de prévenir, de déceler et de contrer les menaces hybrides

«Je mettrai sans relâche l'accent sur la mise en œuvre de ce dont nous avons convenu collectivement. Je soutiendrai une approche coordonnée de la protection des Européens en ligne, au moyen de l'adoption de notre proposition sur les contenus terroristes en ligne, en introduisant la loi sur les services numériques à venir et en investissant dans le travail du forum de l'Union européenne sur l'internet. J'utiliserai toutes les possibilités dont je dispose pour renforcer la résilience et la réponse de l'Union face aux menaces hybrides, qui mettent en péril nos systèmes et nos démocraties.»

«Ce serait plus à moi, je pense, de faire en sorte que, lorsque la loi sur les services numériques sera adoptée [...], le moment soit venu de trouver le bon équilibre entre stratégie, sécurité et garantie. [...] Nous pouvons répondre suffisamment à ces préoccupations en veillant à ce que notre politique de sécurité soit guidée par les droits fondamentaux. [...] Et les droits fondamentaux ne doivent pas être considérés [...] comme une analyse d'impact que nous devons effectuer à un moment donné à la fin. [...] Cette analyse doit être faite dès le début lors de l'adoption de la stratégie.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.

Administrateurs responsables: Ina SOKOLSKA, Katarzyna Anna ISKRA, Pierre HERIARD; assistante éditoriale: Fabienne VAN DER ELST.

Contacts: poldep-citizens@ep.europarl.eu; poldep-cohesion@europarl.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.

Version imprimée ISBN 978-92-846-5566-3 | doi:10.2861/4852 | QA-02-19-785-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5565-6 | doi:10.2861/79 | QA-02-19-785-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **Johannes Hahn** Commissaire désigné Budget et administration



Le commissaire désigné, Johannes Hahn, s'est présenté devant le Parlement européen le 3 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission des budgets, de la commission du contrôle budgétaire et de la commission des affaires juridiques. Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont soulignés dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- le cadre financier pluriannuel 2021-2027;
- la modernisation et la numérisation de la Commission; et
- la protection des intérêts financiers de l'Union européenne.

Veillez noter que les citations incluses dans le présent document font uniquement référence aux engagements pris oralement au cours de l'audition. Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'[audition](#) et y a [répondu par écrit](#).



Le cadre financier pluriannuel (CFP) et les ressources propres

La voie à suivre en ce qui concerne le CFP

«Vous pouvez compter sur moi pour faire valoir avec force que l'incidence d'un budget inférieur à celui proposé par la Commission [1,1 % du produit national brut (RNB)] serait préjudiciable à nos ambitions politiques et compromettrait la capacité de l'Union à agir efficacement». «C'est le minimum».

«C'est la bonne voie à suivre: disposer d'une approche ascendante, puis déterminer où atterrir et ensuite essayer de négocier». «J'essaierai de convaincre en particulier les personnes fortement préoccupées par cette question du 1 % que les nouveaux défis, les nouvelles tâches, exigent une plus grande souplesse de leur part». «Je tiens à leur expliquer clairement les mesures nécessaires. Et je m'adresserai aussi aux médias». «Nous serons à vos côtés lors du débat avec le Conseil. De nombreux États membres [...] ont compris que des ressources appropriées sont vraiment nécessaires».

«Quelle que soit la taille du budget, 1,1 % ou 1,3 % du revenu national brut, il ne suffirait pas à financer tous les besoins et projets à valeur ajoutée européenne. Le budget de l'Union doit être considéré comme un catalyseur crucial des investissements publics et privés, pour les affecter aux priorités politiques de l'Union.»

«Il ne s'agit pas uniquement de fonds, mais aussi des autres questions auxquelles vous faites référence à juste titre, à savoir les ressources propres, le maintien et même l'augmentation du niveau de souplesse, et l'introduction de l'état de droit. Il s'agit de tout cela et de moderniser la politique. [...] La question principale est d'aller vers nos concitoyens et d'expliquer pourquoi nous avons besoin de ce budget. [...] Si vous produisez 100 euros, vous devez verser 50 euros à l'État, 49 euros restent dans le budget national et seulement 1 euro est envoyé à l'Union européenne, pour toutes les politiques tant nécessaires et réclamées par nos citoyens.»

Ressources propres

«Je suis convaincu qu'il est essentiel de parvenir à un accord sur les recettes pour conclure les négociations sur le CFP. Le Parlement européen a clairement indiqué que son approbation du futur cadre est subordonnée à la réforme des ressources propres et à la diversification des sources de recettes. Je rappellerai cette position au Conseil.»

Taxe sur les plastiques et extension des recettes des ventes aux enchères du système d'échange de quotas d'émission: «Ce sont deux domaines dans lesquels un résultat très concret et très rapide est réalisable». L'assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (ACIS) et l'impôt sur le numérique «pourraient et devraient être ajoutés». «Il existe une marge d'ouverture sur la taxe carbone transfrontalière». «Si elle est augmentée, elle devrait être réservée aux initiatives liées au climat».

«Nous devrions augmenter progressivement la part des ressources propres dans le budget global». «Cette différenciation entre bénéficiaires et contributeurs nets n'est plus d'actualité, [...] les contributeurs nets bénéficient très souvent des investissements dans les pays bénéficiaires». «J'aimerais venir à bout de cette séparation».

Calendrier et planification des mesures d'urgence

«Je ne ménagerai aucun effort pour faciliter un accord en temps utile sur un cadre financier adapté à l'objectif visé». «Plus vite nous agissons, [...] plus tôt nous pourrons entamer la mise en œuvre concrète et la réalisation de tous nos objectifs politiques». «Un accord en temps utile signifie que nous obtenons un résultat vers la fin de l'hiver».

«Ce point doit être au centre de notre attention, mais je vais être honnête avec vous: la Commission doit être prête, le personnel prépare bien évidemment des mesures d'urgence au cas où un accord ne serait pas conclu à temps. [...] Je peux certainement vous promettre que si une telle situation devait se produire, nous présenterions les projets de textes nécessaires».

Réduire au minimum les arriérés de paiement

«Un accord rapide sur le CFP doit être trouvé, car, la dernière fois, le fait que [...] la décision n'ait été prise que deux semaines avant la date d'expiration a provoqué les arriérés bien connus, étant donné qu'il a fallu quelques mois pour s'accorder sur les programmes sectoriels et, pour couronner le tout, la programmation a pris du retard».

«Vous avez instauré des instruments de flexibilité et ceux-ci peuvent être utilisés en cas de contraintes de paiement».

Révision à mi-parcours

«Plein soutien. Oui, elle devrait avoir lieu, c'est logique et en ce qui concerne le calendrier [...], nous avons besoin d'un peu plus de flexibilité pour ne pas simplement attendre l'examen à mi-parcours; dès que nous constatons que l'un ou l'autre programme n'est pas convenablement assimilé ou ne produit pas l'effet souhaité, nous devons bien entendu examiner les indicateurs». «Nous devons le faire avant l'examen à mi-parcours et si des ajustements doivent être apportés d'ici là, ce serait tout aussi logique».

Climat – Fonds pour une transition juste – Répartition et absorption des fonds de l'Union au sein de l'Union européenne

Consacrer 25 % des dépenses budgétaires de l'Union au climat «n'est pas le fin mot de l'histoire, et l'on ne saurait considérer ce pourcentage comme un plafond définitif». «De nombreuses initiatives ont déjà été prises, mais nous devons à présent examiner ces [...] objectifs au niveau des programmes». «S'il est largement admis que des ajustements sont nécessaires, je serai bien évidemment à votre disposition».

Suivi des dépenses liées au climat: «C'est un problème auquel nous devons nous attaquer et je prendrai des mesures spécifiques à cet effet. [...] Nous devons élaborer nos programmes de manière plus claire, car alors de nombreux projets très importants verront le jour». Nous devons «veiller à ce que nos flux de financement se complètent».

En ce qui concerne la Banque européenne d'investissement (BEI), «l'un des éléments [...] pourrait être de renoncer à accorder des prêts, des garanties, des produits financiers ou autres pour la construction de sites de production d'énergie fonctionnant au charbon ou au lignite».

«L'une de mes priorités dans les négociations du CFP sera d'inclure le nouveau Fonds pour une transition juste. Le budget de l'Union montrera la voie à suivre et acheminera les fonds vers les régions et les communautés qui en ont le plus besoin». «Nous voulons apporter notre soutien aux régions dont les émissions de CO₂ sont élevées».

«Nous devons aider certains pays à améliorer leur taux d'absorption afin que les fonds disponibles soient effectivement utilisés».

Modernisation et numérisation

Un cycle budgétaire axé sur les politiques et les données

«Je m'engage à améliorer la relation entre les résultats des programmes de dépenses et la planification budgétaire, l'exécution du budget et l'établissement de rapports budgétaires. Je conviens également qu'un tel cadre budgétaire devrait être clairement axé sur les politiques et permettre un véritable réajustement des programmes en fonction des priorités politiques sur la base des informations relatives aux résultats et de leur évaluation».

«Si les États membres demeurent responsables de la gestion partagée, je m'efforcerai également d'obtenir un aperçu plus complet des dépenses et des données clés».

Pour accélérer la procédure de décharge: «L'un des facteurs est de savoir si l'État membre est en mesure de fournir les données assez rapidement».

«Nous avons pris acte de vos recommandations visant à améliorer et à rationaliser les rapports de la Commission. Je m'efforcerai tout particulièrement d'y remédier en ce qui concerne les rapports annuels d'activité de chaque direction générale, les déclarations programmatiques accompagnant le projet de budget et le rapport annuel sur la gestion et la performance».

Administration numérique

«Le paysage des systèmes informatiques est très varié. L'une des tâches majeures pour l'avenir [...] est d'essayer d'harmoniser tous les différents systèmes existants [...] il ne s'agit pas seulement de [...] numérisation au sein de la Commission, mais d'interopérabilité avec les systèmes dont disposent nos États membres et avec leurs institutions

respectives; ce qui devrait nous permettre d'être plus rapides dans l'établissement de rapports».

«Je veillerai [...] à ce que la Commission dispose des outils et des capacités nécessaires pour réaliser sa transformation numérique sans s'exposer à de nouveaux risques».

Stratégie en matière de ressources humaines

«Dans un avenir proche, nous aurons une stratégie en matière de ressources humaines que nous vous présenterons». «Nous devons examiner comment ces positions peuvent être rendues plus attrayantes». «Actuellement, dix nationalités des États membres antérieures à 2004 sont nettement sous-représentées parmi les administrateurs des grades inférieurs à la Commission. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour inverser cette tendance au cours de cette législature». Perte de l'expérience des agents contractuels à la fin du contrat: «un problème qui doit être traité».

«La transparence, l'intégrité, la responsabilité, le professionnalisme et l'engagement envers l'intérêt public devraient demeurer les principes de notre administration. Je veillerai à ce que la Commission montre la voie en fixant des normes élevées pour ses membres et son personnel».

«[La] stratégie en matière de personnel [...] portera également sur les postes de direction et la manière dont ils sont pourvus, [...] malgré les dispositions du statut du personnel, des améliorations sont toujours possibles».

Charte de la diversité et de l'inclusion/discrimination/harcèlement: «Chaque cas particulier est un cas de trop, et nous devons donc former notre personnel et notre direction». «Nous avons créé, sur la base de la stratégie susmentionnée, des points de contact respectifs [...] mais des améliorations sont toujours possibles».

Dimension hommes-femmes

«Je m'engage à faire avancer l'égalité hommes-femmes». Quotas hommes/femmes: «Nous pourrions également appliquer cette mesure ici à Bruxelles».

Budgétisation sensible au genre: «J'ai tout intérêt à disposer de chiffres plus agrégés afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'égalité hommes-femmes, au moyen de notre budget, de nos États membres, de nos partenaires. [...] Je viendrai vers vous [...] afin que nous puissions travailler ensemble au sein d'un groupe de travail informel/formel dans le but de déterminer le type de mesures à prendre pour atteindre réellement nos objectifs dès maintenant. Je conviens que nous sommes à la traîne, mais c'est aussi dû à la complexité de notre mode de dépense, en particulier des nombreux projets à gestion partagée».

Protection des intérêts financiers de l'Union

«Il est impératif de mettre en place le mécanisme d'état de droit assurant la protection du budget de l'Union en cas de déficiences généralisées dans les États membres».

«Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'il soit distinct». «Il devrait rester valable même après le prochain CFP [...] c'est ce à quoi nous nous employons actuellement». «La Commission en exercice a décidé qu'une évaluation de l'état de droit serait effectuée pour tous les États membres [...] ce qui nous fournira une image complète qui nous évitera de donner l'impression de traitement inéquitable». «Être un médiateur impartial suppose de traiter tout le monde sur un pied d'égalité, quelle que soit la taille de l'État membre».

«Je consacrerai les ressources nécessaires à la coordination des actions des services de la Commission en matière de questions et d'affaires de conflits d'intérêts, ainsi qu'à l'établissement d'une relation plus étroite avec les États membres pour traiter les problèmes potentiels à un stade précoce».

L'absence de décharge du Conseil: «J'ai pris bonne note, je répondrai à cette question. Le Parlement est le chef de file dans ce domaine et nous devons obtenir le soutien de l'opinion publique à cet égard, afin de la sensibiliser à ce problème parce que le contribuable ne comprendra pas les causes de cette situation et cela nous aidera à trouver une solution plus rapide».

«La part de la fraude parmi les erreurs est inférieure à 1 %, mais ce chiffre reste trop élevé; l'idéal serait un taux de 0 %, mais il est important [...] de faire la distinction entre erreur et fraude. [...] même s'il y a erreur, des corrections financières doivent être apportées. L'une des raisons pour lesquelles des erreurs subsistent, pour lesquelles un risque d'erreur persiste, c'est que nos réglementations sont parfois trop complexes, trop difficiles. La simplification est une question majeure. [...] Nous sommes sur une bonne voie, mais il reste encore beaucoup à faire».

«La bonne gestion financière et la lutte contre l'utilisation abusive des fonds doivent être assurées dans le respect des normes les plus élevées, tout en s'efforçant de maintenir la proportionnalité et le rapport coût-efficacité des contrôles.»

«Si la BEI recourt aux fonds de l'Union pour certains projets, la Cour a la possibilité de contrôler les projets spécifiques».

«En ce qui concerne le personnel de l'OLAF [Office européen de lutte antifraude] et du Parquet européen, [...] ils

travailleront de concert». «Le Parquet européen doit être opérationnel et nous verrons ensuite quels sont les besoins supplémentaires. Mais, en général, l'OLAF est extrêmement important pour son travail d'enquête, et ce sera le cas à l'avenir, et la plus grande partie de son personnel restera à Bruxelles». Adhésion au Parquet européen: «En ce qui concerne [...] les non-membres, je ne peux pas les forcer, mais je ne manquerai aucune occasion de les encourager à adhérer au Parquet. En fin de compte, il s'agit aussi d'une question de réputation pour les pays qui n'ont pas adhéré au Parquet, et, à long terme, il n'est pas dans leur intérêt de rester en marge». «Il est important que le Parquet devienne opérationnel. Il le sera d'ici le 1^{er} janvier 2020».

«La Commission applique une politique de tolérance zéro à l'égard des infractions [...] en ce qui concerne les ressources propres et poursuit strictement toute irrégularité. Je suis déterminé à poursuivre cette politique.»

Relations interinstitutionnelles et amélioration de l'élaboration des politiques

«Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer une médiation ouverte, honnête et impartiale entre les deux branches de l'autorité budgétaire».

Améliorer les négociations budgétaires annuelles: «Je suis tout à fait d'accord, et je comprends parfaitement votre insatisfaction, [...] c'est vraiment contrariant si vous avez un délai de conciliation, mais que celui-ci n'est pas utilisé et [...] au tout dernier moment, vous vous retrouvez devant un quasi fait accompli. Je ferai tout mon possible pour éviter cela, pour organiser des réunions différentes, ou du moins pour faire pression en faveur de réunions différentes, mais aussi pour essayer de déterminer quels sont les problèmes techniques qui peuvent être résolus rapidement, et les questions moins hautement politiques qui peuvent être résolues plus rapidement, afin de n'aboutir finalement qu'aux deux ou trois thèmes principaux qui sont apparemment contestés ou attaqués par le Conseil ou le Parlement. Nous pourrions alors vraiment profiter de ces trois semaines pour parvenir à un accord.»

«Le budget, pour moi, c'est la politique en chiffres».

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en novembre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administratrice responsable: Alix DELASNERIE; assistante éditoriale: Anna DEMBEK.
Contact: poldep-budg@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.
IP/D/BUDG-CONT/2019-01
Version imprimée ISBN 978-92-846-5667-7 | doi:10.2861/753718 | QA-02-19-810-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5666-0 | doi:10.2861/793354 | QA-02-19-810-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **PHIL HOGAN** Commissaire désigné Commerce



Le commissaire désigné, Phil Hogan, s'est présenté devant le Parlement européen le 30 septembre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission du commerce international (INTA). Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont soulignés dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- des conditions de concurrence équitables pour tous;
- renforcer le leadership mondial de l'Europe;
- le commerce au service du développement durable et de l'action pour le climat; et
- accroître la transparence du commerce.

Veuillez noter que les citations indiquées dans le présent document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).



Conditions de concurrence équitables pour tous

Multilatéralisme et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

«Nous devons tout d'abord soutenir un environnement commercial stable, prévisible et fondé sur des règles, par le renforcement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).» [...] «Si cette proposition est confirmée, je ferai donc de mon mieux pour empêcher l'effondrement du mécanisme de règlement des différends de l'OMC et trouver une solution systémique en vue de réformer l'Organe d'appel. Parallèlement, je travaillerai d'arrache-pied avec les autres membres de l'OMC pour redynamiser la fonction de négociation de cette organisation. Nous devons d'abord nous concentrer sur la conclusion des négociations concernant les subventions au secteur de la pêche, comme le prévoit l'objectif de développement durable 14.6. La réglementation intérieure dans le domaine des services et de la facilitation des investissements nécessitera une impulsion supplémentaire [...]»

Airbus/Boeing: «Je demanderais aux États-Unis de négocier avec nous, plutôt que de mener une guerre commerciale au coup pour coup.»

Tribunal multilatéral des investissements: «[...] nous sommes en effet favorables à la création des tribunaux multilatéraux, et les travaux qui s'imposent sont en cours [...]»

Commerce électronique

«J'ai également hâte de travailler avec d'autres afin de faire avancer les négociations sur le commerce électronique, et de préparer une initiative dans la seconde moitié de 2020 pour tracer une nouvelle voie pour l'OMC.»

«Je travaillerai avec la vice-présidente Vestager afin de mettre au point un outil qui remédiera aux effets de distorsion des subventions étrangères dans le domaine numérique, en particulier dans notre propre marché intérieur, et à la manière dont les entreprises publiques en Chine, par exemple, ont été utilisées à cette fin dans le marché intérieur de l'Union européenne.»

Pratiques commerciales déloyales

«Je partage également votre inquiétude concernant le fait que nous devrions redoubler d'efforts en faveur des petites et moyennes entreprises.»

«Nous devons favoriser des conditions commerciales réciproques et une concurrence loyale par l'uniformisation des règles du jeu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Par exemple, l'utilisation d'instruments tels que l'instrument relatif aux marchés publics internationaux, [...]. Nous devons également combattre la concurrence déloyale en nous attaquant plus énergiquement aux subventions étrangères qui ont une incidence sur les entreprises de l'Union [...]»

Filtrage des investissements directs étrangers

«Nous devons également renforcer la sécurité de nos infrastructures critiques et de notre base technologique, comme indiqué dans la communication sur la Chine de mars 2019. Nous avons amélioré notre boîte à outils interne grâce à des mesures telles que le mécanisme de l'Union sur le

filtrage des investissements, et nous travaillons aux moyens de remédier aux effets de distorsion de la propriété publique étrangère et des subventions étrangères sur le marché intérieur.»

«J'aimerais qu'une approche coordonnée et harmonisée soit adoptée pour tous les États membres de l'Union européenne. [...] Nous devons conjuguer nos efforts afin de déterminer si nous pouvons obtenir une position de l'Union à ce sujet, car il est essentiel de renforcer ce mécanisme de filtrage particulier si nous voulons protéger nos technologies et notre infrastructure critiques.»

Application

«Je crois donc qu'il est essentiel que nous redoublions d'efforts pour appliquer et faire respecter les accords existants. La nomination d'un responsable du respect des accords commerciaux créera un point central pour ce travail et je lui demanderai de travailler en étroite collaboration avec vous pour faire avancer notre programme en matière de respect des accords.»

«J'aimerais poursuivre ce travail dès que possible en 2020. Nous devrions collaborer avec la commission et tous les acteurs concernés afin de déterminer les critères du mandat que nous pouvons définir dans le cadre de ce nouveau poste particulier. Il devrait être politiquement responsable, [...]»

«Il pourrait s'agir d'un poste de directeur général adjoint à la direction générale du commerce, et le mandat de ce dernier lui conférerait un certain pouvoir par rapport au poste.»

«[...] il ne disposera pas des ressources susceptibles de faire double emploi avec un médiateur de l'Union européenne ou une procédure de plainte particulière. Mais je suis disposé à discuter de vos préoccupations concernant la possibilité d'une approche plus ciblée à l'égard de ces plaintes [...]»

«nous disposerons d'un système de surveillance de notre SPG pour nous assurer que les investissements sont responsables dans ces pays, et que le dumping n'y est pas pratiqué comme nous en accusons souvent les autres. [...] Nous tenons beaucoup à mener la réforme sur la base de l'évaluation réalisée en 2018 par votre commission et par la Commission européenne et le Parlement conjointement [...]»

Renforcer le leadership mondial de l'Europe

«Notre façon de commercer témoigne de notre identité, de nos valeurs et de nos croyances. [...] L'Union européenne devra être un acteur mondial plus fort et nous devons renforcer le leadership mondial de l'Europe sur le plan commercial. Chaque aspect de la politique commerciale de l'Union devrait démontrer, aux niveaux local et mondial, l'ampleur de notre engagement en faveur de la paix, de la prospérité et de la lutte contre la dégradation de l'environnement.»

États-Unis

«Je suis résolu à travailler en vue de l'élaboration d'un programme transatlantique positif et je serai ouvert à un règlement rapide des différends commerciaux avec mon homologue américain.»

«Je suis disposé à collaborer avec les États-Unis sur le plan politique afin de résoudre nos différends commerciaux, [...] tout en défendant les intérêts de l'Union européenne. La solution consiste, à mon avis, à se concentrer sans relâche sur la dimension mutuellement bénéfique, et la conclusion récente d'un accord [...] sur la viande bovine en juillet dernier illustre clairement non seulement la volonté de l'Union européenne de résoudre un problème [...], mais également de le faire par le dialogue et la coopération.»

Chine

«Je mènerai un dialogue et un engagement actifs, notamment dans des domaines d'intérêt commun tels que le changement climatique, la protection de l'environnement, la réforme de l'OMC, ainsi que la discipline sur les subventions industrielles. J'accorderai également la priorité aux négociations en cours sur les investissements, dans le but de rééquilibrer nos relations d'investissement avec la Chine. Nous devons défendre avec fermeté nos intérêts et nos valeurs, et je suis bien conscient des inquiétudes de ce Parlement à cet égard. Notre approche à l'égard de la Chine devrait consister à rééquilibrer nos relations commerciales et à lutter contre les pratiques commerciales déloyales. Je n'hésiterai pas à recourir à nos instruments de défense commerciale à cette fin, et nos relations devraient être fondées sur une réciprocité efficace en ce qui concerne l'accès des entreprises et des investisseurs aux marchés et aux possibilités offertes.»

«C'est donc une priorité pour moi et pour la Commission que, dans le contexte de la conclusion d'un accord d'investissement d'ici la fin de 2020, nous incluions les questions que vous avez mentionnées.»

«la définition de l'état de développement d'un pays fait à nouveau l'objet de discussions. [...] Tant que des pays seront à la recherche d'un traitement spécial et différencié, celui-ci devrait être fondé sur les besoins et les faits plutôt que sur certaines des économies les plus puissantes qui figurent actuellement dans cette catégorie.»

Afrique

«L'Afrique doit devenir une priorité encore plus grande pour nous aussi. L'alliance Afrique-Europe, récemment conclue sur la base d'un partenariat politique et d'investissement d'égal à égal, montre la voie à suivre.»

«[...] Je pense que demain sera un nouveau jour pour ce qui est de la coopération avec l'Afrique de l'Est dans le cadre de l'élaboration d'un nouvel APE, et peut-être pourrions-nous passer à un accord de libre-échange, qui inclurait toutes les questions que vous avez mentionnées, y compris l'égalité hommes-femmes.»

Autres pays et questions

«Dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dans l'ensemble, je ne constate pas de progrès d'une région à l'autre, mais des progrès considérables à l'échelle des pays.»

«Nous devons également veiller à ce que les accords conclus avec nos voisins orientaux tiennent pleinement leurs promesses, tout en continuant à étoffer notre ambition de créer des zones de libre-échange approfondi et complet avec nos partenaires du sud de la Méditerranée.»

Brexit: «[...] la Commission s'est préparée de manière exhaustive en vue d'un Brexit sans accord. [...] compte tenu de la taille et de la proximité de ce marché, tout accord de libre-échange devra être subordonné à des garanties sur les normes. [...] Est-ce une sorte de ligne rouge pour nous, surtout si nous tenons compte de la tentation du côté britannique d'aller vers une divergence réglementaire plutôt qu'une convergence. [...]. Le Parlement européen et le Conseil européen auront donc, j'en suis sûr, beaucoup à dire sur le mandat qui sera conféré au commissaire au commerce en vue de négocier [...].»

Le commerce au service du développement durable et de l'action pour le climat

«[...] Le commerce doit non seulement être équitable et ouvert, mais aussi durable. La politique commerciale doit contribuer à relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, la protection de l'environnement et le renforcement des normes du travail. C'est pourquoi les chapitres consacrés au développement durable dans chacun de nos accords, assortis de leurs engagements contraignants sur le travail et l'environnement, sont si importants. Pour atteindre ces objectifs, je serai disposé à faire pleinement usage des différents instruments à notre disposition, au moyen de préférences commerciales, d'accords commerciaux bilatéraux, d'actions au niveau multilatéral, par exemple sur l'ouverture des marchés des biens et services environnementaux, afin de nous permettre de respecter nos engagements internationaux en matière de climat et d'environnement. Si cette proposition est confirmée, je compte également travailler avec vous au renouvellement de notre système de préférences généralisées, qui offre un accès préférentiel aux exportations des pays en développement et des pays les moins avancés.»

«L'un de mes objectifs, dans le cadre du processus de l'OMC, sera certainement d'intégrer les objectifs de développement durable dans notre programme de travail pour l'OMC [...] le plan en 15 points [...] sur [...] le chapitre consacré au commerce et au développement durable me tient vraiment à cœur. Il exige une participation accrue de la société civile [...] afin de veiller à ce que nous donnions suite aux plaintes, y compris par un appui financier.»

«L'accord du Mercosur est certainement celui dans le cadre duquel nous effectuerons une évaluation de l'impact sur le développement durable, une analyse économique, et toutes ces informations seront disponibles. Nous ferons également une évaluation de l'effet cumulatif en 2020, afin de déterminer les retombées de tous les accords commerciaux, y compris le Mercosur, pour les agriculteurs en fonction de leurs activités et de leur vulnérabilité dans des secteurs de produits de base donnés.»

«Nous sommes tous consternés par la situation en Amazonie, mais nous ne disposons pas pour l'instant, en dehors de l'Union européenne, des outils nécessaires pour y faire face efficacement; nous avons besoin d'exercer une certaine influence par la politique commerciale, et je pense que la phase finale de ratification est celle qui nous donnera un grand pouvoir.»

Principe de précaution: «Nous les avons finalement persuadés de le faire puisque la question devenait litigieuse pour la partie européenne et qu'il n'y aurait pas eu d'accord, à mon avis, sans cette disposition [...]»

Taxe carbone aux frontières: «L'objectif est d'éviter les fuites de carbone et de veiller à ce que les entreprises du secteur puissent bénéficier de conditions de concurrence équitables, en associant cette taxe aux quotas gratuits du régime d'échange de droits d'émissions, car ceux-ci ne sont assortis d'aucun coût devant faire l'objet d'un ajustement. [...] La politique commerciale du point de vue de son implication est certainement un sujet que je devrai élucider et sur lequel je devrai travailler étroitement avec M. Timmermans et M. Gentiloni. [...] Il nous faudra examiner de très près les options qui s'offrent à nous, car nous ne voulons pas nous retrouver dans une situation où nous faisons tout ce que nous devrions faire alors que nos concurrents dans le monde ne font rien.»

«La politique commerciale peut, bien évidemment, contribuer davantage à exercer un effet de levier sur les droits de l'homme, la torture ou d'autres questions, telles que l'égalité hommes-femmes. Il s'agit là de questions importantes, pour lesquelles le commerce peut jouer son rôle. Si vous décidez d'exercer dans cette commission un droit d'initiative dans ce domaine, je me ferai un plaisir de l'appuyer.» [...] J'ai donc hâte de travailler avec cette commission, si elle en fait une priorité, pour ce qui est de l'appui technique, des rapports ou des auditions nécessaires pour élaborer sa proposition en matière de diligence raisonnable. Mes services seront, je l'espère, utiles à cet égard, et j'encourage vivement cette initiative.»

«[...] et si cette commission décide de donner la priorité à cette initiative dans le cadre de votre programme de travail pour l'avenir, ainsi que d'une initiative prise par le Parlement européen, conformément aux orientations politiques de M^{me} von der Leyen, présidente élue, je serai très heureux de discuter avec vous de la portée de cette proposition.»

«Oui, je mettrai à profit le grand succès de M^{me} Malmström dans le domaine de l'égalité hommes-femmes. [...] J'ai l'intention, dans le cadre de l'élaboration des politiques, de charger mes services de prendre en compte l'incidence sexospécifique lorsque des initiatives politiques seront prises à l'avenir.»

«J'aimerais que nos conventions internationales et nos accords internationaux soient inscrits dans nos accords de

libre-échange et qu'ils puissent être appliqués au niveau multilatéral ou bilatéral, au moyen de disciplines [...] pour les chapitres consacrés au développement durable.»

«[...] je vous promets que nous consulterons toutes les parties prenantes, y compris ce Parlement et cette commission, ainsi que le Conseil.»

«Pour la première fois dans un accord de libre-échange, cette disposition particulière figurait dans l'accord de 2009. L'Union européenne l'a maintenant invoquée [...] afin de se doter d'un plan d'action qui lui permettrait de faire en sorte que la Corée du Sud respecte ses engagements dans chaque chapitre. Nous passons donc à l'étape suivante, qui est un mécanisme de règlement des différends qui soit conforme aux dispositions convenues dans l'accord.»

Accroître la transparence du commerce

«Je continuerai à miser sur la transparence avec laquelle la politique commerciale a été élaborée au cours de la dernière législature. Je me présenterai régulièrement devant cette commission et en séance plénière pour répondre aux questions qui vous intéressent. Je m'assurerai également que vous disposez en temps utile de toutes les informations dont vous aurez besoin. [...] Je soutiendrai le Conseil en l'encourageant à écouter vos avis, en faisant avancer les dossiers législatifs et en évitant l'application provisoire d'accords commerciaux avant que vous n'ayez eu l'occasion de donner votre approbation. Et je travaillerai avec vous pour projeter, expliquer et promouvoir notre politique commerciale à travers l'Europe et au-delà. Une communication précise et professionnelle de nos relations commerciales est importante. Nous sommes donc ouverts à toutes les discussions nécessaires pour faire connaître les avantages du commerce.»

«Je me ferai un plaisir d'appuyer cette initiative de commerce équitable et éthique [...] et je suis très heureux d'apporter à nouveau mon soutien à ces prix en 2020 et au-delà. [...]. Le commerce [...] tire parti d'un grand nombre d'autres mesures importantes que nous voulons intégrer dans ces accords dans le cadre de nos autres politiques sur les biens publics [...]. Je vous promets, par conséquent, que nous consulterons toutes les parties prenantes, y compris ce Parlement et cette commission, ainsi que le Conseil.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.
Administrateur responsable: Mario DAMEN; assistant éditorial: Jan MUYLDERMANS.
Contact(s): poldep-expo@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.
DG EXPO/B/PolDep/Note/2019_96

Version imprimée ISBN 978-92-846-5636-3 | doi:10.2861/059195 | QA-02-19-804-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5635-6 | doi:10.2861/325706 | QA-02-19-804-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **MARIYA GABRIEL** Commissaire désignée Innovation, recherche, culture, éducation et jeunesse



La commissaire désignée, Mariya Gabriel, s'est exprimée devant le Parlement européen le 30 septembre 2019 afin de répondre aux questions des députés européens membres de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) et de la commission de la culture et de l'éducation (CULT). Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille¹, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- éducation, recherche et innovation; et
- culture, jeunesse et sports.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Département thématique des politiques structurelles et de cohésion

Auteurs: Frédéric Gouardères, Pierre Hériard, Katarzyna Iskra

Direction générale des politiques internes de l'Union

PE 638.438 - novembre 2019



Éducation, recherche et innovation

Parvenir rapidement à un accord sur le futur programme Horizon Europe et assurer sa mise en œuvre intégrale

«[...] aucune décision ne sera prise sans que le Parlement ait été consulté au préalable et ait été tenu au courant.»

«Concernant le budget, je me situe clairement du côté du Parlement européen. Je défendrai vigoureusement l'augmentation du budget pour le programme Horizon Europe, parce qu'il va falloir bien le comprendre, le budget pour Horizon Europe, ce n'est pas une dépense, c'est un investissement.»

«Dès lors, j'entends travailler extrêmement étroitement avec le Parlement, et ce dès maintenant. Je n'attendrai pas que, par exemple, les missions commencent en 2021 pour tenir au courant le Parlement de ce qui se passe. C'est pour cela que j'ai proposé pour les conseils de mission, les *mission boards*, de désigner chaque fois une personne qui sera l'interface du Parlement pour pouvoir répondre à tout moment et indiquer quelles sont les évolutions et comment les décisions sont prises.»

«Ensuite, pour aller encore plus loin, je voudrais insister sur la possibilité de lancer une campagne d'information et faire en sorte que la science aille à la rencontre des jeunes. C'est pourquoi j'organiserai une initiative «Science meets regions» «Science and school» pour que les chercheurs montrent à nos jeunes les résultats de leur recherche et ainsi les inciter à emprunter cette voie.»

«Quant aux sciences humaines et sociales, je suis très claire: je veux les intégrer tout au long du programme Horizon Europe, pas seulement dans les missions, mais aussi dans le 1^{er} et le 3^e piliers. D'abord, parce que je voudrais ne pas les mettre en silo. Je voudrais qu'elles soient prises en compte à chaque fois qu'on va essayer d'innover dans le cadre du 3^e pilier ou qu'on aura des missions dans le cadre du 2^e pilier.»

«Si nous voulons vraiment nous assurer qu'il n'y aura pas de sélection qui ne respecte pas les critères auxquels nous croyons, pour moi, il y a un seul mot: c'est la transparence. Si nous voulons vraiment savoir comment le Conseil européen de l'innovation sélectionne ces projets, nous devons recevoir régulièrement des informations sur le processus de sélection.»

« [...] je voudrais prendre un vrai engagement avec mes services, avant la mise en œuvre d'«Horizon Europe», de nous rendre dans les régions, dans les différents pays, et de parler d'«Horizon Europe». »

Garantir des flux d'investissement suffisants en faveur de la recherche de rupture et des innovations révolutionnaires

«Je serai donc extrêmement attentive à ce que, dans le cadre de la prochaine stratégie industrielle, grâce à la recherche et à l'innovation, l'Europe investisse intelligemment, l'Europe compte sur ses atouts, mais que l'Europe aussi n'hésite pas à être à la tête de la prochaine vague de l'innovation.»

Bâtir un véritable espace européen de la recherche

«Je voudrais revitaliser l'espace européen de la recherche.»

« [...] je souhaite vraiment contribuer à revitaliser l'espace européen de la recherche: l'une des questions que je voudrais mettre au premier plan, c'est exactement la fuite des cerveaux et la manière d'attirer et de retenir les talents.»

«Ensuite, je toucherai à une question beaucoup plus sensible, c'est les salaires des chercheurs. Nous avons pris l'engagement de faire une étude, de suivre l'évolution et je suis sûre que cette évolution va nous donner beaucoup d'enseignements pour pouvoir agir plus rapidement.»

«[...] nous nous engageons à songer à [une] mesure incitative, une bourse qui permettra à un chercheur de retourner dans son pays et d'y faire de la recherche.»

«La Commission publiera une communication sur l'espace européen de la recherche au deuxième semestre de l'année 2020.»

Veiller à ce que les priorités en matière de recherche, de politique et d'économie aillent de pair

«Dans le prochain programme Horizon Europe, les PME seront une cible privilégiée du troisième pilier «Europe innovante», grâce à la création du Conseil européen de l'innovation. Nous avons pour ambition de créer un guichet unique pour les PME, afin qu'elles puissent nous proposer des idées et des produits innovants et que nous puissions les aider à accéder plus rapidement au marché. Elles peuvent par ailleurs participer à d'autres activités. Je pense par exemple à l'Institut européen d'innovation et de technologie et aux différentes communautés de la connaissance et de l'innovation (KIC). Nous devons assurer des synergies entre les deux.»

«Nous devons aider les régions grandes consommatrices d'énergie et les régions charbonnières dans leur transition vers une économie sobre en carbone, nous devons leur fournir des compétences. L'éducation et l'apprentissage auront ici un rôle primordial. Nous devons faire en sorte que ces régions puissent compter sur des ressources pour ne pas perdre du tout leur compétitivité.»

«Je soutiendrai les technologies spatiales, d'autant plus que leur potentiel est immense, mais aussi et surtout parce que les services spatiaux ouvrent des débouchés sur de nouveaux marchés et de nouvelles applications.»

«J'insisterai sur le Conseil européen de l'innovation comme guichet unique où les PME auront un accès, ce sera le groupe cible. D'autant plus que le Parlement a été très clair: 70 pour cent du budget sera consacré aux PME.»

«Maintenant, ce à quoi je voudrais arriver, c'est que les PME dans toutes les régions soient informées de ces possibilités, qu'il soit clair qu'on ne forme pas des clubs fermés. C'est pour cela aussi que je porterai une attention particulière aux activités de l'Institut européen de l'innovation, parce qu'ils ont aussi des initiatives qui visent l'innovation régionale. Ils visent aussi les petites et les moyennes entreprises.»

«Nous sommes très forts en sciences, nous sommes à la pointe en matière scientifique. Et en même temps, il faut chérir la science, car c'est notre matière première. Mais nous avons pris du retard en ce qui concerne l'innovation. Dès lors, je mettrai un accent très fort sur le changement nécessaire pour pouvoir intégrer cette culture de l'exploitation et de la commercialisation, le plus tôt possible, y compris dans les universités.»

«Si on veut réussir la transition climatique, si on veut avoir ce fameux pacte vert européen, ça ne pourra pas se faire sans la recherche et l'innovation. C'est pour cela que, évidemment, je soutiendrai tous ces projets qui vont nous permettre de réduire les émissions, d'avoir des investissements en hydrogène, d'avoir aussi peut-être d'autres solutions dont nous ne sommes pas encore au courant.»

«Si l'on veut vraiment réussir à être autonome, si l'on veut prendre la nouvelle vague de l'innovation, c'est le moment d'investir. L'Europe a ses atouts et c'est maintenant le moment d'investir pour pouvoir ensuite assurer notre souveraineté technologique.»

Soutenir l'objectif de triplement du programme Erasmus+

«Je soutiendrai fermement le triplement du budget, tel qu'il a été défendu par le Parlement européen et pris comme engagement par la présidente élue.»

Pour un programme Erasmus+ plus vert et plus inclusif

«Je proposerai aussi un Erasmus vert. Je pense que notre jeunesse nous a envoyé un message très fort: la défense de l'environnement et le changement de nos habitudes exigent que nous agissions. Voilà une idée concrète.»

«Erasmus, c'est un symbole dont nous sommes fiers. Je soutiendrai toutes les mesures visant à favoriser l'inclusivité tant en matière d'enseignement et de formation professionnelle que pour les enseignants [...]. À un moment donné, je voudrais vraiment avoir plus de projets qui prennent en compte les spécificités locales des communautés mais surtout se multiplient [...]. Je voudrais vraiment que le programme Erasmus mette l'accent sur les formes non formelles, les petites organisations et le niveau local pour pouvoir permettre l'ouverture pour la première fois à des projets différents.»

Faire de l'espace européen de l'éducation une réalité d'ici 2025

«Je voudrais aussi insister ici sur la nouvelle idée d'avoir un espace européen de l'éducation. Dès à présent, nous devons intégrer la dimension "recherche" dans le nouveau concept des universités européennes.»

«J'aimerais vraiment introduire la carte d'étudiant européenne à l'horizon 2021 [...] en complément des cartes nationales [...] afin que chaque étudiant puisse également l'utiliser à l'étranger.»

Promouvoir l'excellence et la mise en réseau des universités européennes

«Pour ce qui est des universités européennes, nous sommes vraiment au tout début d'un chemin [...]. L'une des premières

questions que je leur poserai, c'est la suivante: est-ce que vous partagez une vision stratégique et est-ce que vous allez dans la même direction? Est-ce que nous voulons tous avoir des programmes stratégiques communs qui permettent que l'enseignement et la formation professionnelle soient pris en considération?»

«On n'apprend pas uniquement entre les quatre murs d'une école, d'une université ou dans notre lieu de travail, il y a aussi le concept de l'apprentissage tout au long de la vie, le concept d'avoir des compétences sans faire une distinction par rapport à l'âge [...]. Tel est aussi l'objectif de notre programme Erasmus+ et je veillerai aussi à ce qu'il y ait plus d'ouverture [...]. Il est important de diversifier les carrières, de personnaliser les parcours. Je serai attentive sur la manière dont les universités européennes vont prendre cela en compte.»

«Je défendrai avec toutes mes forces la liberté académique. Je défendrai la possibilité que la recherche soit guidée par la curiosité [...]. C'est une chose à laquelle je tiens. Ce n'est pas seulement par rapport à la liberté de faire de la recherche, mais aussi au mode de financement, c'est un de nos principes. Ce n'est pas un hasard si nous avons des chartes au niveau européen: nous avons des droits fondamentaux, et je compte vraiment faire de mon mieux pour pouvoir les respecter.»

«J'accorderai une attention particulière à la recherche qui nous permettra de faire des percées. C'est pour cela que j'ai cité le Conseil européen de la recherche et que j'insiste sur l'importance de garder le *Frontier Research*.»

«[La question de la science ouverte] m'est chère et j'y travaillerai. [...] Je pense, par exemple, dans le cadre européen de la recherche, à la manière d'encourager les chercheurs qui soutiennent la science ouverte [...].»

Diriger la mise à jour du plan d'action en matière d'éducation numérique

«La pensée critique vous permet de prendre des décisions éclairées. C'est quelque chose que nous chérissons, et je voudrais continuer dans cette direction-là. S'agissant du prochain plan en matière d'éducation numérique, je voudrais l'actualiser dans un an, pour avoir plutôt une action sur l'éducation aux médias. Pour moi, c'est l'élément clé pour combattre la désinformation.»

«Ensuite, concernant les fake news et la désinformation, vous touchez vraiment à une question qui est chère à mon cœur. Je veillerai toujours, et je reste très claire, à cet équilibre entre liberté d'expression, droit d'accès à l'information, mais aussi transparence et responsabilité.»

Culture, jeunesse et sports

Assurer la mise en œuvre intégrale du nouvel agenda européen de la culture

«La culture pour moi sera toujours au plus haut de mon agenda. La culture, c'est notre chance de pouvoir travailler à une Europe plus inclusive,

une Europe plus innovante, qui nous permettront de faire face aux nouveaux défis mondiaux.»

Définir des moyens de renforcer l'engagement de l'Europe en faveur de la préservation et de la protection de notre patrimoine culturel

«C'est par la préservation de notre patrimoine, le soutien à la créativité de nos artistes, la promotion de l'innovation technologique dans les domaines artistiques que nous continuerons à construire des sociétés européennes plus unies, plus apaisées, plus fortes dans un monde de plus en plus imprévisible.»

«Ensuite, j'accorderai évidemment une attention à la numérisation du patrimoine culturel. [...] je ferai aussi référence à "Europeana". Nous avons lancé de très belles initiatives ensemble. Il est nécessaire de rendre cet espace plus attrayant pour les jeunes, plus attrayant aussi pour ceux qui n'ont pas accès à la culture.»

«Dans le cadre d'action sur le patrimoine culturel, j'insisterai sur le premier pilier: renforcer l'inclusivité. Cela passe par le numérique, mais cela passe aussi par de nouveaux partenariats. J'ai pensé à un partenariat avec les capitales européennes de l'innovation, par exemple.»

Promouvoir les industries créatives en tant que catalyseur de l'innovation, de l'emploi et de la croissance

«Le portefeuille que voudrait me confier M^{me} la présidente élue [...] intègre des programmes phares: des programmes tels qu'Horizon Europe, Erasmus, Creative Europe ou DiscoverEU. Ceux-ci forment un ensemble cohérent et il conviendra d'en développer les synergies nécessaires et de les optimiser pour le faire fonctionner. Le dénominateur commun entre ces domaines est qu'ils touchent les citoyens dans leur quotidien, qu'ils incarnent l'Europe des talents mais aussi l'Europe des cœurs.»

«Je resterai fidèle à l'augmentation [du budget d'Europe créative] telle que nous l'avons demandée, pour l'obtenir, la sécuriser puis en maximiser l'impact par le biais d'autres programmes tels que prévus dans Horizon Europe.»

«Je commencerai en affirmant mon soutien ferme aux PME, notamment en ce qui concerne la culture, parce que je pense que c'est là que nous pouvons véritablement compter sur la créativité et sur l'innovation. Dans le cadre d'Europe créative, il y aura cette idée des laboratoires de créativité et d'innovation [...] Je m'attends à ce que les PME y aient un accès privilégié. [...] Il est également important de s'assurer qu'elles obtiennent leur juste part dans le cadre du programme

Horizon Europe. Nous devons également accroître la visibilité des programmes qui fonctionnent déjà.»

«Nous devons en effet ici synchroniser au maximum nos actions avec la commissaire désignée Goulard. [...] ce que je m'efforcerai de faire, c'est vraiment de créer plus de synergies avec les possibilités qui existent dans le cadre d'Horizon Europe.»

«L'Institut européen de l'innovation et de technologie a prévu de créer une nouvelle KIC [communauté de la connaissance et de l'innovation] en 2022 sur les industries créatives et culturelles. Il serait très important dès à présent de réfléchir aux synergies possibles, de voir comment ils peuvent coopérer, ensuite ils doivent coopérer avec ce qui est fait déjà au niveau d'Horizon Europe. Cela nécessitera d'être constamment en coordination, en coopération pour s'assurer que les aspects du contenu de l'audiovisuel ne restent pas dans le cadre uniquement du programme MEDIA mais permettent de trouver d'autres débouchés avec la recherche, l'innovation par Horizon Europe et par l'Institut européen d'innovation et de technologie.»

«Nous avons fait des exceptions, pour la recherche, pour l'éducation, pour les bibliothèques, pour le patrimoine culturel [dans la directive sur le droit d'auteur]. Je voudrais continuer à suivre le processus de plus près, pour voir quelle sera la mise en œuvre.»

«Aujourd'hui, nous avons besoin d'adapter nos règles [de la directive sur le commerce électronique] par rapport aux nouvelles réalités suite à la transformation numérique.»

Faire du sport – un outil d'inclusion et de bien-être

«Le volet sportif [d'Erasmus+] peut être très efficace pour l'intégration des migrants – nous avons des projets en cours – et de prévention, pour nos jeunes qui risquent d'être confrontés à la radicalisation ou au décrochage culturel.»

«Dans le domaine du sport [...] mon maître mot est l'inclusivité. Je veux veiller à l'inclusion des personnes à mobilité réduite.»

Favoriser la coopération culturelle dans le cadre de partenariats de l'Union avec les pays du monde entier

«La diplomatie culturelle est un véritable instrument *soft* qui nous permet de maintenir le dialogue. [...] Nos partenaires des Balkans occidentaux ont besoin d'entendre notre soutien en termes concrets. [...] Il y a une incroyable pépinière de jeunes talents là-bas. Les industries créatives et la culture sont très appréciées dans cette région du monde, et je pense qu'ici, nous pouvons vraiment continuer à avoir une coopération très étroite.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations figurant dans ce document sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.

Administrateurs responsables: Frédéric GOUARDERES, Pierre HERIARD, Katarzyna ISKRA; assistante éditoriale: Catherine NAAS.

Contacts: poldep-economy-science@ep.europa.eu; poldep-cohesion@europarl.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.

IP/A/ITRE/2019-04

Version imprimée ISBN 978-92-846-5557-1 | doi:10.2861/751266 | QA-04-19-609-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5558-8 | doi:10.2861/992911 | QA-04-19-609-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

NICOLAS SCHMIT

Commissaire désigné

Emploi et droits sociaux



Le commissaire désigné, Nicolas Schmit, s'est exprimé devant le Parlement européen le 1^{er} octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés des commissions de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) et des affaires économiques et monétaires (ECON). Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont soulignés dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui porte essentiellement sur les points suivants:

- renforcer la dimension sociale de l'Europe;

ainsi que d'autres points qu'il a soulevés au cours de l'audition, dont les suivants:

- favoriser l'emploi et la qualification de la main-d'œuvre;
- garantir des conditions de travail décentes ainsi que la santé et la sécurité au travail; et
- coopérer étroitement avec le Parlement européen.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#).



Renforcer la dimension sociale de l'Europe

Le socle européen des droits sociaux

«En étroite collaboration avec le Parlement, j'élaborerai un plan d'action pour la mise en œuvre du socle aussi bien au niveau de l'Union que dans chaque État membre, sur la base des réalisations de la Commission du président Juncker et des orientations politiques de la présidente élue von der Leyen.»

Un salaire minimum équitable

«Je proposerai un instrument juridique visant à faire en sorte que chaque travailleur de l'Union bénéficie d'un salaire minimum équitable. Il ne s'agit pas de fixer un seul niveau de salaire dans l'Union, et je me pencherai particulièrement sur les modèles sociaux des différents États membres.»

«[...] ce cadre pour les salaires minimum ne remettra nullement en cause [...] le système fondé sur la négociation collective, lequel prévoit de bons salaires dans les pays où il s'applique, et nous n'obligerons nullement ces pays à se défaire de leurs traditions très anciennes et bien établies.»

«Je pense que nous n'allons pas ébranler ou mettre ce système en difficulté en créant un cadre européen pour les salaires minimums. Nous devons préserver nos acquis. Évitez de corriger ce qui fonctionne bien. C'est donc une garantie que je peux vous donner.»

Régime européen de réassurance des prestations de chômage

«La résilience de l'Union économique et monétaire dépend des fonctions de stabilisation. Un futur régime européen de réassurance des prestations de chômage doit être conçu avec soin pour garantir une réaction rapide aux chocs tout en veillant à une protection appropriée contre le chômage.»

«Les chocs économiques, et très souvent asymétriques, font malheureusement partie intégrante de notre modèle économique. Et nous devons amortir ces chocs, c'est l'essentiel. Il ne s'agit pas d'organiser une sorte de transfert permanent de l'un à l'autre, mais de veiller, d'une part, à ce qu'en cas de chocs aussi asymétriques, l'économie concernée ne tombe pas dans un gouffre sans fond et, d'autre part, que les citoyens de cette économie aient accès à un filet de sécurité, même si l'État, pour des raisons financières et budgétaires, a des difficultés à continuer à le fournir.»

Autorité européenne du travail

«[...] l'Autorité européenne du travail nouvellement créée peut jouer un rôle important, en assurant la coopération entre les autorités nationales, notamment par la réalisation d'inspections communes. Il ressort des discussions qui ont eu lieu au sein de cette commission que la mise en place pratique de l'Autorité européenne du travail est une question qui préoccupe un grand nombre d'entre vous. Je vous garantis qu'elle sera rapidement mise en place et dotée des moyens suffisants lui permettant d'accomplir sa mission.»

Favoriser le dialogue social

«Le dialogue social devrait être encouragé à tous les niveaux, car celui-ci ne peut fonctionner au sein de l'Union que s'il repose sur des partenaires sociaux nationaux forts et autonomes. De même, la négociation collective devrait également être soutenue, étant donné qu'elle constitue une caractéristique importante de notre économie sociale de marché.»

«Dans ce contexte de bouleversement économique, il est important que nous veillions au respect des partenaires des deux côtés. L'Union européenne, la Commission, ont les moyens de le faire. Dans le contexte de ce renforcement des institutions, nous disposons d'un certain nombre d'options, y compris des options financières, qui doivent cibler en particulier les pays où le partenariat social est pratiquement inconnu.»

«Mon idée est de demander au Comité économique et social une étude sur le renforcement et la promotion de la négociation collective en Europe. L'OCDE travaille (également) sur cette question, tout comme l'OIT, et nous devons aussi nous inspirer de leurs conclusions.»

Le Fonds social européen+ (FSE+)

«L'investissement dans les ressources humaines doit être reconnu comme un investissement pour un avenir meilleur. Le Fonds social européen+ est le principal instrument de l'Union. Il s'agit d'un outil destiné à accompagner la mise en œuvre des principes du socle par la mise à disposition de ressources.»

«[...] certes, les fonds que nous devons consacrer au chômage des jeunes doivent l'être tout particulièrement dans les régions où le chômage des jeunes demeure un problème majeur. Les régions qui connaissent un très faible taux de chômage des jeunes peuvent remédier plus facilement à leur problème, mais c'est dans celles qui enregistrent un fort taux de chômage que nous devons concentrer nos ressources.»

Renforcer la protection sociale

«Tous les éléments du programme présenté [...] visent un seul objectif: renforcer la protection sociale [...] en Europe. Renforcer, réactiver le progrès social tout en l'adaptant à une économie, un environnement économique en pleine mutation, et en particulier à la mondialisation. Et nous ne pouvons nous montrer naïfs face à cette mondialisation, c'est pourquoi nous devons trouver nos propres idées, nos propres concepts sur la façon de [la] gérer.»

Définir une garantie européenne pour l'enfance

«La pauvreté des enfants détruit l'avenir de cette personne, parce qu'être un enfant pauvre signifie très souvent devenir un adulte pauvre. [...] Nous devons recentrer les actions [...] [existantes] [sur l'amélioration de la situation des enfants pauvres].»

[...] Nous devons d'abord les concentrer sur ceux qui en ont le plus besoin dans nos sociétés [...]. [...] J'imagine que nous pourrions fonder [notre approche] sur le travail accompli au Parlement européen en vue d'obtenir une sorte de recommandation. [...] J'ai compris que sans financement, il est impossible d'adopter une politique ambitieuse dans l'intérêt de tous. J'ai pris note des remarques du Parlement européen, et [...] j'en tiendrai à coup sûr compte dans la discussion, y compris avec le Conseil.»

Nomes relatives à un revenu minimum

«[...] Il y a [...] un intérêt commun à ce que chaque citoyen européen puisse vivre décemment, même si cette personne ne peut pas être demain sur le marché du travail et [...] gagner sa vie par elle-même, et nous devons donc veiller à respecter certains critères, des critères de référence, pour que chacun vive décemment. [...] Ils doivent tenir compte du niveau de vie global et du contexte, de la situation économique, financière, budgétaire, mais aussi garantir à chaque citoyen européen, où qu'il vive, une vie décente.»

Favoriser l'emploi et la qualification de la main-d'œuvre

Non-discrimination et inclusion

«Je favoriserai un marché du travail européen qui garantisse l'accès et de bonnes perspectives pour tous et en particulier pour les personnes handicapées, les migrants, les communautés roms et les plus démunis.»

«[...] soyez sûrs que je me battraï [...] pour veiller à l'application et au respect effectifs de ce principe de non-discrimination pour quelque raison que ce soit.»

«[...] nous devons consacrer plus de moyens, plus de ressources, y compris du Fonds social européen (FSE), aux politiques intégrant toutes les catégories de personnes qui rencontrent de plus grandes difficultés sur le marché du travail, dont les personnes handicapées. [...] J'aimerais vraiment faire de ce sujet l'un de nos objectifs majeurs pour les années à venir: donner l'occasion à tout le monde, y compris aux personnes handicapées.»

«[...] il est nécessaire d'intégrer progressivement [...] les personnes [handicapées] dans le monde du travail, dans un emploi. Les entreprises qui le font doivent être accompagnées, soutenues. [...] [L']économie sociale peut aussi être une réponse à ce problème.»

«Tous les pays ne connaissent certainement pas le même modèle d'économie sociale. Nous devons respecter les différentes cultures [...]. Mais je crois que la collaboration est possible. En 2011, les commissaires Barnier et Andor, ainsi que le commissaire Tajani, ont organisé une conférence sur les entreprises sociales qui a vraiment insufflé une dynamique positive dans l'économie sociale en Europe. Mon idée serait, encore une fois avec d'autres commissaires, [...], de vraiment

reproduire une telle initiative, de rassembler les acteurs et de se doter d'un plan visant à promouvoir l'économie sociale.»

Renforcer la garantie pour la jeunesse

«[...] nous devons réorganiser, repenser et adapter la garantie pour la jeunesse à la situation actuelle. [...] la transition numérique est présente partout et, malheureusement, même les jeunes [...] ne sont pas toujours équipés des connaissances nécessaires pour entrer dans ce nouvel espace numérique. L'une de mes idées sera donc d'introduire, pour chaque jeune qui passe par la garantie pour la jeunesse ou qui est au chômage, une formation numérique fondamentale adaptée à ses connaissances, mais aussi au métier auquel il aspire, mais chaque jeune doit disposer des outils nécessaires pour entrer sur le marché du travail numérique.»

Mettre à jour la stratégie en matière de compétences

«Les individus ont besoin d'être accompagnés dans les transitions à venir, ce qui leur permettra de maintenir leurs compétences à jour à mesure que l'économie évolue. Pour ce faire, des investissements, ainsi qu'une politique de carrière et de compétences assortie d'outils améliorés sont nécessaires pour accompagner toutes les transitions de carrière à tout âge. Je me pencherai sur l'idée de comptes d'apprentissage individuels pour les personnes en âge de travailler.»

«[...] la formation professionnelle est essentielle et ne constitue pas la deuxième meilleure formation. [...] Non, la formation professionnelle est l'une des meilleures [...] et c'est pourquoi nous devons vraiment la soutenir et l'appuyer.»

«[...] le renforcement des connaissances est la question centrale pour les années à venir. Nous devons vraiment veiller à ce que non seulement les jeunes disposent des bonnes compétences, [...], mais aussi à ce que ceux qui occupent un emploi obtiennent maintenant le perfectionnement ou la reconversion professionnels nécessaires pour faire face aux transformations de leur emploi [...]. [...] Le FSE+ doit consacrer davantage de fonds à la formation et au renforcement des compétences. Il s'agit là d'une question centrale, qui doit également être intégrée dans la ou les recommandation[s] par pays [...].»

Santé, sécurité et conditions de travail

Digne, transparent et prévisible

«Travailler dans une PME ou dans une grande entreprise: là n'est pas la question. Chaque citoyen, chaque travailleur en Europe a droit à un salaire correct [...] et à des conditions de travail décentes. [...] Nous devons accompagner les PME dans ces changements: c'est une évidence. Nous devons les préparer à une nouvelle économie, l'économie numérique. [...] [Cependant], nous ne pouvons pas fonder l'avenir des PME sur de mauvaises conditions de travail et des salaires extrêmement bas, tel n'est pas l'avenir du modèle économique européen.»

Conditions de travail des travailleurs de plateforme

«Nos marchés du travail vont évoluer grâce à l'automatisation, à la numérisation et à l'intelligence artificielle. Nous devons nous engager résolument à atténuer les risques, à façonner les transitions et à saisir les occasions qui se présentent. Il est crucial d'assurer la confiance dans l'avenir numérique. Par conséquent, nous devons nous pencher sur les conditions de travail des travailleurs de plateforme et nous attaquer activement aux nouvelles formes de précarité.»

«C'est un objectif global [que] que nous devons atteindre rapidement. [...] Ce secteur se développe rapidement et devient de plus en plus important; il ne présente pas uniquement des inconvénients, mais il est absolument nécessaire d'introduire une réglementation sociale. L'aspect social ne peut prendre du retard sur l'évolution technologique.»

«Nous devons veiller à ce que [...] les personnes qui travaillent sur les plateformes jouissent des mêmes droits que tous les autres travailleurs. Elles devraient également bénéficier du droit à la négociation collective [...] nous devons faire en sorte que lorsque des personnes se réunissent, y compris des travailleurs de plateforme qui sont considérés comme indépendants, elles ne soient pas opposées au droit de la concurrence, ce qui serait absurde. [...] Mon idée serait de convoquer très rapidement une grande conférence réunissant toutes les parties prenantes pour en discuter et travailler ensuite à l'élaboration d'une norme correcte pour les citoyens dans la nouvelle économie numérique.»

«En fin de compte, le capital le plus précieux dont nous disposons dans l'économie numérique n'est pas la machine, mais l'être humain. Notre objectif est de bâtir une économie numérique centrée sur l'homme.»

Questions de santé et de sécurité

«Personnellement, l'un des domaines qui me tient le plus à cœur est celui de la santé et de la sécurité au travail. Il est inadmissible qu'en 2019, des personnes soient encore en danger sur leur lieu de travail. Je favoriserai l'adoption de nouvelles mesures contre les agents cancérigènes sur le lieu de travail. L'évolution du lieu de travail exige [également] de nouvelles réflexions sur la santé et la sécurité au travail.»

«[...] [Le renouvellement du «EU-Compass» sur la santé mentale] est une question que nous devons suivre de près. [...] Je m'y intéresserai donc à coup sûr, conjointement avec la

commissaire en charge de la santé. [...] Ce qu'il nous faut, c'est une politique de prévention robuste [pour les maladies mentales sur le lieu de travail, telles que l'épuisement et le stress].»

Détachement des travailleurs et dumping social

«Le principe vital [...] que nous devons absolument appliquer est à travail égal salaire égal sur un même lieu de travail.»

«Nous devons maintenant appliquer cette directive comme il convient [...] dans l'intérêt de tous, non seulement des pays d'accueil, mais aussi des pays d'origine. Car, en fin de compte, aucun pays ne peut recourir à une forme quelconque de dumping social pour ses propres travailleurs. Cela va à l'encontre de l'esprit européen. Je compte beaucoup sur l'Autorité européenne du travail pour faire en sorte que le système fonctionne correctement, que nous luttons contre les abus éventuels et que tout le monde soit sur un pied d'égalité dans la mesure du possible.»

«Je déclare aussi très clairement que les États membres doivent se donner les moyens et les ressources nécessaires. [...] On ne peut parler de dumping social d'une part, et d'autre part, ne pas adopter les instruments nécessaires pour y faire face.»

Coopération avec le Parlement européen

«Je travaillerai en étroite et régulière collaboration avec le Parlement européen, les États membres, les partenaires sociaux et toutes les parties prenantes pour parvenir à une Europe plus juste, plus sociale et plus inclusive.»

«J'écouterai vos commentaires, vos idées, vos objections, et je peux vous assurer qu'au cours des prochaines années, je m'engagerai à collaborer étroitement avec cette chambre. Nous devons travailler ensemble si nous voulons gagner la confiance des travailleurs, des familles et des citoyens.»

«[...] Je reviendrai chaque fois que vous me le demanderez, ou chaque fois que je voudrai vous consulter, écouter vos conseils et vos avis, très divers, très différents, et parfois très critiques, je dois dire, mais je pense que c'est ce qui rend notre politique européenne vive et véritablement démocratique. Je m'engage donc à être souvent avec vous et à poursuivre le travail que nous avons commencé aujourd'hui [...]. [...] vous êtes la voix de nos citoyens et nous devons écouter cette voix.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.
Administrateur responsable: Stefan SCHULZ; assistant éditorial: Roberto BIANCHINI.
Contact: poldep-Economy-Science@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.

IP/A/EMPL/2019-15

Version imprimée ISBN 978-92-846-5572-4 | 10.2861/295900 | QA-03-19-707-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5571-7 | 10.2861/299119 | QA-03-19-707-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

PAOLO GENTILONI

Commissaire désigné Économie



Le commissaire désigné, Paolo Gentiloni, s'est exprimé devant le Parlement européen le 3 octobre 2019 afin de répondre aux questions des députés de la commission des affaires économiques et monétaires (ECON) et de la commission des budgets (BUDG). Au cours de l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- les affaires économiques et financières;
- une fiscalité équitable et efficace; et
- une union douanière solide et moderne.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Unité d'assistance à la gouvernance économique

Auteurs: Dirk Verbeken, Alice Zoppè

Direction générale des politiques internes de l'Union

PE 642.341 - novembre 2019



Affaires économiques et financières

Pacte de stabilité et de croissance: mise en œuvre

«Je superviserai l'application du pacte de stabilité et de croissance afin de garantir la viabilité des finances publiques. Je tirerai parti des flexibilités prévues par les règles, lorsqu'elles sont nécessaires, pour définir une orientation budgétaire appropriée, permettre à la politique budgétaire de jouer un rôle stabilisateur et promouvoir les investissements dont nous avons tant besoin. Dans le cadre de l'application de nos règles, je me concentrerai sur la réduction de la dette publique dans la mesure où je me soucie profondément de l'incidence potentiellement déstabilisatrice d'une dette élevée en période difficile. Je me pencherai également sur l'utilisation appropriée de l'espace budgétaire pour faire face au risque d'un ralentissement de notre économie.»

«[...] J'accorderai à ce projet de plan budgétaire [italien] exactement la même attention, la même attitude de dialogue et le même sérieux à l'égard des règles que celle que j'accorderai aux 26 autres États membres.»

«Je serai très clair sur le fait que nous n'aurons pas deux poids, deux mesures dans l'application de nos règles. Il s'agit d'une question de confiance, je comprends. Vous pouvez vous y attendre d'après ce que j'ai dit ce matin. Vous pouvez consulter ma biographie. Mais au delà de tout cela, il s'agit d'une question de confiance. C'est là l'engagement que je prends, pas de deux poids, deux mesures avec moi.»

Pacte de stabilité et de croissance (PSC): révision

«Le pacte de stabilité et de croissance n'est évidemment pas parfait. Je profiterai de l'occasion offerte par le "six-pack" et le "two-pack" pour réfléchir à la bonne voie à suivre, sur la base des preuves du passé et en tenant compte de la contribution du comité budgétaire européen. Et vous aurez certainement votre mot à dire à ce sujet.»

«Le risque d'un effet procyclique est très clair. Je pense que le comité budgétaire européen a également exposé ce risque de manière très claire. Nous devons discuter de la voie à suivre à la fin du réexamen en cours, qui s'achèvera à la mi-décembre, en ce qui concerne le "two-pack" et le six-pack". Personnellement, je dois dire que j'ai apprécié la philosophie du comité budgétaire européen: simple, exécutoire et anticyclique. Cette philosophie tient également compte des nombreuses objections qui ont aussi été formulées ce matin, à l'encontre de certains aspects jusque là trop complexes et trop discrétionnaires des règles du PSC.»

«Cependant, nous devons savoir que la décision concernant la voie à suivre après le réexamen sera prise par le collège et par les institutions européennes et que celle-ci ne sera pas aisée. Personnellement, j'insiste toujours sur le mot "ambition". J'aimerais beaucoup modifier nos règles d'une façon plus anticyclique, plus simple et plus exécutoire, mais je respecte l'avis selon lequel il faut être prudent, parce que nous pouvons résoudre le même problème à l'aide de certains outils d'interprétation et sans ouvrir le cadre des changements législatifs. Nous prendrons une décision avant la fin de l'année.»

Renforcement de l'Union économique et monétaire (UEM) / Instrument budgétaire de convergence et de compétitivité (IBCC)

«Oui, je pense que la proposition relative à ce nouvel instrument, à savoir l'instrument budgétaire [...] [pour] la compétitivité et la convergence, qui a été confirmée lors du sommet de la zone euro en juin, est pertinente, doit être financée de manière sérieuse et doit également être considérée comme un instrument de stabilisation. Nous savons que la discussion sur l'outil de stabilisation a toujours été difficile au Conseil européen, mais je trouve cette proposition très ciblée. L'objectif est de renforcer les réformes structurelles et la convergence, ce qui devrait bénéficier d'un financement substantiel et d'un suivi minutieux. C'est l'engagement que je prends personnellement auprès de votre commission.»

«Oui, nous discuterons ensemble de ces critères de gouvernance et des priorités de cet instrument, et la priorité climatique ne manquera pas d'être sérieusement prise en compte.»

Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques

«Oui, l'analyse des déséquilibres macroéconomiques a été très utile, dans la mesure où elle a permis de donner à la Commission et aux États membres des orientations, des idées et des suggestions, non seulement sur les questions financières traditionnelles, mais aussi sur d'autres questions telles que la dette privée, le marché immobilier [...] et le bilan de santé. Ces conditions sont fondamentales et nous devons nous atteler à les renforcer dans un avenir proche.»

Programme InvestEU et plan d'investissement pour une Europe durable

«Je lancerai en priorité le programme InvestEU et le plan d'investissement pour une Europe durable.»

«Je suis d'accord avec vous que le chiffre d'un billion est très impressionnant. Je pense personnellement que nous travaillerons d'arrache-pied, avec le vice-président Timmermans et le vice-président Dombrovskis, car nous devons bien évidemment créer un environnement propice à la mobilisation des capitaux privés. Cependant, pour parvenir à un tel engagement, nous devons nous associer aux capitaux, aux investissements privés, aux subventions publiques et à la mobilisation des investissements privés en Europe. Ce plan, le plan d'investissement pour une Europe durable, débute parallèlement au programme InvestEU et ce dernier contribuera de manière substantielle au plan durable en raison des capacités que la plateforme InvestEU, comme nous l'appelons, devra apporter, soit un nouveau projet capable d'avoir une forte participation des capitaux. Nous devrions également poursuivre les travaux en cours sur la définition d'une norme relative aux obligations vertes. C'est, à mon avis, l'un de nos objectifs pour l'avenir proche, et les travaux ont déjà débuté, comme vous le savez.»

«Il s'agit, comme je l'ai dit, d'un travail en cours dans nos services ECFIN. Le message est très clair. La disponibilité d'investissements de capitaux augmente partout dans le monde pour ce qui est des investissements ayant une finalité, et plus particulièrement pour ceux ayant une finalité environnementale. Ainsi, notre capacité à fixer, au moyen de nos obligations vertes, un critère de référence pour les marchés sera, je pense, très utile et bien accueillie et s'inscrira dans un environnement très positif et favorable aux investisseurs. Il serait étrange que l'Union puisse être absente dans ce domaine qui est aujourd'hui très positif partout dans les capitales du monde.»

«Nous disposons de deux outils différents: le premier, InvestEU, dont le Parlement a déjà débattu au titre du cadre financier pluriannuel. Il vise différentes priorités et disposera d'une capacité technique solide dans sa plateforme InvestEU, qui sera également très utile pour promouvoir les investissements du plan d'investissement pour une Europe durable. Nous travaillerons donc de concert avec le commissaire désigné Dombrovskis, en nous spécialisant davantage dans la mobilisation de capitaux privés dans le cadre du projet du plan d'investissement pour une Europe durable. Nous nous sommes fixé, comme vous le savez, un objectif ambitieux d'un billion d'euros et moi-même, je me concentrerai davantage sur la définition du plan et la promotion du programme InvestEU.»

«Nous ne pouvons accepter l'idée qu'un plan aussi pertinent pour nous, InvestEU, qui est censé récolter quelque 650 milliards d'euros, se limite à des régions ou à des pays isolés. Ainsi, je m'engage à ce que ce plan soit réparti équitablement dans toute l'Union.»

Régime de réassurance chômage

«L'une des principales actions à mener sera la mise en œuvre du régime européen de réassurance chômage. Je sais que votre institution réclame un tel système depuis longtemps. Sur le plan politique, la tâche ne sera pas facile, mais ensemble, nous pouvons mettre en place un système qui offrira une protection aux citoyens dans les moments difficiles de leur vie.»

«Je pense que cette proposition a, en fait, un double objectif. Nous ne devons pas sous-estimer un objectif, peut-être le premier, du moins à l'égard de nos citoyens, à savoir l'objectif social de disposer d'un instrument visant à renforcer les instruments nationaux de lutte contre le chômage. Il s'agit d'un point pertinent car, dans ce cas, nous pouvons réunir un outil ayant un message social et une intention sociale clairs, ainsi qu'une conséquence pour la stabilisation. Mais je voudrais souligner qu'il ne s'agit pas seulement d'un outil de stabilisation. Ce que le régime de réassurance ne devrait pas être – vous l'avez déjà dit – c'est un outil de transferts permanents de pays à pays. Il ne devrait pas affaiblir le processus de réformes structurelles en cours dans les différents États membres. Il devrait se concentrer sur les chocs externes pertinents et être très rapide, avec un mécanisme de dispersion automatique. [...] Je suis chargé de définir le mécanisme et ce sera l'une des principales questions, sur les

plans technique et politique. Ce régime sera-t-il concentré sur les prêts ou sur le soutien direct aux budget nationaux? Cette discussion est très pertinente. Il n'est pas certain que ces deux scénarios soient en contradiction totale. Vous pouvez commencer par l'un ou l'autre, mais nous devons nous y attaquer dans les semaines à venir, très rapidement et efficacement.»

«Je me mettrai immédiatement au travail. Le terme «immédiatement» dépend de l'évolution politique, mais je veux dire qu'en cas de confirmation, je travaillerai immédiatement avec mon collègue Schmit et avec le collègue sur cette question.»

«Dans quelques semaines, nous aurons donc, je pense, la définition du régime et des différentes conséquences sur nos méthodes dans nos décisions communautaires.»

Semestre européen

«Sur la base de mon expérience personnelle de Premier ministre, je suis intimement convaincu que nous devons avant tout coopérer avec les partenaires sociaux en ce qui concerne nos choix économiques, et mon engagement sera donc pris de concert avec mon collègue Nicolas Schmit. En ce qui concerne nos règles, le Semestre européen, au cours des deux dernières années, a commencé à inclure sérieusement une dimension sociale dans son processus. C'était principalement la conséquence de la décision de Göteborg sur le socle européen des droits sociaux. Je crois que cette tâche doit maintenant aller plus loin et il est clair que j'ai reçu le mandat d'intégrer les objectifs de développement durable des Nations unies dans le processus du Semestre européen. Comme nous le savons tous, les principaux objectifs ont une forte dimension sociale, et pas seulement environnementale. Il s'agira d'un nouvel outil, qui donnera à cette priorité sociale la place qu'elle mérite.»

«Nous devons, et c'est aussi un problème de sensibilisation de l'opinion publique, associer les partenaires sociaux, y compris dans les États membres, à un dialogue que nous allons mener avec les gouvernements des États membres. Cela faciliterait ce dialogue et aiderait l'Union européenne à mieux comprendre ce que nous décidons, au cours du Semestre, en faveur des États membres.»

Eurostat

«J'attache une grande importance à la défense de l'indépendance professionnelle d'Eurostat et des autorités nationales. Je veillerai à ce qu'Eurostat demeure le point de référence fiable pour les statistiques et les données sur l'Europe qu'il est déjà.»

Une fiscalité équitable et efficace

«Je suis déterminé à œuvrer en faveur d'une fiscalité équitable et efficace dans l'Union.»

«[...] à poursuivre la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales [...]. Je tiens à avantager les contribuables qui respectent les règles et à concentrer les mesures punitives sur ceux qui ne les respectent pas.»

Fiscalité environnementale

«[...] 74 % des citoyens s'accordent à dire que l'Union devrait redoubler d'efforts dans la lutte contre la fraude fiscale. [...] Ma première priorité sera de veiller à ce que la fiscalité contribue pleinement au pacte vert pour l'Europe. Pour ma part, je travaillerai à l'élaboration d'un nouveau cadre de fiscalité environnementale visant à orienter le comportement des utilisateurs, des consommateurs et des producteurs sur la voie d'une économie climatiquement neutre. J'évaluerai une série de mesures, notamment la mise à jour de la directive sur la taxation de l'énergie afin de la conformer aux objectifs environnementaux, et l'élaboration, au niveau de l'Union, d'une taxe carbone aux frontières qui soit compatible avec les règles de l'OMC [Organisation mondiale du commerce]. Ce faisant, je veillerai à ce que ce cadre soit juste et socialement équilibré. Je souhaite également évaluer l'utilisation d'autres [...] instruments juridiques dans les traités permettant l'adoption de propositions fiscales à la majorité qualifiée et en codécision.»

Réforme du système international d'impôt sur les sociétés

«Mon deuxième objectif est la contribution européenne à la réforme du système international d'impôt sur les sociétés, afin que celui-ci soit adapté au XXI^e siècle. Il est clair pour tout le monde que le système actuel n'est plus à jour. La transition vers une économie numérique a entraîné une déconnexion croissante entre le lieu de création des valeurs et le lieu de paiement des impôts. En outre, la concurrence fiscale fausse les décisions des entreprises et conduit à des politiques fiscales visant le recouvrement des recettes à court terme. Des discussions sur la modernisation de la fiscalité internationale des entreprises sont actuellement en cours au sein du G20, avec le soutien de l'OCDE. D'ici la fin de l'année prochaine, nous devons faire le point sur les discussions internationales. Si aucun consensus n'est trouvé, je suis chargé de mener les efforts en faveur d'un impôt numérique européen équitable et d'une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.»

«Cela signifie qu'au troisième trimestre de l'année prochaine, nous travaillerons sur la proposition européenne. Nous n'allons pas nous précipiter sur la proposition européenne pendant le débat international, mais je prends très au sérieux mon engagement et celui de la Commission à présenter notre proposition l'année prochaine si aucun consensus international n'est trouvé.»

Taxation de l'économie numérique

«Oui, nous aurons un engagement international sur la taxation de l'économie numérique. Nous avons maintenant, je

pense, la possibilité concrète d'arriver à un résultat. Ce n'était pas le cas jusqu'à il y a quelques mois. L'évolution de la discussion dans le cadre de l'OCDE s'oriente principalement vers une imposition générale des grandes entreprises, pas seulement des plateformes numériques mais des grandes entreprises en général. Je trouve cela acceptable parce que la numérisation est en cours dans toutes les multinationales et pas seulement dans les multinationales numériques, et c'est quelque chose que l'Europe accepte facilement.»

«La révolution numérique nous a conduit, pour la première fois, à une situation que nous ne pouvons accepter; cette valeur est créée, et elle l'est fréquemment, par les données et par nos données, nos données à caractère personnel. Mais les impôts ne sont pas prélevés là où la valeur est créée.»

«[...] nous avons décidé, après quelques difficultés internes rencontrées par les États membres pour donner suite à la proposition de la Commission, d'essayer de tirer le meilleur parti des discussions internationales, du G20 et de l'OCDE. Lorsque cette décision a été prise, elle pouvait apparaître comme une sorte de stratégie de sortie face aux difficultés. Mais maintenant, ce que je comprends, c'est qu'il y a une réelle inquiétude, venant surtout des États-Unis, une véritable préoccupation et une véritable disponibilité à trouver un compromis au sein de l'OCDE. L'Europe a un rôle important à jouer dans cette affaire et je suis plutôt optimiste quant à la possibilité de trouver une solution au niveau mondial l'année prochaine.»

«Si aucun consensus n'émerge l'année prochaine, nous aurons une proposition européenne [sur l'impôt sur le numérique]. C'est dire qu'au troisième trimestre de l'année prochaine, nous travaillerons sur la proposition européenne.»

Dans l'intérêt des citoyens et de l'opinion publique

«Comment essayer de faire passer le message selon lequel oui, nous sommes engagés sur ces questions: environnement, entreprises, numérique, fraude fiscale, etc.? Un bon moyen serait de proposer au collège un plan concentrant également l'intérêt de nos citoyens et de l'opinion publique sur ces questions.»

Une union douanière solide et moderne

«Beaucoup considèrent l'Union douanière comme une évidence, mais les tensions mondiales liées à la sécurité commerciale, l'évolution des modèles commerciaux et la montée du commerce électronique rendent l'existence d'une union douanière solide plus nécessaire que jamais.- Je m'efforcerai de rendre l'union douanière plus efficace.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne peut avoir valeur de compte rendu faisant foi de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administrateurs responsables: Dirk VERBEKEN, Alice ZOPPÉ. Assistante éditoriale: Janetta CUJKOVA.
Contact(s): poldep-economy-science@ep.europa.eu; egov@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
IP/A/ECON/2019-30

Version imprimée ISBN 978-92-846-5632-5 | doi:10.2861/27236 | QA-02-19-802-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5631-8 | doi:10.2861/530872 | QA-02-19-802-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **JANUSZ WOJCIECHOWSKI** Commissaire désigné Agriculture



Le commissaire désigné, Janusz Wojciechowski, s'est présenté devant le Parlement européen le 1^{er} et le 8 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission de l'agriculture et du développement rural. Durant les auditions, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne. Son travail mettra l'accent sur la construction d'une agriculture moderne et durable, y compris grâce aux éléments suivants:

- mener à bien les négociations concernant une politique agricole commune simplifiée après 2020 et faire en sorte que les plans stratégiques futurs trouvent un équilibre entre les objectifs à l'échelle de l'Union et les priorités nationales;
- contribuer à la stratégie «de la ferme à l'assiette» de l'Union en étudiant de quelle manière le secteur agro-alimentaire peut améliorer la durabilité de toute la chaîne d'approvisionnement agro-alimentaire, y compris grâce à la production biologique;
- veiller à ce que la production agro-alimentaire contribue aux objectifs de l'Union liés au climat, à l'environnement et à la biodiversité;
- renforcer le système d'indications géographiques et mettre en place une nouvelle vision à long terme pour les zones rurales dans le cadre des plans stratégiques de l'après 2020;
- soutenir les normes de qualité alimentaire élevées de l'Union dans le monde.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant les auditions [[\(*\) réunion du 1/10](#); [\(**\) réunion du 8/10](#)]. Les comptes rendus in extenso des auditions publiques [[\(*\) 1/10](#); [\(**\) 8/10](#)] sont disponibles [sur la page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement aux deux auditions et y a répondu par écrit ([réponses au premier questionnaire du Parlement européen](#); [réponses au deuxième questionnaire du Parlement européen](#)).



Mener à bien les négociations liées à une politique agricole commune moderne et simplifiée pour la période après 2020

Discussions liées à la réforme de la PAC

«Je suis ouvert à de nouvelles discussions [...] à propos de la proposition de l'Union [...]. La proposition de la Commission n'est pas la Bible; nous pouvons discuter de la manière de l'améliorer.» (*)

«Je ferai tout mon possible pour rendre la politique agricole commune plus respectueuse de l'environnement et du climat. Mais [...] notre travail ne s'arrête pas là. Je suis ouvert à la discussion pour améliorer les propositions.» (*)

«Nous avons besoin d'une politique agricole commune reposant sur des objectifs communs, des interventions communes et des indicateurs communs [...]. Je suis tout à fait ouvert à la discussion avec le Parlement européen [...] afin de préserver les aspects communautaires de la PAC là où la réforme est en cours, tout en préservant une certaine souplesse. Nous devons trouver le bon équilibre [...] pour donner de la marge de manœuvre aux interventions nationales d'une part et aux directives communautaires d'autre part.» (**)

Mettre en place une vision à long terme de l'agriculture

«L'une de mes tâches – si le Parlement me confirme dans mes fonctions, bien sûr – est d'élaborer une vision à long terme de l'agriculture européenne. Nous avons une vision à long terme de la politique climatique et de la politique énergétique, mais nous n'avons pas de vision à long terme de l'avenir de l'agriculture européenne.» (*)

«L'une de mes premières actions [...] consistera à préparer un rapport spécial sur la situation actuelle de l'agriculture européenne: un rapport expliquant où nous en sommes et où nous allons, combien d'exploitations nous avons actuellement [...] et quelle est la situation générationnelle.» (*)

«Je m'engage à participer à des débats avec vous lorsque vous le jugerez utile, à garder tous les moyens de communication ouverts et à toujours prêter attention à vos paroles. Dans le cadre de ce dialogue, je suis désireux de coopérer avec vous pour bâtir une vision à long terme de l'agriculture. Nous avons besoin d'un débat éclairé sur ce que nous souhaitons pour nos exploitations et nos agriculteurs dans la décennie à venir [...]. Ensemble, façonnons et partageons une vision d'avenir pour nos régions rurales et notre agriculture.» (*)

«Je coopérerai très étroitement avec le Parlement européen pour créer cette vision à long terme de l'agriculture. Le Parlement européen sera mon premier partenaire dans ce débat.» (*)

Coopération avec le Parlement

«À titre individuel et dans le cadre de cette commission, je nouerai le dialogue avec vous, honorables parlementaires, et j'élargirai ce dialogue à toutes nos parties prenantes: les agriculteurs, les associations d'agriculteurs et les ONG œuvrant dans le secteur agricole. Nous devons travailler ensemble en faveur de notre agriculture et de nos campagnes.» (*)

«Vous m'avez donné un signal très clair. Vous n'attendez pas seulement du nouveau commissaire qu'il soit ouvert au dialogue et capable de prononcer des discours: vous attendez des actions et un véritable soutien en faveur des agriculteurs européens. Je déclare aujourd'hui que je suis prêt à agir. Les questions liées aux régions rurales, à l'élevage et à l'agriculture me tiennent énormément à cœur.» (**)

Vers un soutien plus juste des exploitations familiales

«Comment convient-il de soutenir les exploitations? Quelle est la place des petites et celle des grandes exploitations? Autant de questions auxquelles nous devons trouver une réponse commune.» (*)

«Je soutiendrai fermement toutes les actions soutenant les exploitations de petite et de moyenne taille, particulièrement les structures familiales.» (*)

«Je conviens tout à fait [...] que la principale obligation des agriculteurs est, dans le cadre du traité, d'assurer la sécurité alimentaire de tous les citoyens européens. En tant que responsables politiques européens, notre obligation est d'aider les agriculteurs à atteindre cet objectif.» (*)

«Je peux déclarer que le renforcement du système d'intervention sur le marché constituera une partie très importante de ma mission de commissaire.» (*)

Jeunes agriculteurs

«La politique en faveur des jeunes agriculteurs doit être flexible. Nous devons utiliser l'instrument adapté à la situation dans l'État membre.» (*)

Transfert entre piliers de la PAC

«Je soutiendrai la décision des États membres concernant les transferts entre piliers, dans les deux sens.» (*)

Convergence

«La convergence externe est une question politique très délicate. Je pense que nous allons [...] dans la bonne direction, mais les décisions politiques sur la portée de la convergence externe sont entre les mains du Parlement et du Conseil.» (*)

«Nous avons beaucoup progressé en vue d'égaliser les paiements entre États et régions et entre les agriculteurs au sein des États nationaux. Je ferai de mon mieux pour accélérer le processus.» (**)

Mettre en œuvre la politique agricole commune de l'après 2020 en veillant à ce que les plans stratégiques futurs trouvent un équilibre entre les objectifs à l'échelle de l'Union et les priorités nationales

Plans stratégiques relevant de la PAC

«D'une manière générale, je suis favorable à une approche flexible permettant aux États membres de prendre des décisions, étant donné que nous avons des situations différentes.» (*)

«De mon point de vue, il ne s'agit pas d'une renationalisation, mais nous avons peut-être besoin de plus de contrôle au niveau européen. Je suis prêt à discuter de cela avec vous et à améliorer cette proposition initiale.» (*)

«Je pense que nous serons prêts à appliquer la nouvelle législation, la nouvelle politique agricole commune, à partir du 1^{er} janvier 2022.» (*)

Nouveau modèle de mise en œuvre

«La politique agricole commune doit être plus souple, car [...] nous avons des situations différentes dans les États membres.» (*)

Mesures transitoires

«Il est nécessaire de réguler la transition. Que pouvons-nous faire d'autre? La politique agricole commune ne doit pas être interrompue.» (*)

Contribuer à la stratégie «de la ferme à l'assiette» de l'Union en étudiant de quelle manière le secteur agro-alimentaire peut améliorer la durabilité de la production alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

Chaîne d'approvisionnement alimentaire

«La stratégie "de la ferme à l'assiette" [...] n'est pas particulièrement nouvelle pour l'agriculture. La nouveauté réside dans la structure commune de cette proposition. Pour l'agriculture, cela signifie que nous devons en faire plus pour l'environnement, le climat et la protection de la biodiversité.» (*)

«En tant que commissaire, je serai responsable de la mise en œuvre de la réglementation [liée aux pratiques déloyales]. Cela permettra de mieux protéger nos agriculteurs dans leurs relations avec les détaillants.» (*)

Agriculture biologique

«Je soutiendrai également l'agriculture biologique. L'agriculture biologique peut, dans une large mesure, contribuer à la protection de l'environnement naturel et du climat. Je présenterai un plan d'action pour faire progresser l'agriculture biologique au sein de l'Union.» (**)

Dans le cadre de l'ambition zéro pollution de l'Union, veiller à ce que la production agro-alimentaire contribue aux objectifs de l'Union liés au climat, à l'environnement et à la biodiversité

Pacte vert pour l'Europe et agriculture

«Je suis convaincu que l'agriculture verte, c'est-à-dire respectueuse de l'environnement, constitue la meilleure solution pour l'avenir de l'agriculture.» (*)

«Dans le cadre du deuxième pilier, les 20 % sont un bon début. Je suis très motivé pour trouver un accord à ce sujet.» (**)

«Le plus important n'est pas seulement ce que nous mangeons, mais aussi comment nous produisons nos aliments. En tant que commissaire à l'agriculture, j'aurai pour mission de promouvoir et de soutenir l'agriculture durable – une fois votre approbation obtenue, bien sûr.» (*)

«Je pense que l'agriculture durable, une agriculture respectant des normes environnementales plus élevées, peut être compétitive si nous soutenons ces exploitations. [...] Nous n'avons pas d'autre possibilité. Nous devons soutenir ces pratiques.»

«L'agriculture respectueuse de l'environnement ne se limite pas aux petites exploitations. Les petites exploitations sont, par nature, mieux adaptées, mais le problème n'est pas une simple question d'échelle. Il s'agit du type d'agriculture.» (*)

«Nous devons soutenir les agriculteurs [...]. Nous devons les aider, pas les combattre.» (*)

«Je défendrai et je soutiendrai les agriculteurs. J'essaierai de faire en sorte de ne pas tout ramener à des interdictions, mais plutôt d'inciter les agriculteurs à participer à un nouveau pacte vert pour l'Europe. Les principaux instruments au service de cet objectif devront être volontaires: participation volontaire à des programmes écologiques et de verdissement et actions volontaires dans le cadre du deuxième pilier de la PAC.» (**)

Élevage intensif

«L'agriculture intensive n'est pas une bonne solution pour l'environnement, le changement climatique, etc. En tant que commissaire, je soutiendrai une agriculture non intensive.» (*)

«L'agriculture industrielle est une menace pour l'environnement et le climat. Nous devons indiquer très clairement au public que la politique agricole commune évolue de manière respectueuse de l'environnement.» (*)

Renforcer le système d'indications géographiques pour veiller à la préservation de l'héritage culturel, gastronomique et local de l'Union et à sa certification, gage d'authenticité, dans le monde

«Une ampleur accrue sera donnée à l'indication géographique, qui protège la culture européenne traditionnelle et qui s'avère nécessaire, notamment en Europe centrale et orientale.» (**)

Mettre en place une vision à long terme des zones rurales assurant la prise en charge spécifique des besoins des citoyens ruraux dans les plans stratégiques nationaux dans le cadre de la PAC de l'après 2020

«Je suis également très inquiet de voir que le budget alloué au développement rural est plus bas que prévu. Toutefois, le financement peut être augmenté par les États membres afin que les agriculteurs ne voient pas leurs ressources diminuer. Bien sûr, maintenir la viabilité des zones rurales doit être la tâche principale du Fonds pour le développement rural.» (**)

«Je constate [...] que de nombreux fonds issus du deuxième pilier sont destinés à un petit groupe de bénéficiaires, les grandes exploitations [...]. Le processus doit être plus démocratique. Un plus grand nombre d'agriculteurs doit bénéficier du deuxième pilier.» (*)

«Nous devons soutenir l'agriculture circulaire, l'agriculture locale avec des ressources locales.» (*)

Soutenir les normes de qualité alimentaire élevées de l'Union dans le monde

Bien-être des animaux

«Je défendrai le bien-être animal [...]. Pour améliorer les normes de bien-être animal, privilégier une densité d'animaux réduite, choisir des méthodes naturelles comme l'estivage ou, dans le cas de l'élevage porcin, l'emploi de la paille etc., je soumettrai des propositions plus respectueuses de l'environnement de manière générale.» (*)

«Le système est plus efficace lorsqu'on encourage les agriculteurs à améliorer les normes. Il ne s'agit pas d'un système répressif, mais d'encourager l'amélioration des normes en matière de bien-être animal.» (*)

Exigences normatives

«Nous devons avoir les mêmes exigences envers les importateurs qu'envers les producteurs européens.» (*)

«Je m'assurerai du respect de ces normes pour l'importation d'aliments pénétrant dans les marchés européens, de manière

à ce que la situation soit la même pour les producteurs de l'Union et des pays tiers.» (**)

Antibiotiques

«Nous devons agir pour réduire l'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage.» (*)

Agriculture et budget

«Je défendrai un budget conséquent et adéquat pour l'agriculture et le développement rural afin de créer des emplois et d'assurer des conditions de vie décentes.» (**)

«Je suis prêt à me battre et à faire face aux autres membres de la Commission et à tous ceux qui veulent interférer avec les agriculteurs européens, ceux qui disent qu'ils n'ont pas besoin de tant d'argent. [...] Vous pouvez compter sur moi.» (**)

«L'agriculture européenne a besoin de plus de soutien [...] pour assurer la sécurité alimentaire des citoyens européens.» (*)

«Je suis ouvert à de nouvelles discussions politiques [...] concernant le budget de la PAC, y compris le budget du POSEI.» (*)

Agriculture et accords commerciaux

«Les agriculteurs ne doivent pas être les victimes des accords commerciaux internationaux. S'ils en sont les victimes, notre obligation [...] consiste à les soutenir et à utiliser les instruments du marché pour leur venir en aide.» (*)

«Je déclare que je surveillerai la situation. L'année prochaine, en 2020, la Commission préparera une analyse d'impact, une évaluation de toutes les conséquences potentielles, pour l'agriculture européenne, d'accords commerciaux tels que le Mercosur.» (*)

«Conformément à la mission que m'a confiée Madame la Présidente von der Leyen, je défendrai dans nos négociations avec nos partenaires commerciaux les normes de l'Union européenne en matière de protection de l'environnement, du climat et du bien-être animal, qui sont les plus ambitieuses au monde.» (**)

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) de la première audition du 1^{er} octobre, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant la deuxième audition, le 8 octobre (**). L'interprétation simultanée ne peut avoir valeur de compte rendu faisant foi de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de l'audition du 8 octobre est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsables: Albert MASSOT et Francois NÈGRE. Assistantes éditoriales: Catherine MORVAN et Jeanette BELL.

Contact: poldep-cohesion@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

IP/B/AGRI/NT/2019-021

Version imprimée

PDF I

ISBN 972-92-846-5563-2 | doi:10.2861/5709 | QA-04-19-610-EN-C

SBN 972-92-846-5564-9 | doi:10.2861/974404 | QA-04-19-610-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

ELISA FERREIRA

Commissaire désignée
Cohésion et réformes



La commissaire désignée, Elisa Ferreira, s'est présentée devant le Parlement européen le 2 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission du développement régional. Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- Cohésion, réformes et une transition juste

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).



Cohésion, réformes et une transition juste

Politique de cohésion

«La cohésion est au cœur du projet européen. La réforme et la cohésion doivent être au premier rang de nos priorités [...]»

Budget 2021-2027 pour la politique de cohésion

«Je confirme que je me battrais au sein du collège des commissaires pour obtenir le budget le plus élevé possible.»

«Personnellement, j'estime que les nouvelles politiques doivent recevoir de nouveaux financements, tout du moins en théorie. Les politiques traditionnelles, comme la politique de cohésion et la politique agricole, ne sauraient être considérées simplement comme une source constante de nouveaux fonds.»

Aucune région, aucune personne ne sera laissée de côté

«De l'Arctique à la Méditerranée, des zones urbaines aux anciennes régions industrielles, des régions dépendant du charbon aux régions ultrapériphériques de l'Union, des montagnes aux campagnes, des régions frontalières aux régions côtières périphériques, l'Europe doit agir et ses citoyens doivent la voir agir. Une économie qui fonctionne pour le peuple, avec des outils d'intervention adaptés aux besoins de chaque territoire, de manière à faciliter la transition vers une économie numérique, verte et soucieuse de l'équilibre entre hommes et femmes. Aucune région, aucune personne ne doit être laissée de côté.»

Cadre législatif 2021-2027 pour la politique de cohésion

«Madame von der Leyen a souligné qu'il est nécessaire de trouver rapidement un accord concernant le cadre législatif afin que les programmes puissent être appliqués dès le premier jour. Je suis entièrement d'accord avec elle. Je compte sur votre soutien immédiat. Nous devons travailler ensemble.»

Fonds pour une transition juste

«Le nouveau Fonds pour une transition juste sera également l'une de nos premières missions. Il s'inspire d'une proposition du Parlement visant à soutenir les régions où la transition vers une économie neutre pour le climat est plus difficile, à savoir les régions industrielles, les régions minières et les régions à forte intensité énergétique. Vous aurez bientôt de nos nouvelles: la Commission soumettra une proposition au cours des cent premiers jours.»

Simplification

«Les propositions de la Commission sont ambitieuses: par exemple, citons des options de simplification des coûts, le fait d'éviter aux petits bénéficiaires de conserver des piles de factures pendant des années et une économie pouvant aller jusqu'à 25 % des coûts administratifs. Nous vérifierons que ces mesures aboutissent aux résultats escomptés [...]»

«[...] Nous aurons probablement besoin de consulter les bénéficiaires et de leur demander ce que nous devons améliorer et simplifier, comment nous pouvons rendre les règles plus faciles à respecter, sans bureaucratie superflue. Nous devons adopter le point de vue du client. Nous devons conserver ce qui est nécessaire, mais nous devons éliminer tous les aspects bureaucratiques qui ne sont pas indispensables.»

Réformes structurelles

«Les réformes et la cohésion doivent aller de pair. Elles doivent se renforcer mutuellement, pas entrer en opposition. Les contribuables ne doivent pas financer des politiques qui se contredisent ou s'ignorent les unes les autres.»

Programme d'appui aux réformes / Instrument budgétaire de convergence et de compétitivité

«Je suis déterminée à travailler main dans la main avec le Parlement [...]. Nous devons collaborer afin de réaliser des progrès visibles au cours des cent premiers jours et d'adopter le programme dans les temps.»

Semestre européen

«Ces réformes doivent s'inscrire dans le cadre du principe de cohésion. Elles ne doivent aucunement s'opposer à la cohésion.»

Mécanismes d'investissement à court terme

«Nous devons faire en sorte que les ajustements soient moins douloureux en temps de crise. Il existe un autre élément, à savoir les mécanismes de compensation par l'investissement. Cet aspect ne s'est pas vraiment concrétisé. Nous avons besoin de mécanismes d'investissement à court terme; j'espère que nous comblerons cette lacune [...]»

Régions ultrapériphériques

«Je reconnais les besoins spécifiques de ces régions. [...] J'accueille donc positivement l'inclusion d'une dimension spécifique aux régions ultrapériphériques dans 21 propositions législatives pour l'après 2020, des pêcheries à la recherche en passant par le transport et le changement climatique. Certains de ces points ont déjà passé le trilogue. Il nous faudra nous battre pour en conserver d'autres [...]»

Taux de cofinancement

«Nous ne devons pas changer les taux de cofinancement sans connaître l'incidence d'un tel changement.»

Réexamen du programme urbain

«Je lancerai le débat lors du forum CITIES, en janvier 2020, à Porto. Si vous pouvez venir, je serai ravie de vous faire découvrir ma ville d'origine.»

Communication avec le Parlement européen

«Mon objectif est de visiter les régions pour comprendre les inquiétudes et les aspirations locales [...]. Je compte vous informer systématiquement de toute visite de ma part dans votre région. Je vous tiendrai régulièrement au courant de toutes mes initiatives. Je tisserai une relation toute particulière avec le Parlement européen, notamment avec les commissions présentes aujourd'hui.»

Changement climatique

«Cette question est cruciale. En effet, la lutte contre le changement climatique ne peut être réduite à tel ou tel secteur. Il s'agit d'un combat horizontal qui doit trouver sa place dans toutes les politiques. Je crois que cette Commission, notamment grâce au compromis adopté par la présidente élue, a les idées très claires sur ce point. Bien sûr, nous devons être très précis et organiser les différents instruments à notre disposition de manière très rigoureuse.»

Impact territorial des politiques sectorielles

«[...] Il conviendra de comprendre l'impact territorial des politiques gérées de manière centrale. Tous les investissements stratégiques ne peuvent pas se concentrer sur les régions les plus développées des pays. Lorsqu'il se produit, ce phénomène me semble très inquiétant. Nous devons en tenir compte, nous devons étudier l'impact territorial des politiques sectorielles.»

Principe de partenariat

«Je pense que le partenariat est absolument essentiel, tout comme le fait d'impliquer les parties prenantes locales. J'étudierai la situation pour voir où en sont les choses. D'après mon expérience, l'implication des parties prenantes locales est indispensable pour que les projets menés soient positifs pour toutes les personnes concernées et pour que les communautés locales participent pleinement à l'ensemble des projets. [...] Le principe est tout à fait accepté et établi au sein de la Commission et dans le cadre des services.»

Conditionnalité liée à l'état de droit

«Il est important que la conditionnalité liée à l'état de droit ne soit pas utilisée automatiquement. Nous devons garder à l'esprit l'importance du principe de proportionnalité. Une application automatique n'est donc pas du tout souhaitable. C'est une question très délicate.»

Interreg

«Je ne pense pas que la Commission souhaite réellement réduire l'Interreg ou son impact. Au contraire, nous ferons tout notre possible pour son maintien.»

Brexit sans accord

«Une aide d'urgence serait nécessaire pour soutenir les pays, ou plutôt les régions, concernés pour réduire les conséquences d'une frontière physique entraînée par un Brexit dur. Nous serions dans l'obligation d'aider les populations concernées. [...] Si cela se produit, nous devons étudier les détails de tous les programmes de coopération, dans le cadre de l'Interreg et dans d'autres cadres.»

Égalité des genres et intégration de la dimension de genre

«Je suis extrêmement sensible à ce sujet. [...] Nous essaierons de toutes les manières possibles de mettre en place des programmes tenant compte de cet élément. Il existe de nouvelles conditions favorisantes pour l'utilisation des fonds. Je suis persuadée que l'égalité des genres peut trouver sa place dans des principes plus généraux qui sont aujourd'hui des conditions favorisantes pour la gestion des fonds.»

Fuite des cerveaux

«La fuite des cerveaux mérite toute notre attention. [...] C'est un sujet sérieux qui me tient énormément à cœur et je vous promets de l'étudier de très près afin de faire face à la difficulté que vous évoquez.»

Conflit d'intérêts

«[...] S'il existe le moindre élément personnel, je m'abstiendrai totalement, c'est-à-dire que je me considérerai dans l'incapacité de prendre une décision. Il reviendra à la présidente élue de décider ou de déléguer la tâche à une tierce personne.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne peut avoir valeur de compte rendu faisant foi de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsables: Stephan DIETZEN/Marek KOŁODZIEJSKI. Assistante éditoriale: Jeanette BELL.

Contact: poldep-cohesion@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
IP/B/REGI/2019-03

Version imprimée ISBN 978-92-846-5570-0 | doi: 10.2861/540 | QA-QA-04-19-611-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5569-4 | doi: 10.2861/268756 | QA-QA-04-19-611-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

OLIVER VÁRHELYI

Commissaire désigné

Voisinage et élargissement



Le commissaire désigné, Olivér Várhelyi, s'est présenté devant le Parlement européen le 14 novembre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission des affaires étrangères, la commission du commerce international étant également invitée. Le présent document reprend un certain nombre d'engagements qu'il a pris durant l'audition. Ces engagements se rapportent à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- Balkans occidentaux et Turquie;
- voisinage oriental;
- voisinage méridional.

Veuillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant l'audition. Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#). Un questionnaire supplémentaire lui a été adressé après l'audition et les [réponses écrites supplémentaires](#) ont été reçues le 18 novembre 2019.



«Une fois commissaire, j'agirai de manière complètement indépendante dès le jour de mon élection. Je ne recevrai d'instructions d'aucun gouvernement et d'aucune institution. [...] Je travaillerai de manière collégiale et je défendrai les intérêts de l'Union et uniquement de l'Union.»

«Je maintiendrai la position de l'Union en matière d'état de droit, que ce soit envers les Balkans occidentaux, le partenariat oriental ou le voisinage méridional.»

Politique d'élargissement

«La méthodologie doit être améliorée de manière à engendrer un dynamisme accru et à permettre aux pays candidats qui le peuvent et qui le souhaitent d'avancer plus rapidement. Par ailleurs, nous devons aussi ralentir le processus d'élargissement pour ceux qui procèdent plus lentement.»

«Le processus d'élargissement repose sur le principe de la "priorité aux fondamentaux". Si la situation des droits fondamentaux, de l'état de droit ou de l'indépendance du pouvoir judiciaire n'évolue pas, voire se dégrade, les négociations peuvent être interrompues, les chapitres ne peuvent être clos et l'assistance financière peut même être suspendue. Je n'aurai pas peur d'utiliser les outils à ma disposition si cela s'avère nécessaire car les conditions ne sont pas remplies.»

Balkans occidentaux

«J'entends accélérer le rythme des réformes structurelles et institutionnelles en mettant nettement l'accent sur les fondamentaux que sont l'état de droit, le développement économique, le fonctionnement des institutions démocratiques et la réforme de l'administration publique.»

«Dans ce but, je collaborerai avec toutes les institutions, les entreprises et la société civile.»

«La perspective européenne reste inchangée; je me battrai et j'œuvrerai en sa faveur jusqu'au bout.»

«Je suis déterminé et prêt à travailler avec les États membres ayant exprimé leurs inquiétudes. Je nouerai d'emblée le dialogue avec ces États membres pour répondre à leurs préoccupations.»

«En ce qui concerne l'état de droit dans les Balkans occidentaux, nous avons des critères très stricts que ces États doivent respecter. Je n'ai pas l'intention de modifier ou de proposer de modifier ces critères. Au contraire, [...] je pense que nous devons intensifier notre travail avec nos voisins des Balkans occidentaux pour aller plus loin.»

«[...] Ma priorité consistera à obtenir une évaluation des faits, sur le terrain, commune aux États membres et à la Commission. Je veux inclure les États membres dans nos missions sur le terrain au niveau des experts afin de couvrir toute la région ensemble, d'étudier les faits, d'observer les évolutions et d'évaluer la situation de manière concertée afin

d'éviter un autre échec. De cette façon, nous établirons une liste claire des objectifs réalisables de part et d'autre, c'est-à-dire de la part des pays des Balkans occidentaux et de notre part. Nous éviterons ainsi toute surprise.»

«Nous pourrions en venir à un point critique, où un, deux ou trois pays candidats remplissent toutes les conditions. Je n'ai aucun *a priori* à ce sujet. [...] Il est possible d'abandonner toute approche groupée, mais nous aurons peut-être un groupe. N'excluons pas cette possibilité.»

«Ma vision à cinq ans est la suivante: les Balkans occidentaux seront beaucoup plus développés, le Kosovo et la Serbie seront en paix, le Kosovo bénéficiera d'une libéralisation totale des visas et de la liberté de déplacement, les négociations d'adhésion de la Macédoine du Nord et de l'Albanie seront très avancées, voire presque conclues, et la Serbie sera prête à adhérer.»

Turquie

«Je travaillerai aussi main dans la main avec Joseph Borrell au sujet de nos relations futures avec la Turquie, un partenaire essentiel de l'Union dans de nombreux domaines. Il est clairement possible de perfectionner nos relations afin de mieux servir nos intérêts communs. La Turquie continuant de jouer un rôle vital dans l'hébergement de presque quatre millions de réfugiés et la satisfaction de leurs besoins, nous devons continuer à la soutenir sur ce point et dans la gestion d'une migration irrégulière croissante.»

«En effet, les négociations liées à l'adhésion sont à l'arrêt. En concertation avec votre institution et le Conseil, la prochaine Commission devra donc amorcer une réflexion en vue de mettre en place un partenariat stratégique basé sur les intérêts communs et les cadres existants.»

«En ce qui concerne le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, nous constatons qu'il est déjà à l'arrêt. Toutefois, le fait de mettre fin aux négociations d'adhésion sans adhésion est une décision politique et stratégique majeure qui devra être prise par votre institution et le Conseil. Cette décision ne revient pas au Commissaire. Lorsque nous aurons une discussion exhaustive sur notre relation future avec la Turquie, il nous faudra bien sûr aborder cette question stratégique.»

«[...] En ce qui concerne le financement de l'IAP, [...] je sais que la question préoccupe votre institution, qui a une position très ferme en faveur de l'annulation totale de l'IAP destiné à la Turquie. Mon approche est plus prudente. Cette aide a déjà été réduite de 600 millions d'EUR à 250 millions d'EUR et nous sommes en train de la réduire encore, jusqu'à 130 millions d'EUR, un montant qui correspond au cœur même de notre financement et qui soutient la société civile. Si nous supprimons ces fonds, nous disparaîtrons de la société turque. Nous devons donc les maintenir. Nous devons maintenir notre engagement.»

Politique de voisinage

«Un écart de développement majeur sépare l'Union de ses voisins. Mon objectif sera de le réduire en libérant le potentiel inexploité de la région.»

«Nous avons mis en place un cadre de coopération très complet ainsi que des règles exhaustives en matière de respect des droits de l'homme, de la liberté de la presse et de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Je compte continuer sur cette voie et je m'assurerai du respect de ces conditions dans toutes nos relations.»

«Mon portefeuille comprendra les relations externes du dossier migration. À cet égard, je continuerai de défendre la position de l'Union: nous devons aider nos pays partenaires [...] à protéger leurs frontières et à résister à la pression de la migration irrégulière, mais aussi les aider à pourvoir aux besoins des migrants présents sur leurs territoires.»

«Si un groupe d'États membres fait une telle proposition [introduire un régime de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme], je serai bien sûr prêt à l'étudier et à travailler avec eux afin d'évaluer les avantages d'un tel système.»

Voisinage oriental

Avenir du partenariat oriental

«Je veux voir le partenariat oriental renforcé, compte tenu des consultations actuelles quant à son avenir. Je préparerai des propositions liées aux objectifs politiques à long terme du partenariat oriental, que la Commission présentera largement en amont du Sommet du partenariat oriental, qui se tiendra à Bruxelles, en juin 2020.»

«À mes yeux, revigorer ou renforcer le partenariat oriental consistera à essayer d'aider ces pays à créer une économie de marché qui améliorera leurs capacités à résister à la pression extérieure tout en créant un climat favorable à l'investissement, qui sera lui-même favorable à leur prospérité.»

Différenciation et coopération sectorielle approfondie

«Certains pays de l'Est, comme la Géorgie, l'Ukraine et plus récemment la Moldavie, [...] font preuve de beaucoup de détermination pour s'atteler aux réformes, parfois dans des contextes très difficiles. D'autres pays sont moins actifs sur ce point. Par conséquent, une différenciation raisonnée au sein du portefeuille reste essentielle pour exporter la stabilité.»

«Il reste beaucoup de travail à faire pour bénéficier de tous les avantages des zones de libre-échange approfondi et complet, mais, s'ils le souhaitent, nous devons être prêts à collaborer de manière plus significative avec ces pays en matière d'infrastructures de base, comme les transports et l'énergie, ou en ce qui concerne le pacte vert pour l'Europe ou le numérique.»

«[...] Nous devons être prêts à interagir avec eux et à les inclure dans le plus grand nombre de domaines d'action possible. [...] Cela pourrait aussi comprendre la sécurité.»

Ukraine

«L'Ukraine [...] revêt une importance géopolitique majeure pour l'Union. Nous continuerons à soutenir son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale et nous poursuivrons nos efforts pour mettre fin au conflit dans le Donbass et soutenir les réformes, qu'elles concernent l'état de droit ou l'économie. Nous devons employer au maximum tous les outils à notre disposition, y compris le groupe de soutien à l'Ukraine de la Commission.»

«[...] Nous devons la soutenir et la défendre, y compris en ayant recours à toute prolongation éventuelle des sanctions à l'encontre de la Russie, tant que nous ne verrons aucun progrès dans le processus de Minsk. [...] J'aiderai Josep Borrell avec tous les outils à ma disposition dans mon portefeuille afin de concrétiser ce processus, tout en soutenant toutes les actions pouvant aider l'Ukraine à recouvrir sa souveraineté.»

«Jusqu'à présent, nous n'avons pas proposé cette possibilité [d'intégration totale au sein de l'Union] à l'Ukraine. Mais nous pouvons [...] l'aider à créer une économie de marché solide qui attire les investissements directs étrangers, soutienne la croissance et l'emploi au niveau local et renforce le pays. Cela sera l'une de mes priorités.»

«Je nouerai le dialogue avec le haut représentant, notamment en Ukraine, où il semble également que [la désinformation] est un phénomène qui touche le plus le public. Je mettrai également en œuvre tous les moyens financiers afin que l'Ukraine puisse combattre ce phénomène.»

Autres voisins orientaux

«L'Azerbaïdjan peut être un partenaire primordial dans le secteur de l'énergie, mais nous devons garder l'état de droit et la démocratie à l'ordre du jour.»

«Avec l'Arménie, nous devons mettre l'accent sur le développement économique. Avec la Biélorussie, il convient d'aider la modernisation du pays tout en gardant le renforcement des valeurs démocratiques à l'ordre du jour.»

«Je continuerai de dialoguer avec la Biélorussie afin d'assurer [la sûreté nucléaire]. [...] Nous devons veiller à ce que nos experts puissent également observer le site, le visiter et s'assurer que la sûreté nucléaire sera garantie conformément à nos normes.»

«Je travaillerai avec et pour la Moldavie afin que les réformes ne subissent ni coup d'arrêt ni retour en arrière. Nous devons nous assurer que les réformes se poursuivront, même en cas de crise interne. Si ce n'est pas le cas, nous devons suspendre l'assistance financière, comme cela a déjà été fait auparavant. Il est clair que l'assistance financière est purement et simplement liée à l'avancée des réformes.»

Voisinage méridional

«Nous renouvellerons notre partenariat avec le voisinage méridional, qui repose sur le principe “donner plus pour recevoir plus”, tout en concentrant nos efforts sur le développement économique de nos partenaires.»

«En partenariat avec nos voisins méridionaux, je mettrai l'accent sur la promotion de la bonne gouvernance, la protection de l'environnement et du climat et la mise en place d'une approche plus efficace des questions migratoires. J'accorderai la plus grande attention à la croissance économique et à la réussite des politiques d'emploi, notamment en faveur des jeunes.»

«Certains partenaires voient leurs progrès et leurs réformes directement entravés par des conflits, comme le conflit syrien pour la Lybie ou les retombées au Liban. [...] Le Maroc et la Tunisie font preuve de beaucoup de détermination pour s'atteler aux réformes, parfois dans des contextes très difficiles. D'autres pays sont moins actifs sur ce point. Par conséquent, une différenciation raisonnée [...] reste essentielle pour exporter la stabilité.»

«J'ai l'intention de formuler rapidement de nouvelles propositions sur les priorités de partenariat afin d'intensifier nos relations avec les pays qui se sont engagés dans des réformes exigeantes.»

«Le Maroc est prêt à nouer le dialogue, non seulement dans les domaines qui [...] l'intéressent, mais aussi dans les domaines qui nous intéressent, et nous pouvons donc poursuivre et consolider notre partenariat. [...] Cet exemple pourrait servir de modèle à l'ensemble du voisinage méridional.»

«Je veillerai à ce que nous prêtions toute l'assistance nécessaire, non seulement sur le plan financier mais également en ce qui concerne notre expérience, [...] une fois qu'un gouvernement sera en place en Tunisie [...] afin de l'aider à bâtir une administration qui réponde aux besoins du peuple [...]»

«Les évolutions [en Algérie] sont encourageantes en ce qui concerne les élections à venir en décembre. [...] Bien sûr, nous encouragerons les Algériens à poursuivre dans la voie démocratique, mais ce choix leur appartient.»

«Les relations avec la Libye et la Syrie sont plus complexes. Le premier de mes objectifs sera de travailler au retour et au maintien de la paix et de la stabilité en coordination avec les Nations unies.»

«En Lybie, [...] nous devons intensifier nos efforts afin d'améliorer les conditions humanitaires des migrants [...]»

«Nous devons soutenir les retours volontaires en Syrie si les principes essentiels d'un retour volontaire, sûr et digne sont respectés, le tout en étroite coordination avec le HCNUR.»

«Nous devons soutenir le Liban et la Jordanie, deux pays qui accueillent un très grand nombre de réfugiés.»

«Nous continuerons à soutenir les réformes économiques et politiques [en Égypte]. En parallèle, nous poursuivrons notre dialogue étroit sur les questions relatives aux droits de l'homme.»

«Je continue de défendre la position de l'Union, selon laquelle seule une solution fondée sur la coexistence de deux États peut apporter une paix durable au Proche-Orient, et nous devons dialoguer avec Israël et la Palestine dans ce but. [...] Je dispose des outils nécessaires pour encourager ce processus.»

Instruments de financement

«En ce qui concerne [les instruments financiers dans le cadre du nouveau CFP], j'estime que nous devons disposer d'instruments financiers à la fois disponibles, pragmatiques, efficaces et flexibles.»

«La gouvernance [des instruments financiers] doit être étudiée et je veillerai à ce que l'avis du Parlement européen soit bien pris en compte.»

«[...] Il est clair que l'IAP sera utilisé exclusivement dans le cadre des préparatifs liés à l'adhésion: renforcement des capacités, état de droit et tous les autres domaines cruciaux à perfectionner dans les pays candidats à l'adhésion.»

«Nous bénéficierons d'un autre outil financier actuellement en préparation, l'IVDCI, auquel seront alloués des fonds destinés aux migrations. Il n'y aura donc pas d'interférence [...] entre l'IAP et les actions liées aux migrations.»

Relations avec le Parlement européen

«Je suis déterminé à travailler main dans la main avec le Parlement européen. [...] Nos deux rôles me semblent extrêmement complémentaires. Je compte pleinement utiliser la diplomatie parlementaire et les relations du Parlement avec les gouvernements dans l'intérêt de l'Union. Je vous fournirai tout le soutien dont vous avez besoin pour travailler efficacement.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso officiel](#) (traduit le cas échéant) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en novembre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsables: André DE MUNTER, Michal JIRÁČEK, Kirsten JONGBERG. Assistant éditorial: Grégory DEFOSSEZ.

Contact: poldep-expo@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
DG EXPO/B/PolDep/Note/2019_97

Version imprimée ISBN 978-92-846-5951-7 | doi:10.2861/626 | QA-02-19-901-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5952-4 | doi:10.2861/085821 | QA-02-19-901-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

STELLA KYRIAKIDES

Commissaire désignée

Santé et sécurité alimentaire



La commissaire désignée, Stella Kyriakides, s'est présentée devant le Parlement européen le 1^{er} octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI). Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- protéger et promouvoir la santé publique; et
- la sécurité alimentaire, la santé animale et la santé des végétaux.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Auteur: Georgios Amanatidis

Direction générale des Politiques internes

PE 638.436 - novembre 2019



Protéger et promouvoir la santé publique

Fourniture de médicaments à prix abordable

«Je souhaite m'assurer que nous disposons des moyens adéquats pour garantir la santé de nos citoyens. À cet égard, un approvisionnement régulier de médicaments à prix abordable est essentiel. Le secteur pharmaceutique de l'Union donne accès aux citoyens à des médicaments de grande qualité à des prix abordables depuis des décennies.»

«Le secteur pharmaceutique a l'obligation légale de veiller à ce que les patients aient accès aux médicaments. Nous devons travailler main dans la main et nous efforcer d'adopter une stratégie pharmaceutique globale afin de répondre aux besoins des patients.»

«Nous devons assurer l'innovation et l'accès aux traitements pour les malades atteints de tuberculose, du VIH/SIDA et d'hépatite. [...] Ces maladies ont des conséquences sur un très grand nombre de citoyens européens. Cela sera ma priorité absolue au sein de la nouvelle Commission.»

Dispositifs médicaux

«Je concentrerai mes efforts sur la mise en place d'un cadre législatif modernisé et plus solide pour les dispositifs médicaux. Cela est indispensable pour améliorer la sécurité des patients et renforcer le rôle de leader mondial de l'Union dans ce secteur.»

Espace de données de santé et santé en ligne

«Les technologies numériques et l'intelligence artificielle doivent être mises à contribution. En effet, elles peuvent apporter des avantages concrets aux patients et aux professionnels de la santé. Je veux exploiter ce potentiel au maximum et je considère la création d'un espace européen des données de santé comme un pas important dans la bonne direction.»

«La numérisation est un élément crucial de tout programme de santé et revêt une importance significative pour les citoyens. [...] Cette Commission s'engagera en faveur de la numérisation. Cela vient soutenir la recherche et l'innovation. Nous disposons déjà des réseaux européens de référence, qui permettent aux patients en pédiatrie ou atteints de maladies rares de bénéficier de cet accès, et je pense qu'elle peut radicalement modifier les soins et les traitements.»

«Malheureusement, l'un des inconvénients de l'ère numérique est qu'il est très simple de faire de la désinformation dans de nombreux médias. [...] Nous devons donc travailler ensemble, grâce à l'éducation et à la santé, pour combattre la désinformation, qui a une incidence directe sur la santé humaine.»

«[...] Nous devons aussi faire preuve d'une grande prudence en ce qui concerne la protection des données des patients. Nous devrions toujours avoir cet élément à l'esprit lorsque nous abordons la santé en ligne.»

Résistance aux antimicrobiens

«[...] Je plaiderai en faveur d'un accord international sur l'accès aux antimicrobiens et leur utilisation. Pour cette raison, je ferai également de la mise en œuvre du Plan d'action européen fondé sur le principe "Une seule santé" pour combattre la résistance aux antimicrobiens l'une de mes priorités.»

«J'ai mentionné l'industrie et l'innovation. Je suis convaincue que l'Union européenne doit donner l'exemple et avancer afin de mettre de nouveaux antimicrobiens à la disposition des patients.»

Vaccination

«Nous disposons de données scientifiques indiquant qu'il est important d'utiliser les vaccins. Toutefois, nombre de maladies se sont déclarées en Europe ces dernières années. La rougeole est présente à cause de la réticence à la vaccination. Je ne dirai pas que cela est lié uniquement à la désinformation, car ce phénomène est aussi influencé par les programmes de vaccination des États membres, qui ne sont pas uniformes. [...] Nous devons combattre toutes les sources de désinformation entraînant des conséquences négatives lorsque nous disposons de données scientifiques solides.»

Plan européen de lutte contre le cancer

«À mes yeux, le plan européen de lutte contre le cancer concerne toutes les actions détaillées dans ma lettre de mission: la stratégie "de la ferme à l'assiette", le pacte vert pour l'Europe, la résistance aux antimicrobiens, l'innovation et l'accessibilité des médicaments. Il doit englober la prévention, le diagnostic, le traitement, la recherche, la survie et les soins palliatifs et mobiliser des secteurs et des industries au-delà du monde de la santé, comme l'éducation et l'environnement.»

«J'ai toujours voulu faire la différence dans la vie des patients atteints de cancer et je peux vous assurer que ce principe continuera de me guider dans cette nouvelle mission [...].»

Don d'organes

«[...] Quant à l'éventuelle mise en place d'une stratégie européenne globale sur le don d'organes, je voudrais prendre connaissance de l'évaluation attendue fin 2019 afin de savoir où nous en sommes et ce que nous pouvons faire. Nous devons agir en nous basant sur la science et les preuves afin de prendre les bonnes décisions.»

Évaluation des technologies de la santé

«[...] Je m'engagerai très nettement sur cet aspect pour obtenir un consensus afin que la proposition de 2018 de la Commission au sujet de l'évaluation des technologies de la santé puisse avancer. J'estime, en effet, que cet aspect est crucial dans tout système de santé que nous, Européens, souhaitons défendre.»

«[...] Je travaillerai en étroite collaboration avec les patients, mais aussi avec toutes les autres parties prenantes afin d'approcher d'un consensus en matière d'évaluation des technologies de la santé. Il est évident que la méthode du volontariat ne fonctionne pas. Nous avons besoin d'une norme et nous devons avancer.»

Santé mentale

«[...] Je ferai tout mon possible pour remettre [la santé mentale] à l'ordre du jour. En effet, je crois que la santé mentale ne reçoit pas toute l'attention qu'elle mérite dans de nombreux États membres et que nous devons agir pour faire évoluer la situation. Je ne parle pas uniquement de la dépression chez l'adulte, mais des difficultés que nous constatons chez les adolescents, avec des problèmes comportementaux et une augmentation des comportements autodestructeurs. Nous devons agir de manière préventive.»

«[...] Je collaborerai avec les autres commissaires afin d'intégrer la santé mentale dans de nombreuses politiques. Je pense pouvoir défendre ce projet et j'en ai l'intention.»

Droits de l'homme

«La protection et la promotion des droits de l'homme seront ma priorité absolue. J'estime que cette dimension doit être présente dans une discipline telle que la psychiatrie, un domaine extrêmement sensible. En effet, il est très facile d'apposer une étiquette avec un diagnostic psychiatrique et cela peut parfois être très subjectif en fonction de la culture d'appartenance.»

Recherche et innovation

«Nous nous engageons en faveur de l'innovation. Nous sommes déterminés à avancer et à investir en faveur de la recherche. Le programme Horizon 2020 comprend déjà des engagements en ce sens. Par conséquent, je considère clairement l'innovation comme une priorité. Les progrès de l'innovation et de la science permettront plus d'efficacité en matière de santé pour les Européens. Ils auront en effet une influence sur l'industrie, les médicaments, le pacte vert et les aliments que nous consommons.»

«Mon objectif sera de faire entendre une voix empreinte de raison dans le collège et de me baser sur la science, mais aussi de tenir compte d'autres inquiétudes afin de convaincre d'autres parties. Nous devons faire avancer de nombreuses politiques qui, nous le savons, s'avèrent indispensables à la santé humaine.»

Sécurité alimentaire, santé animale et santé des végétaux

Pesticides

«[...] Je peux m'engager à réduire notre dépendance aux pesticides, ainsi qu'à essayer d'investir en faveur de la recherche d'alternatives à bas risque et d'encourager de telles

pratiques. [...] Je compte suivre ce dossier de très près afin d'obtenir des résultats.»

«J'espère que la législation alimentaire générale influencera le niveau de transparence, qui a joué un si grand rôle dans la méfiance des citoyens, mais je ne saurais exprimer plus nettement mon engagement en faveur de la réduction de notre dépendance aux pesticides et de la recherche d'alternatives à bas risque.»

«Je voudrais toutefois souligner très clairement que ce sujet n'est pas isolé des autres. Il fait pleinement partie du pacte vert pour l'Europe, auquel nous allons tous travailler, et de la stratégie "de la ferme à l'assiette". Il nous sera impossible de concrétiser ces projets si nous ne sommes pas capables d'affronter et de gérer des sujets tels que les pesticides.»

«Je peux m'engager sur [...] le fait qu'il n'y aura aucun recul en matière de protection des abeilles et des autres pollinisateurs. [...] La protection des abeilles doit occuper une place centrale dans nos politiques et fait également partie intégrante du pacte vert [...]. À mes yeux, réduire le recours aux néonicotinoïdes et rechercher des alternatives est une question essentielle.»

Perturbateurs endocriniens

«Je sais [que les perturbateurs endocriniens] ont des conséquences sur la santé humaine et que nous devons agir. Je m'y engage fermement. Nous attendons actuellement le bilan de qualité. Je souhaite travailler avec vous pour évaluer ce qu'il sera nécessaire de faire pour avancer sur ce dossier. Nous ne pouvons pas nous permettre de le laisser de côté. Mes idées sont très claires à ce sujet.»

«En ce qui concerne les perturbateurs endocriniens, les néonicotinoïdes, les nouvelles techniques d'élevage et les pesticides, il est d'une importance capitale de prendre en compte les données scientifiques disponibles.»

Amélioration de l'information des consommateurs

«[L'étiquetage nutritionnel] est obligatoire sur tous les aliments pré-emballés. Les citoyens le demandent. Ils veulent avoir la possibilité de consulter des profils nutritionnels. Lorsque nous prenons un produit en rayon, il est évident que nous vérifions de plus en plus si nous voulons acheter ce qu'il contient. [...] Les profils nutritionnels ont de l'importance. Les citoyens y tiennent. Un rapport sur l'étiquetage alimentaire des emballages sera disponible à la fin de l'année. Je souhaite attendre les résultats avant d'avancer sur ce sujet et j'aimerais voir une approche commune dans l'ensemble des États membres [...].»

«Nous devons trouver des pratiques communes [en matière d'étiquetage de l'origine] afin que les consommateurs disposent d'informations fiables lorsqu'ils ont accès à des aliments ou en achètent. Cet aspect est en cours d'évaluation. J'étudierai toutes les informations, puis je soumettrai une proposition.»

Santé et bien-être des animaux

«Avant tout, je souhaite déclarer fermement que la santé et le bien-être des animaux font pour moi partie intégrante du concept "Une seule santé". [...] Nous ne pouvons pas parler d'«Une seule santé» sans adopter une vision d'ensemble qui comprend la santé des humains, de l'environnement, des animaux et des plantes.»

Déchets alimentaires

«[...] J'aimerais mettre en place un plan d'action sur cinq ans pour affronter le problème des déchets alimentaires, que je considère comme un aspect primordial de notre effort en faveur d'une alimentation durable.»

Matériaux destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires

«Ce sujet revêt une importance capitale. Des substances pénètrent dans les aliments et peuvent modifier ou affecter la santé humaine, mais pourraient aussi modifier les constituants de l'aliment. [...] J'étudierai les données scientifiques, puis j'émettrai une liste de priorités en commençant par les matériaux présentant le plus de dangers pour la santé humaine.»

Relations avec le Parlement européen

Coopération

«Je travaillerai avec le Parlement européen, les États membres, les parties prenantes et les autres commissaires afin

d'améliorer la santé publique et de garantir un avenir durable pour l'Europe. Si nous détectons des failles dans nos systèmes, nous devons agir de concert pour y remédier, en faisant preuve d'énergie, d'ambition et d'engagement et en bâtissant des partenariats reposant sur la confiance, l'honnêteté, la transparence et l'obligation de rendre des comptes.»

«Oui, je respecterai toujours la démocratie. J'ai également dit, et je n'ai pas parlé à la légère, que j'écouterai le Parlement. J'ai l'intention d'être à votre disposition et de collaborer étroitement avec vous. Dans de nombreux domaines, des OGM aux nouvelles techniques d'élevage, le Parlement a joué un rôle crucial en présentant des résolutions et en rendant le changement possible.»

Transparence et obligation de rendre des comptes

«La transparence doit être au cœur même de nos actions. Si nous faisons preuve d'une parfaite honnêteté avec nous-mêmes, nous devons reconnaître que nous avons perdu la confiance des citoyens en matière de sécurité alimentaire, d'innovation et de protection parce qu'ils estiment que nous ne faisons pas preuve d'assez de transparence et qu'ils doivent avoir accès aux résultats. À cet égard, j'ai déjà mentionné les changements liés à la législation alimentaire générale, qui repose sur la transparence et qui, je l'espère, nous aidera à bâtir une meilleure relation avec nos citoyens et à renforcer leur confiance. Cela me semble indispensable.»

«[...] Si je suis élue commissaire à la santé, je me mettrai au travail sur le champ et je nouerai toujours le dialogue de manière transparente et constructive avec vous. Après tout, nous sommes tenus de vous rendre des comptes.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administrateur responsable: Georgios AMANATIDIS. Assistante éditoriale: Jolanta RUNGEVICA KISELOVA.
Contact: Poldep-economy-science@europarl.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

IP/A/ENVI/2019-11

Version imprimée ISBN 978-92-846-5559-5 | doi:10.2861/753529 | QA-01-19-736-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5560-1 | doi:10.2861/6318 | QA-01-19-736-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **DIDIER REYNDERS** Commissaire désigné Justice



Le commissaire désigné, Didier Reynders, s'est présenté devant le Parlement européen le 2 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, de la commission des affaires juridiques et de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs. Durant l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- défense de l'état de droit et
- justice et protection des consommateurs.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant l'audition. Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#).

Département thématique des droits des citoyens et des affaires
constitutionnelles

Auteurs: Ottavio Marzocchi; Udo Bux
Direction générale des politiques internes
PE 621.923 - octobre 2019



FR

Défense de l'état de droit

Discussion exhaustive sur l'état de droit, les droits fondamentaux et la démocratie

«Je [...] travaillerai sur le rapport sur l'état de droit et sur les possibilités de construction d'un processus grâce à une discussion interinstitutionnelle sur la question générale [...] de l'état de droit, des droits fondamentaux et de la démocratie.»

Mécanisme européen de protection de l'état de droit

«En juillet, la Commission a présenté sa proposition de mécanisme européen complet de protection de l'état de droit. Je promouvrai une culture de l'état de droit, je préviendrai l'apparition de problèmes liés à l'état de droit et j'y apporterai une réponse, le cas échéant.»

«Je [...] veux voir ce mécanisme en place l'année prochaine, avec un processus ouvert, non discriminatoire, préventif et annuel. Le mécanisme entraînera la publication d'un rapport annuel et sera renforcé par le tableau de bord de la justice dans l'Union.»

Observation de l'état de droit dans les États membres – Dialogue et coopération avec les États membres et les autres institutions

«L'observation concernera tous les États membres, mais sera plus approfondie dans les États membres où des risques spécifiques ont été identifiés. J'accorderai une importance toute particulière à l'objectivité et à l'impartialité de cette observation. Je privilégierai le dialogue et je veillerai à ce que nous partagions les meilleures pratiques avec les États membres.»

Emploi de l'ensemble des outils disponibles, sanctions comprises

«Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition [...]. Faites-moi confiance. Je n'hésiterai pas à agir si l'état de droit est en danger. Je ne ferai aucun compromis si la démocratie est en jeu.»

Recommandations

«[Il] est également très important d'émettre des recommandations et de faire des remarques à l'égard de tous les États membres, sans aucune discrimination [...]. Je suis surpris qu'il soit possible, depuis des années, d'émettre des remarques concernant la situation budgétaire, ce qui est indispensable mais il n'est pas si simple de s'exprimer à propos des valeurs que nous partageons.»

Procédure de l'article 7

«Ma position est très claire: je souhaite aller de l'avant avec la procédure de l'article 7, non seulement dans les cas actuels mais aussi, si cela s'avère nécessaire, dans d'autres cas. Je sais que d'autres types de problèmes peuvent se poser dans d'autres États membres. Le cas échéant, nous devons l'appliquer également.»

Présentation au Conseil de l'initiative du Parlement liée à la procédure de l'article 7 au sujet de la Hongrie

«[En] ce qui concerne la Hongrie, pays pour lequel il existe actuellement une procédure, j'ai demandé au Conseil que le Parlement puisse exprimer sa position de la même façon, la

procédure ayant débuté en son sein. Cette position est aussi celle de la Commission actuelle.»

Cycle annuel, médias et démocratie

«Ma première tâche sera de diriger le travail de la Commission afin de publier un rapport sur les droits de l'homme. Celui-ci ne s'intéressera pas uniquement à l'état de droit, mais couvrira un domaine plus large. Durant la première année de la Commission, je soumettrai un document qui servira de base aux discussions du Parlement et, je l'espère, du Conseil.»

Conditionnalité liée à l'état de droit

«Je pense que les colégislateurs trouveront rapidement un accord à ce sujet, car il sera alors possible d'adopter la bonne démarche budgétaire avec suspension, ou nous perdrons tous de l'argent dans le cas d'un échec généralisé du respect des obligations de l'état de droit.»

Rapports sur une nouvelle stratégie pour la démocratie et sur la charte des droits fondamentaux

«La Commission prévoit également un rapport sur la charte des droits fondamentaux; il est donc possible de fournir un rapport à ce sujet. Nous travaillerons sur une nouvelle stratégie en faveur de la démocratie, peut-être à l'aide d'un rapport sur la démocratie.»

Accord interinstitutionnel

«[Il] est possible de discuter d'un accord interinstitutionnel. Je ne sais pas s'il s'agira d'un accord officiel, parce que même s'il est lancé tout de suite, il ne sera pas livré avant un moment (peut-être à la mi-mandat).»

Groupe de travail de la Commission, du Conseil et du Parlement européen

«Je proposerai d'organiser un groupe de travail avec les trois institutions [...] et de voir dans quelle mesure il est possible de développer le processus ensemble. Avant tout, je travaillerai, évidemment, sur le rapport sur l'état de droit et les possibilités de développer un processus grâce à un débat interinstitutionnel sur le sujet général de l'état de droit, des droits fondamentaux et de la démocratie, comme vous l'avez suggéré [...] J'aspire donc à la création d'un tel groupe de travail dès que possible [...] Je ne suis pas contre la possibilité de consulter des experts indépendants, des organismes indépendants, et de discuter avec eux, mais peut-être ne faut-il pas aller jusqu'à la création d'un nouvel organe.»

Article 2 dans les relations extérieures

«Je suis très engagé en faveur du respect de l'article 2 au sein de l'Union mais aussi de l'exportation de nos valeurs.»

Minorités et groupes vulnérables

«[Je] suis résolu [...] à défendre les minorités et, évidemment, les droits des minorités. Vous parlez de la communauté LGBT et c'est le cas à chaque occasion. Bien sûr, elle sera l'une de nos préoccupations, ce sont tous des groupes vulnérables, vous le savez, mais nous devons être très actifs sur le terrain et pas uniquement dans le cadre des procédures générales que nous avons sous le coude.»

Justice et protection des consommateurs

Renforcer la justice par la coopération judiciaire

«Nous devons renforcer la coopération judiciaire en matière civile et pénale. Les citoyens européens ont le droit de vivre et de travailler dans une Union où la liberté de circulation est pleinement respectée.»

Confiance mutuelle

«Il s'agit également de respecter notre diversité et de protéger, en parallèle, nos différentes traditions juridiques, sans que celles-ci ne deviennent un obstacle à nos libertés ou à notre sécurité. J'œuvrerai afin de créer une atmosphère de confiance entre nos différents systèmes juridiques.»

Les droits fondamentaux protégés dans la répression?

«[La] réponse est oui [...] [Si] j'ai un tel portefeuille, je défendrai les droits fondamentaux [...] C'est certain [...] [Et] très clair.»

Le mandat d'arrêt européen

«Eu égard au mandat d'arrêt européen, je continuerai à veiller à son application et travaillerai en étroite collaboration avec vous et les États membres pour continuer à l'améliorer [...] Nous chercherons à savoir si les procédures d'infraction sont nécessaires en fonction de l'évaluation de conformité. J'étudierai également sérieusement la possibilité de présenter une proposition de révision du mandat d'arrêt européen.»

Conditions carcérales et détention préventive

«Je me pencherai aussi sur les moyens d'améliorer les conditions carcérales dans l'Union et explorerai l'idée de créer des exigences minimales pour la détention préventive afin de renforcer la confiance.»

Négociations entre Europol et les partenaires

«Je pense que nous devrions pouvoir faire attention, ici aussi, aux droits fondamentaux, aux droits de l'homme, à la façon dont nous négocions et concluons des accords. Je garderai bien entendu un œil sur les agences qui dépendent plus directement de la DG Justice.»

Parquet européen

«[Je] souhaite avant tout m'assurer que le Parquet européen sera correctement mis en œuvre à la fin de l'année prochaine. Pour ce faire, je travaillerai avec le procureur général et l'administration ad interim; nous avons de nombreuses mesures à prendre pour avancer sur cette voie [...] D'abord, nous devons créer un collège de procureurs. Nous devons donc exercer une pression sur les États membres afin d'organiser ce collège. Ensuite, nous devons faire davantage pression pour garantir la bonne mise en œuvre de la directive PIF, car sans elle, il serait difficile pour le nouveau procureur général de travailler sur la situation en respectant le budget européen. Enfin [...] il sera important d'accorder les ressources nécessaires (humaines et financières) au Parquet européen, et je m'assurerai que le CFP le protège.»

Eurojust

«Dans le domaine de la justice, Eurojust, en particulier, est là pour faciliter la coordination des organes judiciaires, notamment lorsqu'il s'agit de lutter contre les atteintes à la propriété intellectuelle. C'est donc un élément pour lequel une action plus importante est souhaitable, et Eurojust prépare actuellement un rapport sur les défis juridiques et les meilleures pratiques pour faire face à ce type de crime. Nous

serons alors en mesure de travailler sur les échanges de meilleures pratiques entre les États.»

Règlement général sur la protection des données, promouvant l'approche européenne en tant que modèle global

«L'une de mes priorités sera de garantir que les droits fondamentaux sont pleinement protégés à l'ère du numérique [...] Nous devons nous assurer que le nouveau cadre juridique est pleinement mis en œuvre et continue, en parallèle, à promouvoir nos valeurs et normes sur la scène internationale [...] J'entends souvent des critiques sur le règlement général sur la protection des données, qui contient pourtant des mécanismes simplifiés pour les petites et moyennes entreprises. C'est donc dans cet esprit que j'essaierai de travailler, afin de lever, si possible, un nombre de contraintes inutiles sur les petites et moyennes entreprises ou les jeunes pousses.»

Droits fondamentaux, implications humaines et éthiques de l'intelligence artificielle

«[Pendant] les 100 premiers jours, nous essaierons de travailler sur la nouvelle législation horizontale, sur les aspects humains et éthiques de l'intelligence artificielle [...] [Nous] devons demander de plus en plus d'informations sur les algorithmes et leur fonctionnement logique [...] Ainsi, avec la Commission, nous devons non seulement instaurer une nouvelle législation, mais aussi aider les autorités nationales à organiser des essais et des contrôles pour recevoir des informations [...] [Nous] travaillerons dans des situations sectorielles, car les difficultés sont plus détaillées dans le secteur du transport ou de la santé et d'autres types d'activité.»

Visas dorés

«[Il] existe certains droits à la liberté de mouvement, la capacité de voter aux élections du Parlement européen, nous devons donc faire preuve de fermeté [...] Car, comme vous l'avez dit, il existe des risques: corruption, blanchiment d'argent, et bien d'autres encore. Je suis donc résolu à lutter contre ça, car nous devons protéger la citoyenneté européenne. Il s'agit d'un élément important de nos valeurs.»

Lanceurs d'alerte

«[Je] crois que nous devons avancer vers la mise en œuvre de la directive par tous les États membres, mais il n'est pas impossible, et je souhaite en débattre avec les États membres, que nous adoptions des mesures complémentaires, comme je l'ai dit, d'assistance et de soutien.

Ceci peut se faire par assistance juridique, financière, comme je l'ai indiqué, mais aussi par assistance psychologique.

Sur ces différents points, je suis prêt à voir si les États membres veulent aller plus loin et s'il est nécessaire de pousser également à l'échelle européenne.»

Citoyenneté européenne

«Je souhaite que nous continuions à progresser sur les priorités: [...] la protection de la libre circulation des citoyens, en particulier dans le cadre du Brexit, qui sera de nouveau très rapidement à l'ordre du jour.»

Droit des sociétés

«Je suis plus que résolu à travailler à vos côtés et avec le Conseil sur la façon d'instaurer de nouvelles exigences en matière de droit des sociétés. Vous parlez aussi des droits de l'homme [...] De nombreuses sociétés s'engagent actuellement volontairement, mais leurs actions ne suffisent pas. Je suis sûr que nous devons passer par un profond changement du droit des sociétés pour demander plus d'obligations sur l'intérêt social des entreprises, et je suis également certain qu'il est assez important d'aborder le sujet de la chaîne d'approvisionnement.»

Actions représentatives

«Je [...] prônerai l'adoption rapide de la proposition sur les actions représentatives. Les possibilités de recours collectifs sont plus que nécessaires pour les consommateurs européens.»

«[...] nous devons d'abord adopter la nouvelle directive, à savoir la directive relative aux actions représentatives, afin d'organiser un recours collectif, car vous savez que nous devons obtenir une position du Conseil, si possible en novembre; nous en sommes donc à la première étape, et je pense vraiment que c'est ce que nous devons faire et que nous devons organiser le processus.»

Double niveau de qualité des produits

«Nous devons continuer à réprimer les ventes malhonnêtes et agressives et à protéger les consommateurs vulnérables. Nous devons être très vigilants quant aux risques du double niveau de qualité des produits [...] Nous nous attendons à la même équité, et ce peu importe l'endroit où habite le consommateur.»

Sécurité des produits

«Je me pencherai sur la mise à jour de la directive relative à la sécurité générale des produits de telle sorte que tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement réduisent la quantité de produits non sécurisés. Je désire également des règles claires en ce qui concerne la responsabilité de tous les fournisseurs participant au parcours en ligne du consommateur.»

Responsabilité en matière d'intelligence artificielle

«[À] propos des aspects humains et éthiques de l'intelligence artificielle, et nous devons déterminer comment nous pouvons renforcer la responsabilité [...] La sécurité est un aspect très important, comme les aspects humains et éthiques, et la question de la responsabilité, mais je ne peux vous garantir que nous adopterons une nouvelle réglementation sur la responsabilité dans les 100 premiers jours. Le délai pourrait être plus long.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne peut avoir valeur de compte rendu faisant foi de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsables: Ottavio MARZOCCHI, Udo BUX; Assistante éditoriale: Ginka TSONEVA

Contact: poldep-citizens@ep.europarl.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

Version imprimée ISBN 978-92-846-5556-4 | doi: 10.2861/785 | QA-02-19-781-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5555-7 | doi: 10.2861/302599 | QA-02-19-781-EN-N

Application effective du droit de protection des consommateurs

«[Je] souhaite mettre particulièrement l'accent sur l'application effective. [...] Nous devons désormais veiller à son application effective à l'intérieur de l'Union mais aussi avec nos partenaires internationaux.»

Renforcer la capacité des consommateurs

«Dans le cadre des stratégies du pacte vert, dans les 100 premiers jours, nous essaierons de voir comment travailler davantage avec les fournisseurs et comment les consommateurs pourraient prendre part à une transition plus rapide vers l'économie verte. En tant que première étape, bien entendu, je suis sûr que nous devons donner davantage d'informations aux consommateurs pour qu'ils aient la capacité de faire un autre choix et de se diriger vers un autre produit.»

Viabilité, durabilité et réparabilité

«Avant tout, nous sommes tous engagés en tant qu'États membres de l'Union européenne à respecter notre engagement relatif aux ODD, les objectifs de développement durable, à l'échelle des Nations unies.»

«Je souhaite rappeler que, comme indiqué dans mes remarques introductives, il est très important d'utiliser la demande, donc la capacité du consommateur, pour organiser un véritable processus vers une économie durable, et je suis sûr que si nous voulons respecter pleinement nos engagements envers les ODD à l'échelle des Nations unies, nous devons nous y atteler et être très actifs à ce sujet.»

«J'ai déclaré très clairement que j'estime que, sur un certain nombre de sujets concernant la durabilité et le développement durable, nous devons efficacement informer les consommateurs. Ainsi, il incombe aux entreprises de fournir des informations correctes, par exemple sur [...] la durabilité, la réparabilité d'un certain nombre de produits, mais aussi la disponibilité des pièces détachées. En ce qui concerne la réparabilité, j'ajouterais [...] la réparabilité par des tierces parties et pas nécessairement par la société qui a vendu le produit [...] Par conséquent, je pense qu'il faudra probablement légiférer sur tous ces points [...] Nous devons examiner toutes les situations afin de voir si nous nous dirigeons vers une obligation de durabilité. [...]»

Obsolescence programmée

«Et lorsque vous parlez de l'obsolescence programmée, je pense que si elle est effectivement programmée, elle doit devenir une infraction punissable. Nous ne pouvons imaginer introduire, volontairement et sans aucune conséquence, une telle logique d'obsolescence dans les produits.»

Engagements pris lors de l'audition de

ADINA-IOANA VĂLEAN

Commissaire désignée

Transports



La commissaire désignée, Adina-Ioana Vălean, s'est présentée devant le Parlement européen le 14 novembre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission des transports et du tourisme. Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- un transport durable, sécurisé et abordable.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).



Un transport durable, sécurisé et abordable

Coopération avec le Parlement européen

«Je sais à quel point il peut être important pour un commissaire de tirer parti de l'expertise et de l'expérience des députés au Parlement européen, et je m'engage auprès de vous à partager avec vous, dès le départ, des idées et projets; nous travaillerons sur toute la chaîne à l'élaboration de la législation.»

«Je m'engage à fournir de bonnes solutions pour travailler avec toutes les parties prenantes et avec le Parlement afin de résoudre les problèmes et de trouver les bons moyens de connecter les individus, de les amener à se déplacer, à un prix raisonnable, de profiter d'un transport juste et inclusif, y compris aérien.»

«[...] beaucoup de choses devront être faites dans les domaines des transports et du tourisme, domaines auxquels [...] la commissaire chargée des transports devrait se consacrer, avec le Parlement européen, et contribuer au développement de ces travaux et en discuter avec le collègue des commissaires.»

Stratégie pour le transport durable et intelligent

«Je travaillerai dur pour réduire l'empreinte environnementale de la mobilité et des activités de transport et je veillerai à ce que nos actions continuent de contribuer à la réduction des émissions de carbone et à l'amélioration de la qualité de l'air.»

«Je soutiendrai les partenariats de la chaîne de valeur avec l'industrie en tant que partie au pacte vert pour l'Europe.»

«J'œuvrerai pour que soit enfin créé un ciel unique européen [...] Je ne dirai pas que nous avons besoin de moins de vols, mais nous devons être plus efficaces, plus durables et avoir un système de gestion du trafic mieux adapté et efficient.»

«Eu égard aux ports, je dirais que le transport maritime est évidemment une activité très importante pour l'Europe. Nous devons la protéger, la consolider, la rendre plus durable, plus verte, mais ceci devrait entrer dans le cadre d'une solution positive, plus verte et compétitive [...] tous les acteurs des pays tiers devraient respecter nos règles sur nos marchés, et c'est une mission qui incombe en partie à la Commission que de suivre l'évolution et de s'assurer que ceci reste vrai.»

«[...] en ce qui concerne les stratégies de planification mobile urbaine durables [...] je préférerais adopter une approche européenne et éviter la fragmentation, car la fragmentation à cet égard n'est pas bénéfique pour les voyageurs transfrontaliers [...] nous verrons si une nouvelle action sera nécessaire à l'échelle de l'Europe.»

Internalisation des externalités/Imposition de l'énergie

«D'ici 2050, nous voulons devenir neutre en carbone, ce qui requiert davantage de politiques et d'efforts.»

«Nous devons donc internaliser une partie de ces externalités [...] l'utilisateur doit contribuer davantage eu égard aux éléments pollueurs.»

«Je peux m'engager et dire que je n'exclurai pas l'imposition, c'est plus qu'évident [...] Je m'engage sur le fait que je me concentrerai sur les moyens de développer le transport ferroviaire et de le rendre plus abordable grâce à des prix moins élevés.»

«Et les carburants alternatifs durables et ensuite la taxation, tout est sur la table, je ne veux rien cacher et je m'engage à travailler sur chacun d'entre eux pour réduire les émissions dans le secteur de l'aviation et à rendre le transport ferroviaire plus attrayant pour les personnes et les marchandises.»

L'extension du système d'échange de quotas d'émission de l'Union

«Diminuer les subventions dont bénéficient les compagnies aériennes, avec pour objectif de les supprimer au fil du temps, fait partie de ma mission, telle qu'elle m'a été confiée, et l'extension du système d'échange de quotas d'émission au secteur maritime donnera lieu à un changement important. En général, le coût des voyages devrait être à supporter par les utilisateurs et non par la société dans son ensemble.»

«[...] Le régime d'échange de droits d'émission devra réduire les émissions. Nous avons CORSIA: nous nous engagerons à l'appliquer dès son adoption de sorte à compenser les émissions.»

«[...] Le régime d'échange de droits d'émission de l'Union [...] Je suis résolue, et nous devrions tous l'être, à introduire un tel instrument pour réduire les émissions du secteur maritime.»

«[...] lorsque nous déploierons le régime d'échange de droits d'émission de l'Union dans le secteur maritime [...] nous serons prudents et nous essaierons de maintenir la compétitivité du secteur car c'est très important pour nous.»

Adoption de carburants alternatifs et durables pour le transport routier, maritime et aérien

«Je travaillerai avec les États membres et les investisseurs privés pour le déploiement d'un nombre bien plus important de bornes de rechargement accessibles au public. Je souhaite encourager l'adoption de carburants durables pour les transports routiers, maritimes et aériens.»

«[...] le déploiement de davantage de carburants durables. Dans le secteur maritime [...] mon objectif, voire mon engagement, serait d'encourager le recours aux carburants les plus durables et viables à ce stade et d'encourager le développement de nouvelles technologies, de nouveaux programmes de recherche.»

«Donc, un ensemble de mesures – l'important est de décarboniser, afin d'être plus respectueux de l'environnement et de ne pas perdre en compétitivité.»

Innovation numérique et modernisation continue des systèmes de transports clés

«Nous devons profiter pleinement de la numérisation pour rendre le transport plus sûr, plus propre, plus efficace et plus accessible.»

«Un véritable marché des solutions numériques émerge et je souhaite que l'Union reste un chef de file: de la chaîne de bloc et de la cartographie numérique, en passant par le suivi, aux véhicules, avions et navires connectés et automatisés.»

«Nous devons intégrer le transport ferroviaire avec des changements logistiques à l'aide de nouvelles technologies, nous devons ouvrir des données, par exemple sur les heures prévues d'arrivée, et nous avons plus que besoin d'un nouveau système de signalisation.»

Dimension sociale

«Les emplois seront affectés, je donnerai donc la priorité à l'investissement dans la reconversion afin que, par exemple, les régions automobiles continuent de prospérer sur le plan social et économique.»

«Je souhaite porter l'initiative de la plateforme "Les femmes et les transports" plus loin, et je veux voir décupler le potentiel de l'équilibre des genres et de l'égalité hommes-femmes.»

«Nous devons expliquer [aux personnes] et obtenir leur soutien afin qu'elles n'aient pas peur que l'avenir moderne des transports soit laissé de côté. Je serai pleinement engagée dans cette approche, et je suivrai tout le travail déjà en cours.»

«Le secteur de l'aviation est très concurrentiel [...] Nous avons besoin de tout le monde: les États membres, les compagnies aériennes, les associations du personnel aérien, les organisations d'employeurs et de travailleurs ainsi que le Parlement [...] Je prendrai toutes les mesures nécessaires, législatives ou non, pour faire face à toutes ces pénuries et à tous ces problèmes.»

«Je [souhaite] collaborer avec mes [collègues commissaires] pour adopter des mesures efficaces dans divers domaines, de sorte que tous les travailleurs, ou l'environnement de travail dans les transports, soient protégés contre la fraude et l'abus, et contre de mauvaises conditions de travail. Il s'agit, je dirais, d'un engagement humaniste.»

Mobilité militaire

«Les infrastructures de transport sont essentielles pour permettre une stratégie de défense européenne. Un renforcement de la mobilité pour nos troupes et notre équipement ne devrait pas être négligé lorsque nous investissons dans nos infrastructures; en sus, les installations à double usage, à des fins civiles et militaires, sont une belle possibilité pour notre Union et devraient être un choix stratégique.»

Rôle de chef de file dans les instances internationales

«Penser globalement, la vision de la présidente élue est celle d'une commission géopolitique. C'est exactement ce dont nous avons besoin. L'Europe doit maintenir son multilatéralisme sur la scène mondiale. Pour le transport, cela signifie que l'Europe a besoin d'être un pivot pour toutes les régions environnantes mais, plus important encore, pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et les flux de passagers, ce qui sera extrêmement important pour notre compétitivité.»

«Nos avantages concurrentiels peuvent être renforcés si nos organisations internationales, comme l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) agissent comme il se doit pour tenir compte des avantages de nos réussites.»

Coopération avec les partenaires clés

«Nous avons ensuite des accords, et dans ces accords, nous avons des règles qui doivent être appliquées. Je pense que nous devons instaurer des règles de jeu équitables pour nos sociétés et celles qui accèdent à notre marché [...] Nous y œuvrerons en permanence.»

«[...] nous devons appliquer les règles de concurrence sur le marché, afin d'obtenir un bon système de prix [...] Je suivrai et analyserai ce qui est et n'est pas mis en œuvre et essaierai de veiller à la mise en œuvre.»

«[...] si la situation ne change pas, bien entendu, nous lancerons des procédures d'infraction.»

«Nous sommes tous au fait du contentieux qui vous oppose à l'aéroport de Gibraltar [...] il est certain que si le Brexit a lieu, je serai la commissaire des États membres de l'Union européenne.»

Réseau transeuropéen de transport

«Je me suis opposée aux coupes dans le cadre du cadre financier pluriannuel (CFP) et je m'engage, face à vous, à défendre le budget pour le mécanisme pour l'interconnexion en Europe pour le prochain cadre financier pluriannuel.»

«Nous devons compléter le réseau central, nous devons soutenir le rôle des aéroports et des ports dans les régions et localement.»

«Nous réviserons également les lignes directrices des 20 réseaux en 2021, je sais que nous nous sommes engagés [...] nous devons mieux contribuer aux projets émergents dans ce réseau, sur le réseau ferroviaire en particulier.»

«[...] créer une autorité unique pour gérer toutes les procédures [...] ce qui pourrait introduire une couche supplémentaire de bureaucratie [...] nous ne voulons pas de cela, et également introduire des délais moins longs, par exemple une mise en œuvre en deux ans.»

Le manque de liens entre les infrastructures et en matière de connectivité

«Nous devons donc investir, d'une part, dans l'infrastructure elle-même et dans la multimodalité.»

«La connectivité reste la chose la plus importante, et nous devons investir dans la connectivité. Comme indiqué plus tôt, les aéroports et les ports régionaux ou locaux devront être encore plus soutenus dans le cadre de la politique de concurrence de l'Union.»

«Je prône les trains de nuit tant qu'ils sont concurrentiels et qu'une OSP peut être utilisée pour les trains de nuit.»

Transports accessibles et fiables pour tous

«Je souhaite promouvoir la mobilité en tant que service, proposer des alternatives abordables aux voitures privées conventionnelles, adapter les infrastructures et adopter des solutions intelligentes et collaboratives.»

Normes de sécurité

«25 000 décès sur la route par an, ce chiffre est tout bonnement inacceptable. Nous devrions partager l'objectif de réduire de moitié les décès et blessures graves d'ici à 2030 par rapport à 2020. Je mettrai en œuvre toutes les ressources disponibles pour convaincre les ministres, les investisseurs et les développeurs d'internaliser ce gage de sécurité de façon

permanente, et j'ai besoin que vous me souteniez dans cette quête.»

«Je pense que nous sommes engagés en faveur d'une vision zéro, soit zéro décès d'ici à 2050. Nous instaurerons une stratégie que je prévois de vivement promouvoir.»

Droits des passagers

«Les voyageurs dont la mobilité est limitée doivent pouvoir se déplacer avec la même simplicité que toute autre personne. Ceux dans les régions éloignées doivent être mieux connectés à notre réseau de transport [...] L'Europe possède aujourd'hui un cadre de droits des passagers très complet mais nous devons le pousser encore plus loin.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en novembre 2019. Date de publication: novembre 2019.

Administrateur responsable: Esteban COITO GONZALEZ; assistante éditoriale: Adrienn BORKA.

Contact: poldep-cohesion@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
IP/B/TRAN/NT/2019-001

Version imprimée
PDF

ISBN 978-92-846-5945-6 | doi:10.2861/515802
ISBN 978-92-846-5946-3 | doi:10.2861/69829

| QA-02-19-893-EN-C
| QA-02-19-893-EN-N

Engagements contractés à l'audition de **HELENA DALLI** Commissaire désignée Égalité



La commissaire désignée, Helena Dalli, s'est présentée devant le Parlement européen le 2 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, de la commission de l'emploi et des affaires sociales et de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- lutte contre la discrimination et directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée;
- droits des personnes handicapées;
- stratégie européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes et partenariats internationaux: autonomisation des femmes et des filles;
- coopération avec le Parlement européen et les autres commissaires.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).

Département thématique des droits des citoyens
et des affaires constitutionnelles

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Auteurs: Martina Schonard / Susanne Kraatz
Direction générale des Politiques internes
PE 621.919 - octobre 2019



Lutte contre la discrimination

Égalité pour tous

«Je souhaite axer mon travail, en particulier, sur trois volets: la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes; l'inclusion et l'autonomisation des femmes; la promotion de l'égalité et de la pleine participation. Tout ceci pour les femmes et les hommes, les minorités raciales et ethniques, les minorités religieuses et non religieuses, les personnes handicapées, les jeunes et les personnes âgées, et les personnes LGBTI.»

Législation sur l'égalité

«Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour faire progresser la législation clé dans le domaine de l'égalité.»

«En tant que ministre, j'ai pris part à des débats sans fin au sein du Conseil sur des propositions au point mort pendant trop longtemps. La directive horizontale de lutte contre les discriminations a été proposée il y a plus de 11 ans. La directive sur la présence des femmes dans les conseils des sociétés date de 2012. La proposition pour l'adhésion de l'Union à la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique remonte à 2016. Comment l'expliquer à nos citoyens? Dans ce contexte, même si je ne peux lever les obstacles et convaincre les États membres toujours sceptiques au sein du Conseil, je ne m'abstiendrai pas de trouver de nouvelles solutions et de proposer une nouvelle législation.»

Directive sur l'égalité de traitement (directive antidiscrimination)

«J'attendrai d'abord les résultats de la réunion du Conseil EPSCO le 24 octobre, qui devrait aborder cette directive antidiscrimination, et je procéderai ensuite à partir de ceux-ci. Je souhaite débloquer cette directive.»

«Il s'agit bien sûr d'un défi, comme vous le savez, car l'unanimité est nécessaire au Conseil, mais je parlerai à tous les ministres concernés car nous devons trouver un moyen de progresser rapidement.»

«J'expliquerai que l'orientation sexuelle n'est pas un choix, donc s'il s'agit de la raison pour laquelle la directive est bloquée, je souhaiterais le comprendre.»

Promouvoir l'égalité horizontalement

«Il faut normaliser l'égalité.»

Groupe de travail sur l'égalité

«Je créerai, au cours des trois premiers mois du mandat de la présente Commission, le groupe de travail sur l'égalité piloté par des hauts fonctionnaires de toutes les DG. Il aura pour mission, complexe, de rapidement développer une approche intersectionnelle en faveur de l'égalité dans toutes les politiques de l'Union.»

Stratégie cadre sur les Roms

«Ce cadre touche à sa fin, et nous réviserons cette stratégie. C'est pourquoi je souhaite visiter un camp de Roms afin d'en apprendre plus sur ce que je réviserai; nous réfléchirons aussi sur la meilleure façon de procéder en matière de suivi. Le cadre post-2020 se focalisera principalement sur l'esprit antigitans.

Je peux vous garantir que beaucoup de travail sera mené dans ce domaine.»

Droits des personnes handicapées

Application de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées

«Je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour garantir que la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées est pleinement mise en œuvre, sans exception. Je veillerai à ce que la question du handicap soit normalisée au moyen notamment du groupe de travail et j'étendrai aussi le principe de vérification de l'égalité. En outre, comme j'ai eu l'occasion de vous le dire, je travaillerai en étroite collaboration avec l'intergroupe «Handicap» et le Forum européen des personnes handicapées.»

Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées

«Comme je l'ai dit, nous devons désormais évaluer la stratégie pour constater les évolutions, les changements à effectuer et les améliorations à apporter.»

Intégration du handicap

«Je donnerai la priorité à l'intégration des personnes handicapées. Je m'assurerai que la législation de tous les secteurs de l'Union aborde la question du handicap.»

«Oui, le handicap relèvera de la stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes, car de nouveau nous parlons d'intégration.»

Opposer son veto aux propositions de la Commission

Dans sa réponse à la question cherchant à savoir si elle serait prête à opposer son veto à chaque proposition de la Commission, en conflit avec le droit d'inclusion, prête à stopper toute proposition juridique freinant l'inclusion et à opposer son veto aux propositions de la Commission concernant le possible manquement à la convention relative aux droits des personnes handicapées, la commissaire désignée déclare:

«Ma réponse est oui.»

Stratégies européennes pour l'égalité entre les hommes et les femmes

«Je présenterai une nouvelle stratégie européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes, qui inclura de nouvelles propositions législatives ainsi que des mesures inclusives.»

«[...] cette stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes intégrera la transparence des rémunérations, la participation équilibrée des femmes et des hommes, l'écart de salaire et l'écart de niveau de pension entre hommes et femmes et la violence à l'égard des femmes. Elle traitera des stéréotypes liés au genre car, comme vous le savez, légiférer n'a de sens que si nous changeons les comportements et les cultures. Une section spécifique portera donc sur la façon de lutter contre les stéréotypes liés au genre. Un chapitre sera également consacré à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.»

«Je tiendrai également compte de l'opinion des parties prenantes.»

Écart salarial entre hommes et femmes

«Durant les cent premiers jours de cette Commission, les orientations politiques établiront que nous proposerons des initiatives visant à introduire des mesures contraignantes en matière de transparence des rémunérations. Cela représentera un élément fondamental de notre travail et contribuera à l'élaboration d'une politique globale visant à éliminer l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Pour cela, il faut lutter contre les stéréotypes persistants, renforcer l'autonomisation des femmes dans la prise de décisions, garantir la mise en œuvre et le respect des droits énoncés dans la directive relative à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (notamment par les pères) et combattre l'écart de niveau de pension entre hommes et femmes dû au travail non rémunéré.»

«J'insisterai sur la poursuite des travaux portant sur l'écart de rémunération et sur l'écart de niveau de pension entre les hommes et les femmes.»

Par ailleurs, la stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes comportera une section sur la transparence des rémunérations ainsi que des mesures visant à garantir un salaire égal pour un travail de valeur égale. Nous savons que cet écart salarial entre hommes et femmes se traduit par un écart de niveau de pension pouvant atteindre 36%.»

«Oui, les partenaires sociaux sont évidemment très importants [...] ils font partie de cette politique, de cette proposition, que nous présenterons.»

«Et oui, nous disposerons bien sûr d'instruments de mesures et d'indicateurs pour déterminer comment procéder et pour évaluer les résultats, réviser, modifier et améliorer.»

Directive sur la présence des femmes dans les conseils des sociétés

«Oui, je travaillerai incontestablement au déblocage de la directive sur la présence des femmes dans les conseils des sociétés. [...] Je collaborerai avec les États membres et les convaincrai de la valeur ajoutée que représente le déblocage de ce dossier au Conseil.»

«Je pense qu'il s'agit d'une proposition équilibrée. Je rencontrerai tous les ministres qui ont formulé une réserve à son égard et j'appuierai une approche générale au Conseil.»

Exploitation des travailleurs domestiques

À la question de savoir si elle a l'intention de prendre des mesures visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs domestiques, y compris des femmes migrantes, elle répond:

«Oui, bien sûr, c'est un domaine qui devrait être abordé et qui le sera [...] nous pouvons travailler ensemble dans le cadre d'un groupe de travail.»

«[...] il y a la directive sur l'égalité raciale [...] elle garantit une protection, mais nous allons devoir examiner comment vérifier la mise en œuvre de cette directive. Par conséquent, je devrais également travailler avec d'autres commissaires sur cette question.»

Intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes

«J'irai plus loin sur cette question et je développerai également les outils nécessaires pour porter à un autre niveau l'intégration dans les différentes politiques européennes des questions d'égalité entre les hommes et les femmes. Comme vous le savez, cela fera également partie de la mission du groupe de travail, qui travaillera avec les différentes directions générales afin de veiller à ce que l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes se concrétise véritablement.»

Stéréotypes liés au genre

«Les stéréotypes sont une question essentielle et seront, de fait, traités dans le cadre de notre stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes.»

«Tout au long de mon mandat, je poursuivrai les travaux concernant l'autonomisation des femmes et veillerai, en collaboration avec les États membres, à lutter contre les stéréotypes liés au genre.»

«En ce qui concerne le plafond de verre, il est encore très présent. [...] Je crois réellement que nous devrions éliminer les stéréotypes liés au genre et attirer davantage de femmes dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM). Par ailleurs, il se trouve que c'est moi qui ai promu la journée internationale des femmes et des filles de science aux Nations unies. [...] Les STIM me tiennent à cœur, tout comme attirer les femmes et les filles dans ces domaines – amener les filles à étudier les STIM et les femmes qui travaillent déjà dans les STIM à occuper des postes à responsabilité.»

Objectifs de Barcelone: garde d'enfants

«Je [...] veillerai – en collaboration avec les États membres – à [...] l'amélioration des structures d'accueil des enfants.»

Dans sa réponse à une question portant sur la stratégie de la Commission pour atteindre les objectifs de Barcelone, Helena Dalli déclare:

«Oui, nous devons y travailler. Nous devons trouver des moyens d'avoir, au moins, des possibilités abordables de garde d'enfants.»

«J'insisterai certainement pour l'octroi [...] de fonds, afin d'aboutir à des mesures permettant d'aider les gens à bénéficier de services abordables de garde d'enfants.»

Droits relatifs à la santé sexuelle et génésique

«Je suis une féministe résolue et je m'engage à faire tout mon possible pour protéger la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG). Je travaillerai donc avec le groupe de travail en vue d'intégrer les SDSG, en particulier dans le dialogue avec la commissaire pour la santé.»

«Nous devons également atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies concernant la santé des femmes et l'accès universel aux soins de santé sexuelle et génésique, à la planification et à l'éducation familiale.»

Directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée

Mise en œuvre

«En ma qualité de commissaire à l'égalité, je veillerai de près à ce que la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée soit pleinement et correctement mise en œuvre dans tous les États membres.»

«Je suivrai la mise en œuvre de cette directive par les États membres et j'organiserai peut-être même des ateliers et des présentations afin de les sensibiliser à cette question et de leur faire comprendre que cela constitue une valeur ajoutée sur le lieu de travail. J'ai l'intention de cibler les financements européens pour une telle activité de sensibilisation.»

Dans sa réponse à la question de savoir ce qu'elle proposerait pour remédier au déséquilibre hommes-femmes entre les personnes qui prennent un congé pour responsabilités familiales, ce qu'elle proposera pour que les familles ne soient pas menacées par la pauvreté lorsqu'elles prennent un congé parental et comment elle incitera les États membres à garantir un niveau de rémunération décent pour ce congé, la commissaire désignée déclare:

«De toute évidence, nous voulons faire plus et comme je l'ai mentionné, [la directive] sera révisée dans trois ans.»

«Dès lors que nous aurons révisé la directive, examiné son fonctionnement et déterminé si elle présente des possibilités d'ouverture – ce qui sera probablement le cas –, nous examinerons les propositions que vous formulez.»

Violence sexiste et soutien accru aux victimes

«Je [préfèrerais] me concentrer dans un premier temps sur la ratification de la convention d'Istanbul. Focalisons-nous en premier lieu sur cette question, mais je dois dire également que l'unanimité est requise pour que la violence à l'égard des femmes fasse l'objet de poursuites pénales au niveau européen. Nous avons donc au fond la même position. Nous pouvons également consolider la directive sur les droits des victimes – je devrai pour cela travailler avec le commissaire désigné

Reynders. Nous pouvons renforcer les mesures non législatives visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes, mais la voie que je privilégie est la ratification de la convention par l'Union.»

«Oui, bien sûr, cela sera inclus dans la stratégie pour l'égalité des hommes et des femmes. Nous intégrerons également la cyberviolence à l'égard des femmes dans la stratégie.»

Partenariats internationaux: autonomisation des femmes et des filles

«Je veillerai à ce que le Parlement européen reçoive régulièrement des notes d'information, notamment avant les grands événements et aux principales étapes des négociations internationales portant sur les domaines dont je serai responsable.»

Coopération avec le Parlement européen

«Je compte travailler en dialogue avec vous, membres du Parlement européen, ainsi qu'avec les États membres et la société civile. Je souhaite travailler en collaboration avec tous, sans pointer quiconque du doigt, afin d'accorder plus d'importance à ce domaine au sein de l'Union européenne et également à l'extérieur.»

«Je souhaite collaborer avec chacun d'entre vous dans des domaines spécifiques.»

Coopération avec les autres commissaires

«Le commissaire désigné Schinas et moi-même sommes d'accord pour dire que l'égalité fait partie du mode de vie européen.»

«Les questions [concernant la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée] que vous avez mentionnées sont des questions dont je discuterai avec le commissaire désigné Schmit, dans le cadre desquelles nous pourrions examiner les conditions de travail que vous avez abordées et étudier [...] comment proposer une voie à suivre.»

«En fait, j'ai déjà parlé avec le commissaire désigné Schmit à propos de ces réalités [concernant l'emploi précaire des femmes].»

«Nous pouvons également consolider la directive sur les droits des victimes – je devrai pour cela travailler avec le commissaire désigné Reynders.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.

Administratrices responsables: Martina SCHONARD; Susanne KRAATZ; assistantes éditoriales: Sandrina MARCUZZO, Monika Laura LAZARUK

Contact: poldep-citizens@europarl.europa.eu; poldep-economy-science@europarl.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.

Version imprimée ISBN 978-92-846-5552-6| doi: 10.2861/905727| QA-02-19-779-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5551-9| doi: 10.2861/01683| QA-02-19-779-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

THIERRY BRETON

Commissaire désigné

Marché intérieur



Le commissaire désigné Thierry Breton s'est exprimé devant le Parlement européen le 14 novembre 2019 afin de répondre aux questions des députés européens membres de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) et de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO). Durant l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- l'économie et la société numériques;
- une industrie européenne et un marché unique parés pour l'avenir; et
- l'industrie de la défense et l'espace.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques
et de la qualité de la vie

Auteurs: Mariusz Maciejewski, Frédéric Gouardères, Arthur-Edouard Hess

Direction générale des Politiques internes

PE 642.340 - novembre 2019



L'économie et la société numériques

Renforcer la souveraineté technologique de l'Europe

«Il y a urgence à préparer la croissance de demain en investissant dès aujourd'hui dans les technologies critiques du futur. Je pense bien sûr à la 5G, mais il faut aussi commencer à se préparer à la 6G, à l'intelligence artificielle, au *cloud* et déjà au *post-cloud*, à l'*edge computing*, à l'internet des objets, à la cybersécurité bien sûr, à la *blockchain* [...]. Et puis, cela ne surprendra pas ceux qui me connaissent, aux technologies quantiques.»

«En matière de souveraineté stratégique, nous devons avec Mariya Gabriel accélérer le développement d'un "*European Innovation Council*", qui est une sorte de DARPA européenne, dont nous avons besoin sur notre continent.»

«Il va falloir réinvestir massivement dans ces technologies clés. Elles vont concerner, évidemment, tout ce qui relève de la propriété industrielle, mais aussi de la cybersécurité car, dans ce sujet, la cybersécurité va devenir un enjeu essentiel.»

«D'abord, il est absolument essentiel de diversifier les sources d'approvisionnement. Je rappelle qu'en 2017, on a publié 27 matières critiques. Une nouvelle publication est attendue en 2020, je vais vraiment la regarder parce que c'est un sujet que je connais bien. Je vais la regarder très vite.»

Intelligence artificielle et nouvelle législation sur les services numériques

«Nous présenterons ainsi dans les cent jours, avec Margrethe Vestager, un cadre européen de l'intelligence artificielle. Je souhaite l'accompagner d'une stratégie européenne vers la mise en place d'un marché commun des données.»

«Je ne dis pas que nous allons réglementer dans ces cent jours. On verra ce que dira le collège. Je serai extrêmement solidaire, mais je ne vais pas porter, pour l'instant, la voix de la réglementation. Je voudrais d'abord qu'on essaye de voir ensemble, qu'on ait ensemble une vision, qu'on puisse partager avec vous, évidemment. On va énormément consulter durant ces cent jours et le Parlement va être totalement intégré à cette réflexion, parce que vous représentez les 511 millions de nos concitoyens, vous avez votre mot à dire, on va l'entendre, c'est certain. Nous aurons évidemment des orientations en toile de fond, je dirais, pour savoir ce que nous pouvons faire et ce que nous ne pouvons pas faire [...].»

«Les données c'est ma vie, donc vous pouvez être convaincus que je veux une Europe qui maîtrise ses données, qui puisse aussi les partager, selon des critères clairs, surtout maintenant dans un aspect industriel, ce sera essentiel pour l'internet des objets et l'industrie 4.0.»

«L'intelligence artificielle pour l'industrie est un enjeu absolument majeur, cela va au-delà de l'industrie 4.0.»

«Nous n'avons pas du tout perdu la guerre de l'intelligence artificielle contre les Américains et les Chinois, je vous le dis. Je serai là, je l'espère, avec toutes celles et tous ceux, aux quatre coins du continent, qui vont m'accompagner dans ce combat. C'est ma conviction profonde.»

«Merci de me permettre de le préciser. Je m'engage à ne pas la remettre en cause [la clause de limitation de responsabilité de la directive européenne sur le commerce électronique].»

«[Se projeter] implique aussi une évolution des règles du marché intérieur, qui doivent être complétées à la lumière des besoins réels de nos entreprises. Ce sera le cas au moyen du «Digital Services Act», afin de réguler, notamment, les grandes plateformes numériques.»

«[...] en référence au «Digital Services Act» et à la modification éventuelle de la directive sur le commerce électronique [...] pas de surveillance généralisée, c'est clair. Pas de remise en cause du principe d'origine ni d'adaptation de la responsabilité. Évidemment, les obligations et responsabilités des plateformes seront prévues.»

«Je mettrai sur pied un plan d'action médias et audiovisuel.»

Marché unique de la cybersécurité et unité conjointe de cybersécurité

«La dimension cybersécurité est naturellement essentielle pour éviter que notre espace informationnel ne se déchire un jour. C'est un sujet qui me tient à cœur, vous le savez tous, depuis longtemps, et sur lequel je compte m'impliquer personnellement dans toutes les composantes du portefeuille. Il concerne en effet toutes les activités du marché intérieur, de bout en bout. Il est donc clairement structurant.»

«Il va falloir se poser le problème de la cybersécurité, y compris lorsque l'on fabrique des objets [...]. Donc la cybersécurité à la conception, c'est un sujet sur lequel je veux vraiment travailler avec vous, parce que c'est un sujet où je pense qu'il faut qu'on aille plus loin.»

Une industrie européenne et un marché unique parés pour l'avenir

Stratégie à long terme pour l'avenir industriel de l'Europe

«Pour cela, je vais travailler sur trois grandes priorités. D'abord, la modernisation du marché unique. Il y a encore beaucoup à faire et on le sait. Il faut une masse critique. Il faut évidemment abaisser des frontières [...].»

«Ce qui est absolument déterminant dans ce portefeuille, c'est que tous les secteurs de notre économie – les services dans leur multitude, l'industrie (et l'industrie, c'est évidemment 99,8% des PME, mais ce sont aussi les industries culturelles et évidemment le tourisme) – sont traversés par le numérique. Et donc, mon rôle va être vraiment d'être un acteur partout pour aider l'ensemble de nos industries à se transformer.»

Économie circulaire

«Je contribuerai dans le cadre de mes fonctions, conjointement avec tous mes collègues du collège, à un «Green Deal» ambitieux, pour faire de l'Europe le premier continent neutre en carbone à l'horizon 2050. Et je porterai aux côtés de Frans Timmermans le pilier industriel du «Green Deal», une nouvelle stratégie pour l'économie circulaire, une réorientation vers la politique des marchés publics, ou encore une transition vers les véhicules zéro émission, car nous devons tirer les leçons et sortir du «dieselgate».»

«Pour le reste, la politique verte est au cœur de mon activité. J'ai dit que nous investirons massivement dans les technologies de transition [...] c'est un sujet où l'Europe peut, doit et va gagner.»

Stratégie en faveur des PME et représentant des PME

«Mon rôle sera également de protéger les PME, les start-up, et d'accompagner les nouvelles formes d'emploi en garantissant une concurrence équitable avec les géants d'autres continents et en veillant notamment au respect par tous d'un socle de droits sociaux.»

«Il faut aider les PME à s'adapter, mais aussi leur simplifier la vie, par tous les moyens, pour qu'elles puissent grandir dans et par le marché intérieur, par exemple en leur facilitant l'accès à des financements dédiés, aux marchés publics ou en les aidant à protéger leur savoir.»

«[Les cinq points de la stratégie en faveur des PME seront:] Le premier point consiste à supprimer les obstacles réglementaires et administratifs. Le deuxième point vise à améliorer l'application de la directive sur les retards de paiement. C'est quand même la raison de près de 30 % des faillites des PME. Le troisième point consiste à soutenir activement le financement des PME. Des outils existent, nous allons l'augmenter. Le quatrième point consiste à adapter le marché unique aux spécificités des PME, nous en avons parlé pour les blocages. Et puis, le cinquième point a pour but de développer les compétences, notamment en matière numérique. Je l'ai dit et c'est très important.»

Je n'en ai pas parlé tout à l'heure mais c'est très important aussi: la durabilité. Parce que, évidemment, quand on parle du bâtiment, il y a tout ce qui est isolation, bâtiments zéro énergie, zéro CO₂. Cela représente énormément de compétences à avoir. C'est un sujet dont j'ai déjà parlé avec le commissaire Nicolas Schmit; nous allons donc évidemment travailler ensemble sur ce dernier point. Et puis je le répète, mais c'est un sujet important, le représentant des PME – je ne

l'ai pas encore nommé, bien sûr, je n'ai vu personne pour l'instant, c'est très prématuré – va jouer un rôle très important pour être le relais de la Commission sur le terrain.»

Fonctionnement au jour le jour du marché unique

«Je vais travailler sur [...] la modernisation du marché intérieur. Il y a encore beaucoup à faire. Nous devons atteindre une masse critique. Il faut évidemment abaisser des frontières [...]»

«[...] tous les secteurs de notre économie [...] sont traversés par le numérique. Par conséquent, mon rôle consistera à aider l'ensemble de nos industries à se transformer.»

«Concernant l'ambition de mon action pour le marché unique au sein de ce portefeuille, je la résumerais en un mot à trois temps: protéger, transformer, projeter.»

«Protéger, tout d'abord, parce que le marché intérieur et les règles qui le régissent permettent chaque jour à des millions de produits d'être vendus ou achetés en toute sécurité pour le consommateur européen. Cette protection du marché intérieur vaut également pour les travailleurs européens, qui peuvent offrir librement leurs services, dans tous les États membres de l'Union, par la garantie de la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles.»

«Nous devons également veiller à la bonne application des règles du marché intérieur, pour que celui-ci continue à être un facteur de convergence et de croissance pour tous les pays de l'Union. Je dis bien tous, tout en étant absolument intransigeant sur la protection des travailleurs et de leurs conditions de travail.»

«Je veillerai aussi à ce que notre marché intérieur nous protège contre la concurrence extérieure quand celle-ci n'est pas équitable.»

«Il s'agit d'anticiper, d'accompagner cette transition, qui est aussi une opportunité, afin d'aider tous ceux qui auront besoin de se qualifier ou de se requalifier vers des emplois nouveaux. Ce troisième défi, le défi social, aura autant d'importance dans la gestion de mon portefeuille que les deux premiers – le défi écologique et le défi numérique.»

«Je tiens à vous le dire très clairement: je m'opposerai absolument à toute émergence de nouvelles barrières. C'est un sujet sensible. On a vu parfois des barrières s'ériger, certains pays n'ont peut-être pas toujours joué le jeu comme il aurait fallu le faire. Je soutiendrai donc le Parlement dans ses efforts visant à faire respecter les règles.»

«Je veux être clair aussi: je ne vais pas rouvrir la directive sur les services. [...] Mais je compte renforcer sa mise en œuvre, parce qu'elle est là et qu'elle doit fonctionner dans le respect des règles.»

«Je lutterai contre les protectionnismes régionaux.»

«Je prends volontiers l'engagement [de supprimer les obstacles à la prestation de services transfrontaliers].»

Conditions de concurrence équitables

«Sur ce point, je voudrais indiquer que nous devons soutenir une nouvelle stratégie de croissance pour l'Europe. Le marché unique doit établir des règles favorables pour toutes les entreprises – je dis bien toutes les entreprises: petites, moyennes et grandes.»

L'industrie de la défense et l'espace

Contrôle du Fonds européen de la défense

«Évidemment, le sujet de la défense sera un point absolument majeur, grâce au Fonds européen de la défense qui bénéficiera, j'y veillerai particulièrement, à l'ensemble des PME.»

Industrie spatiale forte et innovante

«Je vais être clair: l'industrie spatiale est absolument essentielle. L'Europe est le deuxième continent au monde en matière spatiale, et elle le restera. C'est essentiel pour notre autonomie, pour notre indépendance.»

«Se projeter, c'est enfin faire preuve d'ambition en matière d'industrie de défense, dans le domaine de l'espace. L'Europe doit bien sûr disposer d'un accès autonome à l'espace, mais également continuer à investir dans des systèmes de classe

mondiale tels que Copernicus ou Galileo. Évidemment, je vais y travailler.»

Tourisme

«Notre objectif doit être de créer [...] une stratégie de filières, et des chaînes de valeur dans tous les secteurs, [notamment] le tourisme, dont il faudra accompagner la transformation de tout l'écosystème face au tourisme de masse, à l'émergence de nouvelles plateformes, afin de maintenir l'Europe en tant que première destination mondiale dans le secteur touristique.»

Conflict of interest and ethics

«Cela signifie très précisément que j'ai vendu par le biais du marché toutes les actions que j'ai possédées, avant même de me présenter à vous. J'ai aussi démissionné de tous mes mandats, je dis bien tous. [...] Sur ce point, je veux aussi être clair: cette éventualité est strictement impossible. Il existe des règles qui ont anticipé ces questions au sein de la Commission européenne. Ce sont très précisément les articles 2.6 et 4 du code de conduite des commissaires. Je serai donc tenu simplement, comme tous les autres commissaires, de les respecter scrupuleusement et en toute transparence. Donc, comme prévu par le code de conduite, sur tout sujet financier directement lié à l'entreprise que je viens de quitter ou l'une de ses filiales, je me récuserai automatiquement, en accord avec la présidente.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations figurant dans ce document sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audience. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de l'audition est disponible.

©Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en novembre 2019. Date de publication: novembre 2019.

Administrateurs responsables: Frédéric GOUARDÈRES – Mariusz MACIEJEWSKI; assistante éditoriale: Irene VERNACOTOLA.

Contact: poldep-Economy-Science@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.

IP/A/IMCO/2019-14

Version imprimée ISBN 978-92-846-5578-6 | doi: 10.2861/893680 | QA-03-19-719-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5577-9 | doi: 10.2861/669593 | QA-03-19-719-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **YLVA JOHANSSON** Commissaire-désignée Affaires intérieures



La commissaire désignée, Ylva Johansson, s'est présentée devant le Parlement européen le 1^{er} octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés du Parlement européen membres de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. Au cours de son audition, elle a pris un certain nombre d'engagements qui sont mis en évidence dans le présent document. Ces engagements se rapportent à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- approche générale;
- valeurs européennes communes;
- un nouveau départ en matière de migration; et
- sécurité intérieure.

Veuillez noter que les citations contenues dans le présent document font uniquement référence aux engagements oraux pris lors de [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition auxquelles elle a répondu [par écrit](#).



Approche générale

«Je m'engage à mettre en place un cadre décisionnel fiable et à élaborer des politiques sur la base d'éléments concrets [...] dans les domaines couverts par mon portefeuille. Mon objectif est d'appliquer les principes d'une meilleure réglementation à l'élaboration des futures propositions de mon portefeuille.»

«[...] il est important pour moi d'adopter une perspective d'égalité des sexes dans toutes les mesures que nous prenons.»

Valeurs européennes communes

«L'Union européenne est fondée sur des valeurs qui doivent être nos principes directeurs. Je défendrai ces valeurs et plaiderai haut et fort en faveur de celles-ci non seulement au sein de l'Union, mais aussi dans le reste du monde. Je pense qu'il est essentiel de protéger nos démocraties contre le populisme et l'extrémisme et de toujours défendre les droits de l'homme.»

«L'intérêt supérieur de l'enfant et l'adoption d'une perspective d'égalité des genres sont des conditions préalables à l'action que nous menons et doivent être présents dans toutes nos activités d'élaboration des politiques, ce que je peux vous garantir.»

Un nouveau départ en matière de migration

Nouveau pacte sur la migration et l'asile

«Ma priorité absolue [...] est l'élaboration d'un nouveau pacte sur la migration et l'asile. Ce sera difficile [...] mais nous n'avons pas droit à l'échec [...] Nous devons établir un pacte européen commun sur la migration et l'asile.»

«Je dois compter sur la volonté des États membres d'accueillir les migrants réinstallés. Le nombre de réinstallations a augmenté ces dernières années dans l'Union. J'en suis fière. Je pense que nous devrions poursuivre dans cette voie [...]»

«[...] je vais être claire sur un point: les mécanismes de solidarité au sein de l'Union européenne ne relèvent pas, et ne devraient pas relever, du bénévolat.»

Relancer la réforme du système d'asile

«[...] chaque État membre est dans l'obligation de recevoir ses demandes d'asile, de les traiter et de déterminer si les personnes rentreront dans leur pays d'origine ou s'il est impossible d'assurer le retour en vertu du principe de non-refoulement. [...] La Commission peut aider les États membres à traiter cette question, mais [...] cela relève de la compétence de chaque État membre. La Commission ne peut pas s'en charger.»

Comblent les lacunes entre les procédures d'asile et les règles en matière de retour

«Nous devons certes respecter nos valeurs et nos responsabilités juridiques à l'égard des personnes ayant besoin d'une protection internationale, mais nous devons

aussi veiller à ce que les personnes qui ne peuvent pas rester retournent dans leur pays d'origine. L'année dernière, un tiers seulement des personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire sont retournées dans leur pays d'origine.»

«Oui, je vais intensifier les efforts pour le retour. Je pense [...] que nous devons être plus clairs, nous devons mettre en place des processus plus efficaces et nous devons combler les lacunes entre les personnes pouvant rester et les personnes devant retourner dans leur pays d'origine.»

«Je pense vraiment que nous devrions établir davantage d'accords de réadmission avec les pays tiers. Cet aspect est très important et la Commission peut contribuer à l'établissement de tels accords. Je sais que, dans certains cas, les États membres disposent de leurs propres accords et je pense que nous avons également besoin d'une coopération entre la Commission et les États membres afin de trouver la procédure de réadmission la plus efficace, car nous en avons besoin.»

Recherche et sauvetage

«L'adoption d'une approche plus durable, fiable et permanente concernant les opérations de recherche et de sauvetage constituera un élément essentiel du nouveau pacte sur la migration et l'asile. J'ai pour mission précise de remplacer les solutions ad hoc.»

«Je sais que le Parlement avait demandé des orientations sur une clarification, dans lesquelles il devait préciser qu'une aide humanitaire réelle ne devrait jamais faire l'objet de poursuites pénales. C'est une question que j'ai hâte d'examiner de plus près et qui pourrait représenter une voie à suivre.»

Voies d'entrée légales vers l'Union européenne

«Je travaillerai avec les États membres pour intensifier la réinstallation et examiner la possibilité de mettre en place des corridors humanitaires pour les besoins urgents.»

«C'est également par la coopération, avec les autorités des Nations unies par exemple, que nous pouvons aider les migrants. Je pense que nous devrions continuer à établir des accords avec les pays tiers et je pense qu'une part importante de ces accords doit viser à mettre en place des voies d'entrée légales vers l'Union européenne. C'est pourquoi nous avons également besoin de cette forme de coopération avec les pays tiers lorsqu'il s'agit de migration.»

«Je conviens qu'il est important pour les migrants économiques que nous trouvions de meilleures procédures pour nos voies d'entrée légales vers l'Europe, aussi bien pour la réinstallation que pour les migrants en situation régulière qui viennent travailler en Europe.»

«J'ai connaissance de la proposition relative aux visas humanitaires. Nous pourrions poursuivre cette discussion.»

Renforcement de la coopération avec les pays d'origine et de transit

«La coopération de l'Union avec la Turquie et la Libye ne [...] porte pas atteinte aux droits de l'homme des migrants. Les droits des migrants sont bafoués et les droits de l'homme sont violés, mais non du fait de cette coopération. C'est également par la coopération, avec les autorités des Nations unies par exemple, que nous pouvons aider les migrants. Je pense que nous devrions continuer d'établir des accords avec les pays tiers [...]. C'est pourquoi nous avons également besoin de cette forme de coopération avec les pays tiers lorsqu'il s'agit de migration.»

Lutte contre les trafiquants et les passeurs d'êtres humains

«Sauver des vies en mer est notre devoir moral. Cela est lié à l'intensification de la lutte contre les passeurs et les trafiquants. Nous devons faire plus pour briser le modèle économique cruel des passeurs et des réseaux criminels qui sont derrière.»

«Je pense qu'il est vraiment très important de détruire le modèle économique des passeurs. On observe que les passeurs d'êtres humains font aussi de la contrebande. Il s'agit d'organisations criminelles qui gagnent énormément d'argent grâce à cela, nous devons donc lutter contre ce modèle économique.»

«Je pense qu'il est extrêmement important d'intensifier la lutte contre la traite des êtres humains et je dois dire que je suis prête à examiner de nouvelles propositions législatives dans ce domaine [...].»

Renforcement de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes

«[...] pour sécuriser nos frontières extérieures, il est évident que la Commission a un rôle à jouer pour aider les États membres à protéger leurs frontières extérieures. C'est pourquoi nous renforçons tellement Frontex, par exemple. C'est évidemment pour mieux protéger nos frontières extérieures et le rôle de la Commission et des agences consiste à assurer cette protection avec les États membres [...].»

Espace Schengen

«[...] revenir rapidement à un espace Schengen pleinement fonctionnel, sans contrôles aux frontières intérieures, sera l'un de mes objectifs clés.»

«J'espère que cela ouvrira également la voie à un nouvel élargissement de Schengen.»

«[...] entamer une procédure d'infraction constitue toujours un dernier recours. C'est le rôle de la Commission, donc cela pourrait toujours être le cas. Mais je pense [...] que cela ne devrait pas être la première chose à faire. Je pense que je devrais d'abord engager un dialogue avec les pays pour essayer de trouver des solutions dans d'autres aspects avant d'entamer une procédure d'infraction.»

Sécurité intérieure

«[...] nous ne pouvons pas dire à nos citoyens victimes de la criminalité organisée ou du terrorisme: «nous n'avons pas pu vous défendre parce qu'ils utilisaient des nouvelles technologies». Je comprends que ce n'est pas ce que vous dites, mais il est important que nous accélérions cela.»

«Trop souvent, les membres les plus vulnérables de notre société sont victimes de ces crimes. Je crois fermement que la société doit les protéger et je serai leur plus fervent défenseur.»

Prévention et poursuite en justice du terrorisme, et réponse à apporter à ce phénomène

«Je m'attacherai à combler les lacunes de notre approche en matière de sécurité intérieure de l'Union et veillerai à ce que l'Union soit à la hauteur de sa tâche. Mon objectif est de construire une Union de la sécurité efficace [...], c'est-à-dire de garantir que la législation en vigueur est réellement appliquée. Cela suppose de combler les lacunes qui subsistent dans notre cadre de sécurité. La criminalité organisée, la drogue, la traite des êtres humains, la maltraitance et l'exploitation sexuelle des enfants constituent autant de priorités majeures pour moi.»

«Nous faisons le constat que les réseaux criminels sont de plus en plus professionnels et qu'ils développent leur modèle économique, et nous devons redoubler d'efforts au niveau de l'Union pour pouvoir les combattre du mieux possible.»

«En ce qui concerne les combattants terroristes qui pourraient rentrer dans leur pays, il appartient à chaque État membre de prendre sa décision mais la Commission peut contribuer à faciliter la coopération afin que ces personnes soient véritablement jugées et sanctionnées pour les actes terroristes qu'elles ont commis.»

«Nous devons renforcer la coopération entre les forces de police ainsi qu'avec Europol au sein de l'Union. Comme je l'ai dit dans ma réponse à une autre question posée précédemment, le plus urgent, je crois, est la confiance.»

Lutte contre la radicalisation

«La lutte contre toutes les formes de radicalisation figure également parmi les priorités de mon programme.»

«[...] la lutte contre la radicalisation. Il s'agit, selon moi, d'une tâche extrêmement importante qu'il convient de mener dans le cadre d'une approche holistique dans chaque État membre, mais l'Union peut apporter son concours et aussi son expertise dans ce domaine, ce qui, je crois, est particulièrement important.»

«Je travaillerai sans relâche à fermer les possibilités, pour les terroristes, de planifier, de financer et de perpétrer leurs attaques.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur: les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci.

Les citations en anglais contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori.
© Union européenne, 2019

Manuscrit achevé au mois d'octobre 2019. Date de publication: novembre 2019.

Administrateur responsable: Udo BUX. Assistante éditoriale: Monika LAZARUK.

Contact: poldep-citizens@europarl.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>.

Version imprimée ISBN 978-92-846-5553-3 | doi: 10.2861/06410 | QA-02-19-780-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5554-0 | doi: 10.2861/31626 | QA-02-19-780-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de **JANEZ LENARČIČ** Commissaire désigné Gestion des crises



Le commissaire désigné, Janez Lenarčič, s'est présenté devant le Parlement européen le 2 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la commission du développement et de la commission de l'environnement. Au cours de son audition, M. Lenarčič a pris des engagements qui sont mis en évidence dans le présent document. Ces engagements se rapportent à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend:

- la protection civile et l'aide humanitaire européennes.

Veillez noter que les citations contenues dans le présent document font uniquement référence aux engagements oraux pris lors de [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a répondu [par écrit](#).



Protection civile européenne

Efficienc e et efficacité

«L'Union doit renforcer ses capacités afin d'être en mesure d'aider davantage de personnes dans le besoin avec rapidité et efficacité.»

«En tant que commissaire chargé de la gestion des crises, ainsi qu'en tant que coordinateur européen des mesures d'urgence, mon premier objectif sera de venir en aide aux personnes dans le besoin aussi rapidement et efficacement que possible, dans le plein respect des principes du droit humanitaire. À cet égard, je maximiserai l'efficacité et l'efficacité de notre réponse à la crise afin d'atteindre le plus grand nombre possible de personnes dans le besoin.»

«J'entends renforcer le centre de coordination de la réaction d'urgence de l'Union de telle sorte qu'il puisse réagir rapidement et efficacement à un large éventail de crises.»

«J'ai l'intention d'œuvrer au renforcement de la capacité de l'Union européenne à faire face à une crise aux répercussions importantes aussi peu probable qu'une crise radiologique ou nucléaire.»

«J'entends d'abord m'assurer que nous avons le nombre d'avions de lutte contre les incendies nécessaire.»

RescUE

«Je projette de poursuivre activement une mise en œuvre accrue de RescUE, le mécanisme de protection civile de l'Union renforcé, en étroite collaboration avec les États membres. Nous avons besoin de capacités renforcées pour faire face aux incendies de forêts, aux urgences médicales graves ainsi qu'aux catastrophes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.»

Préparation aux catastrophes

«De récents événements, parmi lesquels les incendies de forêts mortels qui se sont produits au Portugal, ont montré que nous devons faire mieux en matière de prévention des catastrophes et être mieux préparés à intervenir quand la prévention échoue.»

«Il y a déjà des phénomènes que nous ne pouvons plus empêcher, mais nous pouvons au moins nous y adapter. Je travaillerai sur ce point. Je parlerai au vice-président exécutif, M. Timmermans, et plaiderai en faveur de l'intégration de la stratégie en matière de risques de catastrophe dans toute l'action de l'Union dans le domaine du climat.»

Coopération avec les États membres

«Nous devons tenir compte du fait que la protection civile relève avant tout de la compétence des États membres, et que l'Union ne joue qu'un rôle de soutien dans ce domaine. Cependant, j'entends prendre ce rôle au sérieux et fournir des efforts soutenus. J'ai l'intention de travailler à convaincre les États membres qu'il s'agit d'une nécessité pour l'Union européenne tout entière et pour ses États membres, parce que si un événement se produit et que nous ne sommes pas prêts, il sera trop tard.»

Aide humanitaire

«Je consacrerai toute mon énergie et près de trois décennies d'expérience au sein d'instances internationales et européennes à alléger les souffrances et à soulager les populations touchées par les crises, renforçant ainsi la solidarité européenne, une valeur à laquelle je crois profondément.»

Principes humanitaires

«L'Union est tenue en haute estime pour son strict respect des principes humanitaires fondamentaux que sont l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance. J'entends défendre fermement ces principes à l'avenir également.»

«Parmi eux figure l'impartialité, un principe que j'ai l'intention de défendre énergiquement. Par ce principe, nous apportons une aide humanitaire là où le besoin s'en fait le plus sentir, indépendamment de toute caractéristique personnelle, y compris les croyances religieuses.»

«Les décisions relatives à l'octroi d'une aide humanitaire devraient être prises indépendamment des autres objectifs de l'Union européenne, qu'ils soient politiques, militaires, économiques, stratégiques ou autres. Cette indépendance, je la défendrai également devant le groupe "action extérieure".»

«L'adhésion à ces principes (humanitaires), y compris aux principes d'indépendance et de neutralité, représente une nécessité opérationnelle. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être perçus par un camp, quel qu'il soit, ou par toute personne partie à un conflit armé comme étant de l'autre camp parce que si tel était le cas, nous compromettrions l'accès de la population touchée par la crise à l'aide humanitaire. Nous mettrions en danger cette population elle-même et, par-dessus tout, nous mettrions en péril la sécurité des travailleurs humanitaires. [...] c'est la condition sine qua non de la fourniture d'une aide humanitaire par l'Union européenne.»

Aide humanitaire et action extérieure de l'Union

«L'aide humanitaire fait indubitablement partie de l'action extérieure de l'Union. Cependant, il s'agit d'une composante très particulière. Il s'agit d'une composante régie par un ensemble défini de principes différents de ce qui peut guider nos autres activités en matière d'action extérieure. Dès lors, j'ai l'intention de collaborer étroitement avec mes collègues du groupe "coopération extérieure" et dans le même temps, de défendre l'espace humanitaire et les principes humanitaires.»

Droit humanitaire international

«Je concentrerai particulièrement mes efforts sur le plaidoyer en faveur du droit humanitaire international au niveau mondial. Lors de mes contacts avec les acteurs étatiques et non étatiques, je les inviterai fermement à préserver l'espace humanitaire. Il est inacceptable que les acteurs de l'humanitaire soient de plus en plus pris pour cible et qu'on les empêche régulièrement d'accéder aux populations dans le besoin.»

«J'ai l'intention de travailler avec les organisations qui ont un accès privilégié aux acteurs armés, qu'il s'agisse d'armées régulières ou d'acteurs armés non étatiques, afin d'attirer leur attention sur l'importance de respecter le droit humanitaire international.»

«J'entends [...] insister pour que cette formation (missions dans le secteur de la sécurité) porte notamment sur des thèmes tels que le droit humanitaire international et les questions liées au genre.»

Aide humanitaire et protection civile

«Nos activités d'aide humanitaire sont parfaitement complémentaires de nos activités de protection civile. Il n'existe aucune contradiction entre les deux. Ces deux instruments ou mécanismes ont leur place quand il s'agit de répondre aux situations d'urgence, mais également quand il s'agit de prendre des mesures en matière de prévention ou de préparation, par exemple.»

Résilience et préparation aux catastrophes

«J'ai l'intention d'intensifier les efforts de l'Union visant à empêcher les catastrophes de se produire en premier lieu, tout en renforçant notre capacité à nous adapter à un environnement en mutation. À la lumière des projections en matière de changement climatique, des conflits de longue durée et de l'instabilité croissante à travers le monde, nous, à savoir l'Union européenne et ses États membres, devons travailler de manière intégrée.»

Coopération interinstitutionnelle

«Je peux vous assurer que j'ai la ferme intention de travailler en partenariat avec vous (le Parlement européen), de vous tenir informé et d'écouter vos points de vue et vos préoccupations.»

«J'entends travailler étroitement avec le haut représentant et vice-président ainsi qu'avec d'autres membres du collège en charge de domaines tels que le changement climatique, l'environnement et le développement. L'objectif est de veiller à ce que la réduction du risque de catastrophe fasse désormais partie intégrante de nos efforts visant à renforcer la résilience de nos sociétés et de nos écosystèmes, en commençant par le pacte vert européen.»

Lien entre action humanitaire, développement et paix

«Le développement, ce que l'on appelle le lien entre action humanitaire et développement, a un rôle à jouer. Je recommanderai d'emblée la participation tant de ma collègue chargée des partenariats internationaux, la commissaire désignée Jutta Urpilainen, que de ses services au sein de la Commission, pour qu'ils s'engagent dans les plus brefs délais, car répondre aux besoins à long terme et s'attaquer aux causes profondes d'une situation d'assistance peut également faciliter la transition de l'aide humanitaire à la coopération au développement.»

«Nous devons transférer le plus vite possible les populations de la "salle des urgences" à la "salle de convalescence" afin qu'elles puissent bénéficier de solutions viables sur le plus long terme.»

Collaboration avec les acteurs locaux

«Nous devons prendre en compte les spécificités locales et aider du mieux possible ceux qui en ont besoin, tout en accordant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, tels que les femmes et les enfants.»

«Je veux faire davantage pour donner aux acteurs locaux les moyens de fournir de l'aide sur le terrain. Ils connaissent mieux le contexte, peuvent travailler plus efficacement et savent ce qui fonctionne.»

«Je promouvrai sans relâche la participation et l'engagement des partenaires locaux, tant dans les actions humanitaires qu'en ce qui concerne le renforcement de leurs capacités dans ce domaine et leur inclusion dans les mécanismes de coordination nationaux, par exemple, afin qu'ils jouent un rôle très actif dans le cycle complet de l'aide humanitaire.»

Gestion des fonds de l'Union

«Je souhaite m'appuyer sur le vif soutien dont bénéficie déjà l'aide humanitaire de l'Union européenne auprès des citoyens européens et rassurer ceux-ci quant au fait que chaque euro dépensé dans ce domaine l'est à bon escient. Le public dont nous devrions le plus nous soucier est celui des citoyens et des bénéficiaires de l'Union. J'accorderai par conséquent une haute priorité à la communication avec ceux-ci.»

«Je veillerai à ce que les fonds soient versés à ceux qui en ont besoin, dans la transparence et suivant les règles d'une bonne gestion financière.»

Collaboration avec les partenaires internationaux

«Nous dépendons de nos partenaires, des partenaires du système des Nations unies, tels que l'Unicef, le HCR ou le Programme alimentaire mondial.»

«Les Nations unies, en particulier le bureau de la coordination des affaires humanitaires, devraient jouer un rôle de coordination générale (dans le domaine de l'aide humanitaire internationale). L'une de mes premières actions, si je suis désigné commissaire, consistera à entrer en relation avec les Nations unies et son bureau de la coordination des affaires humanitaires.»

Collaboration avec les ONG

«Les ONG sont des acteurs importants, en particulier dans le domaine de l'aide humanitaire. Notre expérience de collaboration avec les ONG est des plus positives; ce sont des partenaires en qui nous avons confiance, des partenaires fiables et efficaces.»

«L'action humanitaire ne devrait jamais faire l'objet de sanctions pénales. [...] Les personnes ne peuvent pas être poursuivies pour leurs actions dans le domaine humanitaire.»

Aide humanitaire et migrations

«L'aide humanitaire n'est pas un instrument de gestion des migrations. L'Union européenne dispose d'autres instruments dans ce domaine, et l'aide humanitaire n'en fait pas partie.»

«Lorsque nous évaluons la nécessité de fournir une aide humanitaire, nous privilégions généralement les personnes déplacées de force, qui sont principalement des réfugiés. Cela ne signifie pas que nous refuserions l'aide humanitaire aux migrants, d'origine économique. [...] Nous accordons l'aide humanitaire en fonction du besoin et non du statut.»

«En ce qui concerne les retours, j'appliquerai la position de principe. Ainsi, nous encouragerons les retours, des retours sûrs, dignes, durables et, peut-être plus important encore, des retours volontaires.»

Rôle du secteur privé

«Nous devrions examiner la possibilité de faire appel au secteur privé. Ce faisant, un point doit être clair: cela ne doit pas se faire au détriment de notre adhésion aux principes qui régissent l'aide humanitaire. C'est évident.»

«Personne ne doit pouvoir faire de l'aide humanitaire un commerce, pour ainsi dire; cela ne doit pas non plus être possible. Ce ne doit pas être une option. L'aide humanitaire est une mission noble. Ce n'est pas une activité commerciale et cela ne devrait jamais le devenir.»

Changement climatique

«Nous devons faire bien davantage et agir bien plus vite pour relever les défis posés par les effets du changement climatique que nous ressentons déjà.»

«Je m'engage à travailler avec les Nations unies en particulier, parce que les Nations unies sont le gardien de la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés. Je travaillerai avec nos partenaires à la définition du phénomène que vous décrivez (le déplacement de personnes en raison du changement climatique) car une chose est claire: ces personnes ont besoin d'être protégées.»

Femmes et filles

«Je ne peux pas imaginer une aide humanitaire qui ne réponde pas, qui ne prenne pas soin de répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables, en particulier des

femmes et des filles. [...] Par conséquent, notre aide humanitaire doit tenir compte de la situation spécifique des femmes et des filles et comprendre des mesures à tous les stades de notre travail humanitaire (prévention, protection...). [...] Nous devons garder à l'esprit ces besoins spécifiques qui, selon moi, concernent également les services de santé sexuelle et génésique à chaque fois que nous avons affaire à des victimes de violences sexuelles et sexistes.»

Éducation

«L'éducation sera l'une de mes priorités en matière d'aide humanitaire. Traditionnellement, l'aide humanitaire est axée sur la nourriture, l'hébergement, l'eau et l'assainissement, ainsi que les soins de santé de base. Cependant, nous savons qu'en septembre, les enfants doivent reprendre le chemin de l'école; ils ne peuvent pas attendre que la crise humanitaire soit réglée, qu'une dynamique de développement s'enclenche, etc.»

«En matière d'éducation, aucune distinction, absolument aucune distinction n'est établie selon le genre. Aucune. Il s'agit de l'une des valeurs européennes essentielles et j'insisterai pour que l'on dispense un enseignement dans les situations d'urgence, pour que nous y consacrons suffisamment de fonds, car nous ne pouvons pas nous permettre de perdre des générations d'enfants qui ne vont pas à l'école parce qu'ils se trouvent dans des situations d'urgence. Nous devons travailler à étendre ce concept d'éducation dans les situations d'urgence.»

Financement de l'aide humanitaire

«Je mettrai l'accent sur la mise en œuvre fidèle de tous les engagements pris par l'Union, et en particulier du grand compromis.»

«Nous devons aller dans le sens des besoins des ONG, mais exiger en parallèle des mesures de contrôle adéquates et des assurances quant à la gestion financière des fonds, qui appartiennent en réalité aux contribuables de l'Union.»

Conflits armés

«Si je suis désigné commissaire à l'aide humanitaire et à la gestion des crises, il sera de mon devoir de rappeler que nous devrions agir de manière cohérente, que nous ne devrions pas exporter d'armements dans les cas où cela aggraverait une crise humanitaire.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en français contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre/novembre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administrateur responsable: Gonzalo URBINA TREVIÑO; assistant éditorial: Györgyi MÁCSAI.
Contacts: poldep-expo@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
DG EXPO/B/PolDep/Note/2019_98

Version imprimée ISBN 978-92-846-5639-4 | doi:10.2861/593290 | QA-02-19-808-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5640-0 | doi:10.2861/482877 | QA-02-19-808-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

JUTTA URPIILAINEN

Commissaire désignée

Partenariats internationaux



La commissaire désignée, Jutta Urpilainen, s'est présentée devant le Parlement européen le 1^{er} octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés au Parlement européen membres de la Commission du développement. Au cours de son audition, elle a pris un certain nombre d'engagements qui sont mis en évidence dans le présent document. Ces engagements se rapportent à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- Construire des partenariats durables

Veillez noter que les citations contenues dans le présent document font uniquement référence aux engagements oraux pris lors de [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).



Construire des partenariats durables

Une stratégie globale pour l'Afrique

«J'ai l'intention, si je suis confirmée commissaire, de construire une alliance UE-Afrique pour l'investissement et l'emploi durables, en vue d'élaborer une stratégie européenne globale pour l'Afrique. Pour y parvenir, je travaillerai en collaboration avec le haut représentant et vice-président ainsi qu'avec d'autres commissaires. Le partenariat avec notre continent voisin s'est approfondi sur le plan économique au profit tant des citoyens africains que des citoyens européens, le secteur privé ayant contribué à créer des emplois et à proposer de nouvelles compétences. Je souhaite poursuivre dans cette voie, en approfondissant nos intérêts mutuels et notre capacité à saisir ensemble les opportunités. Nous devons rompre avec l'ancien discours décrivant l'Afrique comme un continent de l'instabilité et de la pauvreté. Au lieu de cela, nous devons accueillir l'Afrique à bras ouverts comme un jeune continent caractérisé par l'espoir et la prospérité.»

«Je pense que dans cette stratégie globale pour l'Afrique, nous devons inclure l'agriculture, nous devons inclure le commerce, nous devons inclure les aspects environnementaux. Je crois que cette stratégie nous offre également une nouvelle opportunité, celle de soutenir l'agriculture en Afrique. Par conséquent, j'estime qu'il s'agit du nouvel instrument dont nous pouvons nous servir.»

«Pour ce qui est du rôle de l'Afrique, je constate que l'avenir de l'Afrique est l'avenir de l'Europe. Ces deux continents sont liés l'un à l'autre. Dès lors, j'aimerais bien entendu faire évoluer le discours [...]. Quelque 1,2 milliard de personnes vivent en Afrique, et plus de la moitié d'entre elles ont moins de 25 ans. Il s'agit par conséquent d'un continent d'opportunités et nous devons assurément encourager ce discours positif.»

«[...] Je suis d'avis qu'une stratégie africaine, une stratégie globale pour l'Afrique, est l'un des outils pour y parvenir, pour construire un partenariat avec l'Afrique mais également pour atteindre les objectifs de développement durable. Il doit s'agir d'une stratégie globale pour que différents domaines politiques soient inclus dans cette approche. Le commerce, l'agriculture, l'environnement, etc., doivent y avoir leur place. Je commence à travailler sur la question, avec le haut représentant et vice-président, M. Borrell, mais je veux souligner l'importance de l'engagement de l'ensemble du collège. Ce ne peut être mon processus; ce ne peut être notre processus. Ce doit être le processus du collège tout entier.»

«Personnellement, [...] la transparence est une valeur très importante pour moi, et je comprends également qu'à l'avenir, bien entendu, si nous réfléchissons à l'avenir du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures ou d'une manière générale, à celui de différents types de fonds fiduciaires, je crois que le Parlement devrait jouer un rôle important en la matière.»

Accord post-Cotonou

«Je ferai également de la conclusion des négociations relatives à l'accord post-Cotonou ma priorité. Nous devons finaliser une alliance moderne, stratégique et influente entre l'Union et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sur la scène internationale, une alliance au service de nos intérêts communs et de tous nos peuples. À ce propos, laissez-moi vous assurer aujourd'hui que je ne renoncerai pas à mon engagement d'accorder la dimension parlementaire adéquate à ce futur partenariat. L'Union européenne tire sa force de l'ensemble de ses institutions. Par conséquent, je veux souligner ma volonté de travailler avec les autres institutions à la réalisation d'un même objectif. Nous assiérons la position de l'Union parmi les chefs de file mondiaux du soutien à la coopération internationale et au développement. En tant que députée, je crois sincèrement en la démocratie représentative et je ferai tout mon possible pour renforcer et approfondir toujours plus la relation particulière qui lie la Commission et le Parlement européen.»

«Je considère également que la dimension parlementaire doit être présente dans la future coopération avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle doit être un élément de cette coopération [...] Je crois que le plus important, pour moi, est de m'assurer que d'une manière ou d'une autre, la dimension parlementaire sera présente. Nous en discuterons assurément si je prends mon poste de commissaire début novembre. Ce sera l'une de mes priorités. J'ai l'intention de participer à l'assemblée parlementaire qui se tiendra en novembre au Rwanda.»

Partenariat global avec les pays d'origine des migrants et les pays de transit

«[...] Environ 85 % des migrants vivent dans les pays en développement. Par conséquent, je pense qu'au travers de la coopération au développement, nous pouvons également aider ces pays, les pays d'origine, mais également les pays de transit.»

«Nous devons respecter l'état de droit et les droits de l'homme. C'est parfaitement clair pour moi et bien sûr, en tant que commissaire désignée, je suis très attachée à cette approche.»

«Je ne crois pas vraiment que seule la conditionnalité puisse résoudre la crise migratoire ou la question générale de la migration [...]. De ce point de vue, comme je l'ai dit précédemment, je crois que la Commission devrait avoir une politique unique de la migration; bien entendu, le collège tout entier représente cette politique, et la coopération au développement et l'aide au développement en font partie, mais n'en sont pas les seuls outils. C'est très clair pour moi.»

Objectifs de développement durable

«Le commissaire européen aux partenariats internationaux assure la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans le monde. Mon ambition est d'éradiquer la pauvreté au travers de la coopération internationale et de l'aide au développement. Notre responsabilité mondiale est énoncée dans les traités et dans notre alliance de valeurs comprenant les droits de l'homme et la dignité humaine. Mon objectif est d'exercer cette responsabilité de manière stratégique et efficace, en m'assurant qu'elle évolue avec les nouvelles réalités mondiales.»

«En 2015, lorsque la communauté mondiale a remplacé les objectifs du Millénaire pour le développement par les objectifs de développement durable, elle a abandonné les formules «nord-sud», «donneur-bénéficiaire», «développé-en développement». À la place, la communauté internationale a élaboré un plan universel, ambitieux et de grande envergure adopté par tous et pour tous. En tant que commissaire européenne, je veillerai à ce que l'Union soit une alliée fiable et solide pour les pays partenaires sur le chemin de la réalisation des objectifs de développement durable.»

«La cohérence politique est importante, et [...] nous devons améliorer la cohérence politique dans tout ce que nous entreprenons.» «[...] Sans cohérence politique, nous ne pouvons pas atteindre les objectifs de développement durable. Par conséquent, [...] je considère le Programme 2030 comme une sorte de boussole. C'est un cadre au travers duquel nous devrions regarder et analyser tout le travail politique que nous effectuons sous différents angles. Bien entendu, nous ne pouvons pas le faire en nous limitant aux institutions européennes: les États membres doivent faire partie de ce processus. En outre, [...] la planification conjointe, la programmation conjointe, mais également le suivi conjoint sont des outils importants qu'il convient d'utiliser pour que nous puissions observer les résultats et les réalisations obtenus [...] Sans cohérence des politiques, y compris dans les domaines de l'agriculture, du commerce et des relations extérieures, nous ne sommes pas en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable. C'est la clé. [...]»

«Je concentrerai mes efforts sur les objectifs de développement durable, la lutte contre les inégalités et l'éradication de la pauvreté.» «[...] Je m'engage personnellement à lutter contre les inégalités car j'estime qu'il s'agit d'un défi considérable, non seulement pour les pays à revenu moyen, mais également pour presque chaque État membre de l'Union européenne. Ce sera là mon principe directeur, le fait que nous puissions combattre les inégalités au moyen de différents types d'outils.»

«[...] Si nous voulons réaliser les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, nous devons faire appel au secteur privé, il s'agit d'une nécessité. Dans le cas contraire, nous n'atteindrons pas les objectifs de développement durable. Des mesures ont déjà été prises dans le cadre de l'initiative de l'alliance lancée par le président Juncker. J'estime que leurs résultats sont plutôt satisfaisants. Cependant, dans les prochaines années, nous devons obtenir plus d'investissements pour l'Afrique et, bien sûr, le secteur privé a un rôle à jouer dans cette approche. [...] Nous sommes tous conscients du fait que même si nous pouvions augmenter les

fonds publics alloués à la coopération au développement, nous n'y survivrions pas. Nous devons donc faire appel au secteur privé, mais nous avons également besoin de règles et de réglementations.»

Égalité des genres et autonomisation des femmes et des filles

«[...] Je peux vous assurer, aujourd'hui, de mon engagement résolu à donner la priorité à l'égalité des genres et à l'intégration de cette question dans toutes nos politiques et dans tous nos programmes.»

«La santé sexuelle et génésique constituera l'axe central de notre action en faveur de l'égalité des genres, cela ne fait aucun doute pour moi. [...] Je pense que l'initiative Spotlight est importante et je suis bien décidée à poursuivre ces efforts à l'avenir. Je constate également que dans le domaine de l'égalité des genres et de la parité hommes-femmes, nous avons besoin de partenariats solides à travers le monde. L'accès aux services de santé est [...] bien entendu un point que j'aimerais améliorer et renforcer [...] parce que je pense que le fait de pouvoir accéder à ces services est un droit fondamental pour nous tous et que cela devrait l'être également dans nos pays partenaires.»

«Je peux vous promettre ici, au Parlement, que nous allons élaborer un plan d'action III sur l'égalité des sexes. Je le proposerai et je suis très attachée à sa préparation car je pense qu'il s'agit d'un outil qui nous permet d'assurer et de promouvoir l'égalité des genres.»

«L'égalité des genres est une priorité absolue pour moi, et je m'efforcerais bien entendu de trouver davantage de ressources pour cette question également. Je suis totalement d'accord avec vous sur le fait que nous devons intégrer l'égalité des genres. Nous devons nous rappeler que l'égalité des genres fait partie des objectifs de développement durable. Nous avons tous souscrit à ces objectifs; par conséquent, de ce point de vue également, je crois que si nous voulons améliorer les conditions de vie et la participation politique ou toute forme de participation des femmes, nous devons adopter ce type d'approche holistique et je suis prête à travailler sur ce point.»

Soutenir la société civile à travers le monde

«Les organisations de la société civile sont peut-être nos meilleures alliées et elles doivent être au cœur de l'action de l'Union européenne en matière de coopération internationale et de développement. Il est dans l'intérêt de tous de les associer le plus possible à l'élaboration des politiques ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre de notre programme. Notre planète, l'humanité ont besoin de la politique. Les citoyens européens attendent de nous des actes. Les jeunes veulent plus que ça. Nos enfants méritent que nous donnions le meilleur de nous-mêmes. Je veux instaurer la confiance avec vous, pour que nos partenaires voient une Union forte qui tient ses engagements en matière d'objectifs de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Pour que nos citoyens comprennent la raison d'être et les résultats de notre action en matière de développement et de coopération. La confiance entre la population et les institutions, parce que ce n'est qu'ensemble que nous pourrions bâtir un monde plus équitable.»

«[...] Nous devons coopérer avec les organisations internationales, la société civile, les gouvernements nationaux, etc., parce que ce n'est qu'au travers de la coopération que nous pouvons obtenir des résultats.»

«[...] La société civile et les ONG font un excellent travail dans de nombreux pays et régions fragiles et en grande difficulté. Par conséquent, je suis évidemment disposée à coopérer avec elles ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, et également à apprendre davantage de l'expérience de nos petits comme de nos grands États membres.»

Faciliter un accord rapide concernant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale post-2020

«J'ai l'intention de travailler avec vous et avec d'autres en vue de faciliter un accord concernant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale.»

«Je suis très attachée à l'accroissement de notre transparence.»

«[...] Je ferai mon possible pour parvenir à une vision commune avec toutes les institutions, mais nous devons d'abord préparer et négocier le cadre financier pluriannuel car il va sans dire que l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale sera un élément du CFP.»

«Je tiens absolument à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour augmenter les ressources financières octroyées aux pays les moins avancés du monde. Nous nous sommes engagés à hauteur de 0,15 ou 0,2 % mais malheureusement, nous

n'avons pas atteint cet objectif et nous devons travailler ensemble sur ce point à l'avenir.»

«Je m'emploierai à faire en sorte que l'aide que nous octroyons permette également de mobiliser davantage le revenu national et les capitaux du secteur privé.»

«Je continuerai à diriger les travaux des États membres concernant les analyses conjointes, la programmation conjointe et la mise en œuvre conjointe, mais aussi concernant la réalisation de l'objectif de 0,7 % du revenu national brut consacré à l'aide publique au développement.»

«Je crois, à titre personnel, que les ministres des finances et les chefs d'État devraient participer à la discussion relative à l'objectif de 0,7 % et je suis prête à m'efforcer d'y parvenir.»

«Je suis prête à m'engager à utiliser, au travers de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, ces 20 % de nos fonds au service du développement humain. Cela me tient à cœur. Ce qui me préoccupe est la qualité de l'éducation car il ne s'agit pas seulement d'une question d'accès à l'éducation, mais également de qualité de l'éducation [...]. Pour moi, il est clair que l'éducation est la clé pour réduire la pauvreté et ce sera par conséquent ma priorité.»

«Je sais que l'Union européenne consacre déjà plus de 20 % de ses fonds de développement au climat et à l'environnement, mais je suis tout à fait d'accord avec vous sur le fait que nous devons faire plus.» «Je sais que l'Union européenne défend les océans et que le montant qui leur est alloué avoisine les 720 millions d'euros, ce qui est considérable, mais ce sera assurément un sujet qui me tiendra à cœur à l'avenir.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en français contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en novembre 2019. Date de publication: novembre 2019
Administratrice responsable: Flavia BERNARDINI; assistant éditorial: Györgyi MÁCSAI.
Contacts: poldep-expo@ep.europa.eu.

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
DG EXPO/B/PolDep/Note/2019_95

Version imprimée ISBN 978-92-846-5637-0 | doi:10.2861/968051 | QA-02-19-807-EN-C
PDF ISBN 978-92-846-5638-7 | doi:10.2861/71864 | QA-02-19-807-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

KADRI SIMSON

Commissaire désigné Énergie



La commissaire désignée, Kadri Simson, s'est présentée devant le Parlement européen le 3 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés du Parlement européen membres de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE). Durant l'audition, elle a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- une énergie sûre, sécurisée et durable, et
- dynamiser les personnes et les régions.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur la [page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). La commissaire désignée avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques et de la
qualité de la vie

Auteurs: Francesca Beltrame, Frédéric Gouardères

Direction générale des Politiques internes

PE 638.435 - novembre 2019



Une énergie sûre, sécurisée et durable

Législation en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable

«L'efficacité énergétique demeure une priorité. Le principe de "l'efficacité énergétique avant tout" doit être sérieusement pris en compte dans son ensemble. Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et accélérer les taux de rénovation peut s'avérer décisif. Même si les obstacles sont bien connus, nous avons les capacités d'explorer de nouvelles pistes, en particulier en matière de financement. De nombreux États membres peuvent ainsi présenter de bons exemples en matière de logement local et social.»

«Je suis convaincue qu'un véritable marché intérieur peut apporter d'importants bénéfices et être essentiel à la promotion du déploiement des énergies renouvelables.»

«[...] Nous devons en faire encore davantage pour le développement des énergies renouvelables: nous devons investir pour la recherche et l'innovation dans le stockage des énergies renouvelables.»

Accélérer le déploiement de l'énergie propre

«Les milliers de personnes qui sont descendues dans la rue à travers toute l'Europe et dans le monde entier nous rappellent constamment l'urgence d'agir pour le climat et l'énergie. Il s'agit de la première cause d'inquiétude des citoyens européens. C'est pour cela que la présidente élue a identifié le pacte vert pour l'Europe comme la priorité principale de la Commission. Pour être à la hauteur de cette priorité, la politique énergétique sera incontournable. Je sais, grâce à mon expérience personnelle en tant que ministre de l'économie et des infrastructures également en charge de l'énergie, que ce domaine représente un véritable défi. J'ai conscience de l'importance de la tâche qui nous attend et de la responsabilité qu'elle suppose.»

«Je m'engage à faire de l'Europe un continent climatiquement neutre d'ici 2050.»

«Je peux vous affirmer que cette Commission s'engagera à respecter les objectifs en matière de climat, non seulement à mon niveau, en tant que responsable de l'énergie, mais aussi à celui de la présidente élue. Il s'agit d'une priorité incontournable, qui sera aussi la responsabilité principale du vice-président Frans Timmermans, responsable du pacte vert.»

«Une législation climatique et un plan d'action clair seront mis en œuvre, mais ma responsabilité en tant que commissaire en charge de l'énergie est également d'assurer que tout en atteignant ces objectifs, nous conservons une bonne sécurité énergétique, nous proposons des prix abordables à nos clients et nous maintenons la compétitivité de notre industrie face à d'autres régions du monde.»

Coopération régionale

«Si je suis nommée commissaire, j'envisage de mobiliser la politique énergétique pour la mettre au service de l'objectif

de neutralité climatique en soutenant le développement d'un marché unique intégré, interconnecté et fonctionnel.»

«Le marché de l'électricité nécessite une alimentation en énergie qui repose largement sur l'énergie renouvelable, avec un meilleur stockage et une meilleure interconnexion. Il existe de trop nombreuses entraves au commerce transfrontalier et de trop nombreux goulets d'étranglement qui doivent être dépassés. Nous devons être sûrs d'atteindre les cibles en matière d'interconnexion et que le marché ait accès à 70 % de la capacité de l'interconnexion. Je vais œuvrer au renforcement de la coopération régionale, en particulier des quatre groupes de haut niveau existant en les faisant travailler en étroite synergie.»

Gaz naturel liquéfié

«En ce qui concerne le gaz, nous devons garder à l'esprit qu'il est particulièrement important de diversifier les différentes sources.»

«Ma lettre de mission comporte en effet un paragraphe qui concerne la promotion du gaz naturel liquéfié (GNL), et je considère que le fait que nos approvisionnements en gaz proviennent de différentes sources et de différentes parties de l'Union européenne est une façon d'assurer notre sécurité énergétique.»

Directive sur la taxation de l'énergie

«Ma lettre de mission mentionne également la taxation de l'énergie et je coopérerai étroitement avec le commissaire désigné Gentiloni à ce sujet. Il est vrai que la directive sur la taxation de l'énergie a déjà 15 ans et qu'elle ne nous aide pas autant qu'elle le pourrait à atteindre nos objectifs en matière d'énergie et de climat. Je crois en particulier que la difficulté est qu'elle autorise encore, d'une manière ou d'une autre, des exemptions de taxes pour les combustibles fossiles, ce qui rend difficile pour les énergies renouvelables de concurrencer les combustibles fossiles. Nous devons remédier à ce problème.»

Renforcer la sûreté et la sécurité nucléaire

«L'énergie nucléaire fera partie de notre bouquet énergétique et celui-ci est déterminé par chaque État membre.

Je sais donc qu'en ce moment même, des pays démantèlent progressivement leurs centrales nucléaires, tandis que d'autres États membres envisagent d'en construire de nouvelles pour remplacer les centrales à charbon dont ils abandonnent progressivement l'usage, comme c'est le cas pour la Finlande, qui vient d'inaugurer la centrale nucléaire d'Olkiluoto.»

«L'emploi du bouquet énergétique et les sources sont donc des décisions prises par chaque État membre à titre individuel. Au niveau de l'Union, il nous incombe de garantir que les centrales nucléaires sont sûres et que la gestion des déchets ne porte pas atteinte à notre environnement, non seulement dans l'Union européenne, mais aussi dans notre voisinage immédiat.»

«Que pouvons-nous donc faire quant aux nouveaux sites de centrales nucléaires construits dans des pays tiers? Nous pouvons fournir une aide afin que la construction et la maintenance soient conformes aux normes de sécurité les plus strictes. Nous pouvons également proposer une aide financière aux sites des pays tiers, afin que ces procédures soient respectées, et nous pouvons bien sûr insister pour que les résultats des essais soient pris très au sérieux.»

Dynamiser les personnes et les régions

Les consommateurs au centre de notre système énergétique

«Nous pouvons faire plus pour le marché ouvert et compétitif: si les fournisseurs sont nombreux, les prix devraient être plus abordables pour les consommateurs et les entreprises. Et si nos marchés sont interconnectés, ce qui n'est pas encore le cas à cause des liens manquants et des goulets d'étranglement, cela aiderait à fournir une énergie renouvelable à des marchés plus importants. Le paquet "énergie propre" avait pour principal objectif de placer les consommateurs au centre du marché de l'énergie et de garantir des prix abordables.»

«En tant que responsable de l'énergie, je m'assurerai qu'en parallèle de ces ambitieux objectifs pour le climat, nous garantissons une énergie compétitive à nos consommateurs et à nos entreprises. Nous devons pour cela investir dans nos réseaux d'énergie, mais également utiliser le cadre existant.»

«[...] Je serai attentive aux prix de l'énergie et aux coûts pour les consommateurs et les entreprises et, en particulier, aux conséquences de la transition climatique sur les industries énergivores.»

«Il est également important de montrer que les consommateurs peuvent bénéficier de la transition et nous devons tirer parti de toutes les dernières innovations. Cela peut donc s'intégrer dans l'initiative pour l'innovation en Europe, comme par exemple les panneaux solaires qui fournissent à la fois une isolation et de l'énergie.»

«Et bien, les consommateurs d'énergie seront au cœur de notre politique énergétique. Mon rôle est de fournir une énergie abordable en diversifiant nos sources, en élaborant des politiques qui assurent la transparence des réseaux, des GRD et des fournisseurs énergétiques, en investissant afin de soutenir l'amélioration de nos réseaux et en construisant les liens et les interconnexions manquants.»

Un Fonds pour une transition juste

«Le Fonds pour une transition juste me tient en effet beaucoup à cœur, car il s'agit de l'outil nous permettant de nous assurer qu'au cours de notre transition vers la neutralité carbone, aucune région ni aucun pays ne sera oublié.»

«La présidente élue s'est engagée à établir un Fonds pour une transition juste pour aider les régions et les îles fortement

dépendantes du charbon et émettrices de carbone particulièrement affectées par la transition. [...] J'envisage le Fonds pour une transition juste comme un moyen de permettre aux régions d'élaborer et de financer des projets concrets, qui peuvent transformer l'économie et créer des emplois.»

«Nous pouvons nous appuyer sur l'initiative pour les régions charbonnières en transition pour que le Fonds soit une réussite. Pour ma part, je considère que l'équité suppose également une lutte renouvelée contre la pauvreté énergétique.»

«[...] Je considère que le Fonds pour une transition juste s'appuiera sur le projet pour les régions charbonnières en transition et aidera également les petites îles qui ne sont pas connectées au continent. Cela devrait aider chaque région à être mieux préparée au passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables. Le montant exact de ce Fonds est en négociation, mais comme il fera partie du prochain CFP, c'est une initiative qui sera à l'ordre du jour des premières semaines du prochain mandat de la Commission. Je prédis donc que d'ici la fin novembre, des réponses concrètes seront déjà avancées. Je ferai néanmoins de mon mieux pour garantir que le Fonds sera suffisant pour aider ces régions à se préparer à la transition.»

Observatoire de la pauvreté énergétique

«Il est inacceptable que 8 % de la population européenne, soit 50 millions de personnes, soient dans l'incapacité de se chauffer correctement, et qu'en outre davantage d'Européens aient des difficultés à payer leurs factures d'énergie.

Je veux utiliser l'observatoire de la pauvreté énergétique et mettre rapidement en place les dispositions législatives relatives à la pauvreté énergétique. J'entends m'engager davantage auprès des États membres et de la Convention des maires. Le rapport de Theresa Griffin présenté l'année dernière en a posé les fondations.»

«Oui, je reconnais que l'énergie permet l'inclusion sociale et que c'est en ce sens qu'il s'agit d'un service particulièrement nécessaire. En même temps, lorsque nous parlons de pauvreté énergétique, nous ne parlons pas seulement de l'énergie en tant que produit de base, mais aussi de taxes, d'impôts, de tarifs du réseau, et nous devons tenir compte de tous ces aspects. Vous demandez ce que nous pouvons concrètement faire pour les personnes qui ont du mal à régler leurs factures d'énergie: nous pouvons fournir des méthodes de chauffage plus efficaces. Il ne s'agit pas d'actions que nous pouvons implanter absolument partout dès demain, mais il existe différentes technologies qui abaisseront les coûts du chauffage et, bien sûr, je le rappelle, la rénovation des habitations joue également un rôle important à ce niveau.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en français contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. © Union européenne, 11 décembre 2019 16:31:38.

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateurs responsables: Francesca BELTRAME, Frédéric GOUARDÈRES; assistante éditoriale: Catherine NAAS

Contact: poldep-Economy-Science@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>
IP/A/ITRE/2019-05

Version imprimée ISBN 978-92-846-5580-9 | doi: 10.2861/793288 | QA-01-19-753-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5579-3 | doi: 10.2861/425282 | QA-01-19-753-EN-N

Engagements pris lors de l'audition de

VIRGINIJUS SINKEVIČIUS

Commissaire désigné

Environnement, océan et pêche



Le commissaire désigné, Virginijus Sinkevičius, s'est présenté devant le Parlement européen le 3 octobre 2019 pour répondre aux questions posées par les députés du Parlement européen membres des commissions ENVI et PECH. Durant l'audition, il a pris un certain nombre d'engagements, qui sont repris dans le présent document. Ces engagements font référence à son portefeuille, tel qu'il a été décrit dans la [lettre de mission](#) que lui a adressée Ursula von der Leyen, présidente élue de la Commission européenne, et qui comprend les éléments suivants:

- préserver l'environnement naturel de l'Europe, et
- une pêche fructueuse et durable et une économie bleue florissante.

Veillez noter que les citations indiquées dans ce document ne font référence qu'aux engagements oraux pris durant [l'audition](#). Le [compte rendu in extenso](#) de l'audition publique est disponible sur [la page web consacrée aux auditions des commissaires désignés](#). Le commissaire désigné avait aussi reçu certaines questions écrites préalablement à l'audition et y a [répondu par écrit](#).

Département thématique des politiques économiques, scientifiques et de la
qualité de la vie

Département thématique des politiques structurelles et de cohésion

Auteurs: Zsuzsanna Laky, Marcus Breuer
Direction générale des Politiques internes
PE 629.208 - octobre 2019



Préserver l'environnement naturel de l'Europe

Mener à bien la nouvelle stratégie en matière de biodiversité pour 2030

«Dans ma lettre de mission, il est clairement indiqué: mettre en œuvre la stratégie de l'Union en matière de biodiversité. Il est important que, tout en travaillant en collaboration avec Frans Timmermans, nous garantissons que soient réellement inclus dans d'autres législations l'agriculture, l'énergie, le transport et ainsi de suite, c'est-à-dire tout ce qui pose problème aujourd'hui et nous entraîne vers la sixième extinction de l'humanité.»

«[...] Nous aurons des objectifs pour 2030, c'est certain, et ils seront ambitieux, car nous n'avons pas le choix. [...] Ils devront être mesurés et suivis. Il est important de nous doter d'un mécanisme de vérification.»

«[...] Les objectifs relatifs aux zones protégées peuvent être augmentés. Pour les bassins océaniques et maritimes, il est par exemple possible de les augmenter de 30 %. Mais je pense que je ferai réellement preuve de flexibilité pour les objectifs en matière de biodiversité d'ici 2030, et je suis prêt à également en discuter avec la Commission.»

«[...] Les causes principales sont extrêmement importantes, car il s'agit du changement de l'utilisation de la terre et de la mer. [...] Nous devons donc lutter contre les causes, et [...] cela nécessitera des financements, en particulier destinés à la récréation d'espèces, aux zones Natura 2000 et à une protection correcte.»

«Il est certain que je m'exprimerai sur la nécessité d'une augmentation du budget [...]. Les objectifs stratégiques doivent être suffisamment financés.»

«Nous devons vérifier et évaluer si les États membres utilisent tous les moyens qui sont mis à leur disposition [pour mettre en œuvre la directive habitats].»

«[...] Nous devons réévaluer notre empreinte [en matière de déforestation], et je travaillerai étroitement avec les autres commissaires à ce sujet. Il est important que les ressources – les financements – allouées à d'autres pays n'entraînent pas de déforestation. [...] Il est important d'améliorer l'étiquetage et [...] de mettre en place des chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation. Mais afin d'y parvenir, nous devons améliorer les mécanismes de surveillance, et je m'engage à travailler sur ce point.»

Les ambitions de l'Union pour la COP 2020 pour la Convention sur la diversité biologique

«[...] Il est important de se doter d'objectifs mesurables qui peuvent être évalués. [...] Si j'obtiens ce poste de commissaire, je souhaiterais me rendre en Chine accompagné d'une délégation de la commission ENVI afin d'asseoir fortement notre position et, bien sûr, de discuter et de dialoguer au sujet des objectifs possibles.»

«Suite à ma réflexion sur la nature des objectifs en question, et cela relève de ma propre opinion, je considère que 30 % serait un bon objectif en ce qui concerne les zones protégées dans le monde, avec 70 % gérées de manière durable. Je pense en outre que notre politique relative à l'Arctique doit faire l'objet d'un traitement à part.»

Mener à bien l'ambition pour une pollution zéro

«J'envisage de faire de l'enregistrement, de l'évaluation et de l'autorisation des substances chimiques, ainsi que des restrictions applicables à ces substances (REACH) l'un des piliers fondamentaux de la stratégie pour un environnement non toxique. En s'appuyant sur les données fournies par REACH, nous sommes capables d'élaborer une stratégie solide pour un environnement non toxique, en particulier en ce qui concerne les produits chimiques, et nous pouvons même aller au-delà, par exemple en ce qui concerne les perturbateurs endocriniens. Ils sont actuellement en phase de vérification, mais nous nous pencherons sur le sujet dès que possible.»

«[...] Les produits pharmaceutiques sont déjà inclus dans la législation sur l'eau. De plus, la directive sur l'eau est en cours de vérification et nous verrons ensuite si un besoin se fait jour d'inclure ou non des produits pharmaceutiques supplémentaires. Comme je l'ai déjà dit, je suis ouvert à d'autres discussions avec la commission de l'environnement à ce sujet, une fois la vérification de la directive menée à bien et présentée.»

«En ce qui concerne les perturbateurs endocriniens en particulier, il est bien sûr important de mettre pleinement en œuvre une nouvelle stratégie, qui constituerait un véritable pas en avant. [...] Je pense également que les perturbateurs endocriniens doivent être normalisés et considérés au même niveau que les CMR. [...] Il est important que les perturbateurs endocriniens soient interdits pour les jouets, le maquillage directement appliqué sur la peau et les matériaux en contact avec la nourriture.»

«Je considère que nous devons aider notre industrie à être compétitive. Il suffit de voir la direction prise par l'industrie: hydrogène, électricité. [...] Nous voyons d'ores et déjà que [nos fabricants de voitures] évoluent. Nous devons les soutenir grâce à la recherche, mais également grâce aux transports publics, qui doivent être écologiques et, bien sûr, utiliser des combustibles de substitution propres.»

«En ce qui concerne la norme euro 7, je considère, et il existe un mandat à ce sujet, qu'il est possible de mettre en place l'euro 7 d'ici cinq ans en travaillant avec le commissaire désigné pour le marché intérieur.»

«En ce qui concerne les législations environnementales, la présidente élue a été très claire, et cela est également indiqué dans la lettre de mission: une tolérance zéro à l'égard de toute absence de conformité. [...] J'envisagerai tous les outils disponibles.»

«[...] Je présenterai à l'approbation du collège un plan d'action pour un air pur, destiné à mettre en place en tout premier lieu une tolérance zéro à l'égard de l'absence de conformité avec les normes actuelles relatives à la qualité de l'air. Nous devons nous pencher sur le cadre législatif européen, en le configurant et en l'adaptant aux dernières recommandations de l'OMS.»

«Notre progression vers une planète verte, climatiquement neutre, a débuté. Elle sera semée d'embûches. En tant que commissaire, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour nous guider sur cette voie.»

Le nouveau plan d'action en faveur de l'économie circulaire

«Il est également important de mentionner le secteur de la construction, responsable d'un tiers des déchets, et il s'agira aussi de l'une des priorités du plan d'action.»

«[...] L'économie circulaire ne pourra pas fonctionner tant que ne sera pas mis en place un cycle non toxique. En somme, pour dire les choses simplement, les plastiques conçus à partir de produits chimiques que l'on peut dire "amicaux" peuvent être réutilisés sous de très nombreuses formes, et cela peut s'appliquer dans différents secteurs. Il s'agit de la seule manière de mettre en place une économie circulaire fonctionnelle, et c'est l'objectif que je poursuivrai au cours de mon mandat.»

«Je m'engage à ce que, tout en allégeant le fardeau administratif, notre législation environnementale ne s'en trouve pas affaiblie. Cette législation est importante et doit être renforcée.»

Remédier au problème des microplastiques et atteindre l'objectif d'océans sans plastique

«Je vais, bien sûr, veiller à la complète mise en œuvre de la stratégie sur les matières plastiques, mais la prochaine étape concerne les microplastiques, en particulier là où on en trouve le plus, c'est-à-dire dans les textiles, les pneus et les pellets. Les plastiques biodégradables sont également importants, [...], nous devons concevoir un cadre réglementaire clair et identifier certaines applications des plastiques biodégradables, principalement les produits chimiques, et bien sûr, également, les emballages plastiques.»

«[...] L'Union peut être citée en exemple, elle peut être un exemple à suivre, que ce soit auprès des Nations unies, du G7, ou de nos partenaires bilatéraux. Je m'engage à la soutenir dans cette voie.»

«[...] Dans le cadre du pacte vert de l'Union, je développerai, au cours de mon mandat, une initiative pour des mers et des océans propres, sains et, bien sûr, gérés de manière durable. Cela est important pour atteindre l'objectif des 30 % de zones marines protégées au titre de Natura 2000, et il n'est pas seulement question de 30 %, car bien sûr tout cela doit être bien conservé, bien mis en œuvre.»

Une pêche fructueuse et durable et une économie bleue florissante

Zoom sur la mise en œuvre complète de la réforme de la politique commune de la pêche

«[...] Nous devons évaluer autant de stocks que possible, car les stocks ne sont pas évalués correctement. Si nous recueillons suffisamment de données, nous pourrions fournir une approche véritablement durable aux communautés de pêcheurs et de pêcheuses.»

«Je veux travailler avec vous afin de certifier que notre système de contrôle des pêcheries est efficace et assure des

conditions de concurrence équitables. Je remédierai à toutes les lacunes rencontrées.»

«Nous vivons une période sensible: le Brexit peut avoir lieu, et aurait lieu à un moment où le financement du FEAMP se termine et ne sera relancé qu'en 2021. Un délai supplémentaire de ce financement n'est pas envisageable.»

«Nous serons bien sûr préparés à discuter avec la Grande-Bretagne et à négocier un accord pour le Brexit. Il s'agirait alors d'un Brexit avec accord, ce qui serait plus simple et garantirait une période de transition. Un Brexit sans accord engendrerait quelques scénarios possibles dont il sera question plus tard. Mais je vous garantis que nous sommes prêts.»

«En ce qui concerne le FEAMP et la construction possible de nouveaux bateaux, nous devons en discuter de nouveau, car [...] je ne suis pas sûr que la construction de nouveaux bateaux serait parfaitement conforme à nos objectifs déterminés dans le cadre de la mise en œuvre de la PCP.»

«En ce qui concerne les engins de pêche plus sélectifs, je pense qu'il s'agit d'un domaine pour la recherche et pour la science. Leur amélioration dépend de l'investissement public dans la recherche, dans de nouvelles décisions, ce qui aidera les pêcheurs et les pêcheuses à pêcher de manière plus durable et plus sélective et constitue la meilleure des solutions possibles.»

«En effet, le problème [du financement de la destruction des anciens navires] constituera le premier défi que j'aurai à relever si le poste m'est confié.»

Évaluer la politique commune de la pêche d'ici 2022 afin de déterminer comment remédier aux problèmes que les actions actuelles ne résolvent pas

«J'évaluerai la politique commune de la pêche d'ici 2022 afin de déterminer comment remédier aux problèmes que les actions actuelles ne résolvent pas, car nous avons besoin d'une politique fonctionnelle pour nos pêcheurs et nos pêcheuses, pour nos communautés côtières et pour notre environnement.»

«Ma mission consiste à réévaluer la PCP d'ici 2022. Nous remédierons à toutes les lacunes [...]»

«En trouvant un équilibre entre les préoccupations aux niveaux social, économique et durable, nous pouvons leur garantir un avenir dans le secteur et, bien sûr, grâce au financement du FEAMP et d'autres fonds, nous pouvons améliorer les conditions de travail et venir en aide aux pêcheurs et aux pêcheuses.»

«Ce sont les femmes, et elles doivent être payées, elles doivent être respectées de manière égale, et je vais essayer de mettre cela en place grâce à des comités consultatifs paritaires. Nous devons même aller au-delà, et dans nos événements et autres manifestations, montrer l'exemple, et discuter avec les acteurs du secteur, des plus petits aux plus gros.»

«Tout d'abord, la stratégie en matière de biodiversité d'ici 2030 est importante, et elle intègrera les océans.»

«Ma plus grande ambition, si je suis confirmé dans mes fonctions, consisterait à faire du pacte vert une réalité complète. Un accord qui fonctionnerait pour les océans, pour l'environnement et pour nos citoyens, qui en constituent l'épicentre.»

«Le changement climatique est en effet la raison sous-jacente, la hausse de la température de la mer Baltique a profondément altéré le stock de cabillaud oriental.»

Contribuer à la stratégie «de la ferme à l'assiette» pour une alimentation durable

«Je considère que la stratégie "de la ferme à l'assiette" concerne le secteur de la pêche: il s'agit de connaître et d'assurer la traçabilité des poissons, du filet à la fourchette, afin de savoir d'où provient ce que nous mangeons dans l'Union.»

«[...] Je veux investir dans la capacités des produits de la pêche durables, qui sont capables d'alimenter une stratégie "de la ferme à l'assiette" en matière d'alimentation durable.»

«En ce qui concerne la traçabilité, je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait que nous apprécions de la nourriture de bonne qualité et qu'il est important que nos normes européennes soient maintenues. L'un des enjeux principaux est bien sûr l'étiquetage, afin que le consommateur sache ce qu'il achète et que le label vert est réellement significatif.»

«L'origine, comme nous l'avons déjà dit, est très importante, mais nous devons en premier lieu garantir que ce qui est indiqué sur l'étiquette est vrai. Il s'agit d'un enjeu très important et je pense qu'il est possible de s'en assurer grâce à l'intégration de processus numériques dans le marché.»

Ouvrir la voie à la gouvernance internationale des océans

«Nos efforts pour des pêcheries durables et des océans productifs sains ne doit pas s'arrêter à nos frontières. L'Union est un dirigeant mondial en matière de gouvernance des océans. Je m'appuierai sur cela pour appliquer nos principes en matière de durabilité dans le monde entier, afin d'assurer un développement durable de la vie sous-marine.»

«Nous connaissons les principaux problèmes auxquels il faut remédier: la surpêche [...]. Nous devons également améliorer le cadre législatif international afin que ce ne soient pas uniquement les États membres de l'Union qui soient à pied d'œuvre, soumis aux règles et respectueux de celles-ci, mais également les autres pays.»

«En haute mer et dans les zones naturelles, comme l'Antarctique, nous devons établir de nouvelles règles de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité.»

«Je soutiendrai l'augmentation du nombre de zones marines protégées et une gestion plus efficace de nos eaux.»

Faire preuve d'une tolérance zéro quant à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

«Et je poursuivrai notre lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.»

«Il est important d'éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Je considère que la meilleure façon d'employer nos ressources est d'aider nos partenaires à lutter

eux aussi contre les causes de la pêche illicite en leur proposant des conseils, en partageant nos bonnes pratiques et en les impliquant. C'est la seule manière de parvenir à nos fins. L'Union est bien sûr dans une position unique pour ouvrir la voie.»

«En premier lieu, il sera bien sûr important de travailler étroitement avec le commissaire désigné au commerce, Phil Hogan, et il est indispensable de soulever ces questions devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).»

«Il est également important de protéger nos marchés, comme déjà mentionné, des chaînes d'approvisionnement non durables.»

Trouver un accord mondial pour supprimer les subventions aux pêches qui contribuent à la surpêche, à la pêche illicite et à la surcapacité

«Je travaillerai avec le commissaire désigné au commerce, Phil Hogan, afin d'atteindre un accord mondial pour supprimer les subventions aux pêcheries néfastes.»

Une nouvelle approche pour une économie bleue durable

«Je viserai à élaborer une nouvelle approche pour une économie bleue durable. Il s'agira de tout rassembler, depuis la connaissance et la recherche marines jusqu'à la planification de l'espace maritime, l'énergie marine durable, l'investissement bleu et la coopération maritime régionale.»

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. Les citations en français contenues dans ce document sont basées sur le [compte rendu in extenso](#) des auditions, qui a été mis à disposition a posteriori. Les citations de déclarations faites dans une langue autre que l'anglais sont basées sur l'interprétation simultanée assurée durant l'audition. L'interprétation simultanée ne constitue pas un compte rendu exact de l'audition. L'[enregistrement vidéo](#) de cette audition est disponible. © Union européenne,

Manuscrit achevé en octobre 2019. Date de publication: novembre 2019

Administrateur responsable: Zsuzsanna LAKY, Marcus BREUER; assistant éditorial: Marianna VÁCLAVOVÁ.

Contacts: poldep-economy-science@ep.europa.eu; poldep-cohesion@ep.europa.eu

Ce document est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <https://www.europarl.europa.eu/supporting-analyses>

IP/B/PECH/2019-02

Version imprimée ISBN 978-92-846-5639-4 | doi:10.2861/593290 | QA-02-19-808-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5640-0 | doi:10.2861/482877 | QA-02-19-808-EN-N

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci. © Union européenne 2019 – Source: PE

Selon le cas, le texte anglais figurant dans ce document provient

- du compte rendu in extenso des auditions ou de la traduction officielle de parties de ce compte rendu, mis à disposition a posteriori. Le compte rendu in extenso des diverses auditions publiques est disponible [ici](#).

- de l'interprétation simultanée effectuée en direct lors des auditions. Cette interprétation ne constitue pas un compte rendu exact des auditions. L'enregistrement de ces auditions est disponible [ici](#).

Une [version en ligne](#) de ce document est disponible en scannant le code QR figurant sur la couverture.

Les autres versions linguistiques, basées sur la traduction du texte anglais, sont disponibles sur la page «Analyses complémentaires» à l'adresse suivante:

<https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses-search.html>

Manuscrit achevé en novembre 2019.

Date de publication: novembre 2019.

Produit en collaboration avec l'[unité pour la coordination des activités éditoriales et de communication](#).

Version imprimée ISBN 978-92-846-5676-9 | doi:10.2861/883785 | QA-03-19-741-EN-C

PDF ISBN 978-92-846-5675-2 | doi:10.2861/426374 | QA-03-19-741-EN-N